

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous 1
- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste .. 9
- ✕ LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE (II)
LE VI^e EXECUTIF ELARGI DE L'I.C.
- Introduction 35
- Interventions d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926) 44
- En marge du X^e plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie 83

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

1926-1976 :

Du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous

En décembre 1926, le VII^e Exécutif élargi de feu l'Internationale Communiste voyait défiler à sa tribune une sinistre brochette d'exécutants : chacun d'eux déversait tour à tour son contingent d'accusations de « pessimisme » et de « déviation social-démocrate » sur l'opposition russe qui s'était dressée pour défendre l'internationalisme prolétarien, avant de jurer qu'une fois de retour chez lui il puiserait *précisément* dans la certitude que le socialisme se « construit » même « dans un seul pays » la volonté et la force de travailler (nous citons les paroles de Sémard) pour « la victoire définitive de la révolution mondiale » (1). Un demi-siècle a passé — peu de choses à l'échelle de l'histoire universelle, *beaucoup trop* pour le long calvaire de la classe ouvrière, — et ces mêmes exécutants ou leurs descendants ont enseveli sous un monceau de « voies nationales » la voie mondiale unique de la révolution communiste, et effacé de leur langage, tel un bagage étranger encombrant, la « dictature du prolétariat ».

Il serait cependant simpliste de ne voir dans la scène macabre d'il y a cinquante ans que l'orchestration diaboliquement raffinée d'un pouvoir d'Etat qui, après s'être surimposé au parti et, de là, à l'Internationale, aurait manœuvré par l'intimidation et la terreur une bande de misérables hommes de main drogués ou soudoyés. La pression matérielle et la terreur physique existèrent incontestablement ; mais elles s'exercèrent sur un corps qui y était non seulement prédisposé, mais qui aspirait même à les subir, comme pour se débarrasser d'un cauchemar : le cauchemar d'être porteur de guerre et non de paix entre les classes, de dictature prolétarienne et non de

(1) *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, 22. November-13. Dezember 1926, p. 875.*

démocratie interclassiste, de trésors nationaux à brûler au feu de la révolution mondiale et non à défendre dans le droit fil d'une tradition « aux couleurs de la France », de l'Allemagne ou de l'Italie.

Dans ce qu'était devenu en 1926 le parti russe, il était difficile de reconnaître le détachement d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial que ce parti avait été pendant les années d'éclat ; il était difficile de reconnaître le parti qui savait que « *sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible* », et qu'en l'absence de la révolution mondiale son devoir était de continuer à assumer, du haut du pouvoir conquis par la force, ce que Lénine appelait (avec l'humilité propre à un courage inégalé) sa « modeste tâche révolutionnaire », parce que, disait-il, « *en cas de défaite, nous aurons tout de même servi la cause de la révolution et notre expérience profitera à d'autres révolutions* » (2). En revanche, il était difficile de ne pas reconnaître dans les partis occidentaux ce qu'ils n'avaient jamais cessé d'être dans leur noyau quantitativement dominant sinon dans leur direction, et que le reflux de la lutte de classe en Europe et dans une grande partie du monde leur permettait de redevenir sans remords et sans honte : une ramification de la social-démocratie, un moment attirée, de façon épidermique, par le grand pôle de la Révolution d'Octobre.

C'étaient les *forces matérielles elles-mêmes* qui exerçaient leur puissance irrésistible sur le parti russe et sur les partis « frères » ; devant leur poids de plus en plus gigantesque se reproduisait le phénomène de la « récidive social-démocrate » dénoncé par Trotsky, l'apparition, dénoncée par Bordiga en février-mars de la même année 1926, d'une « tendance à remplacer le parti communiste par des organes de caractère moins ouvertement déclaré, ne se plaçant pas rigoureusement sur le terrain de la lutte de classe et exerçant une influence politiquement débilite et neutralisatrice ».

Ce n'est pas un hasard si les porte-parole du « socialisme dans un seul pays » étaient en même temps les théoriciens satisfaits d'une « stabilisation du capitalisme » désormais jugée si peu « relative » qu'elle pouvait embrasser, selon les paroles de Losovsky, des « décennies entières » : leur optimisme bruyant était en rapport direct avec le reflux des perspectives de révolution dans tous les pays. C'était l'heure des sociaux-démocrates et des menchévics revernis à neuf, l'heure des « nouvelles couches » d'un bolchevisme *rebâti* sur le modèle de son adversaire historique ; c'était le moment, si on veut personnaliser une époque qui avait besoin aussi de se choisir ses instruments, des Togliatti et des Smeral, des Thälmann et des Martynov, des Cachin et, bientôt, des Vichinsky. Consciemment ou non, ils avaient attendu leur heure dans l'ombre ; ils n'avaient besoin d'être pliés ni par la violence ni par la

(2) *Rapport sur la tactique du P.C.R. au III^e Congrès de l'I.C.*, Œuvres, tome 32, p. 511, corrigé sur l'édition russe (5^e éd., tome 44, p. 36). Lénine insiste plus que ne le lui faire dire la traduction française, en disant : « le soutien de la révolution internationale mondiale », et non seulement « de la révolution internationale ».

persuasion ; resurgis du passé, ils étaient là tout prêts, « armée industrielle de réserve » de la contre-révolution en marche.

*
**

Cette « détermination matérielle », Trotsky en eut conscience, en ce qui concerne le parti russe, au cours de la dernière grande bataille de l'été suivant, et il osa le dire dans son premier discours devant la Commission Centrale de Contrôle (juin 1927), en évoquant le social-démocrate allemand Vollmar et sa théorie de l'« Etat socialiste isolé », mère de la doctrine « originale » de Staline. Se demandant pourquoi Vollmar avait fabriqué sa théorie en 1879 plutôt qu'en 1871, Trotsky en indiqua la raison dans le fait qu'à l'époque l'écrasement de la Commune avait laissé la France sans mouvement révolutionnaire, qu'au même moment l'Angleterre était ensevelie sous la chape de plomb du « trade-unionisme libéral », alors qu'en Allemagne au contraire la social-démocratie connaissait un développement rapide et impétueux. Dans ces conditions, la sagesse conventionnelle pouvait-elle suggérer autre chose que de *cultiver son jardin* à la manière des Candide déçus, de laisser la révolution mondiale se débrouiller toute seule et de « s'occuper de ses propres affaires ? De même, après l'éloignement des « espoirs de victoire prolétarienne immédiate — qui existaient en 1918-1919 », après la défaite de la classe ouvrière en Hongrie et en Allemagne, « les prémisses [d'une] vollmarisation étroitement nationale » (3) étaient posées : c'est là qu'il fallait chercher les racines non seulement de la politique stalinienne de « bâillonnement du noyau prolétarien » du parti et de « fraternisation avec les conciliateurs de tous les pays » (4), mais aussi de la fraternisation réciproque, celle des « conciliateurs de tous les pays » avec la nouvelle doctrine et surtout avec la toute nouvelle pratique de Moscou.

Avec une lucidité qu'il ne retrouvera malheureusement jamais plus par la suite, Trotsky déclara le 23 octobre 1927 : « Il est certain que la bourgeoisie intérieure fait pression sur la dictature du prolétariat et sur son avant-garde prolétarienne, sans doute moins hardiment, moins ouvertement, moins astucieusement que la bourgeoisie mondiale. Mais ces deux pressions vont de pair et s'exercent simultanément » (5). Il était vrai que l'étau de ces pressions convergentes qui se refermait sur le parti et sur la dictature prolétarienne en Russie faisait du parti un *autre* parti et de la dictature l'instrument d'une *autre* classe (si seulement le Trotsky des années suivantes avait pu le comprendre et en tirer toutes les conséquences !). Mais il était encore plus vrai qu'en levant l'étendard du « socialisme dans un seul pays », le stalinisme rendait service, pour le compte de la bourgeoisie interne, à la bourgeoisie mondiale, en fournissant aux sections de feu le Komintern la

(3) L. Trotsky, *La révolution défigurée*, in *De la révolution*, Paris (Ed. de Minuit), 1963, p. 181.

(4) *Discours de Trotsky à l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle*, 23 octobre 1927, *ibid.*, p. 219.

(5) *Ibid.*, p. 217.

justification théorique de leur propre *reddition sans conditions* devant la terrible pression de cette bourgeoisie mondiale, une pression bien plus forte encore et à laquelle ne s'opposaient pas en leur sein suffisamment d'« anticorps » de gauche. S'alimentant l'un l'autre, ces deux processus devaient aboutir, après un parcours accidenté (6), à un point *unique* : enfermés dans leur « étroitesse nationale », les partis « communistes » allaient devenir des commis voyageurs de l'idéologie de la classe dominante *en cessant en même temps d'être internationalistes* — sauf dans les discours de fin de congrès — et d'être *classistes* — sauf dans la mesure où la reconnaissance de l'existence des classes et de leurs antagonismes est compatible, comme le dit Marx dans sa lettre à Weydemeyer, avec l'idéologie dominante.

Ils allaient jeter par-dessus bord l'internationalisme, en commençant par le dégrader, comme disait Marx dans la *Critique du Programme de Gotha* à propos de la social-démocratie allemande naissante, au niveau de la profession de foi d'une quelconque « Ligue bourgeoise pour la liberté et la paix » prêchant sur un ton geignard la « fraternité universelle *entre les peuples* » à la sauce chrétienne — voir son incarnation dans la Société des Nations ou les initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S., à l'intérieur et à l'extérieur de cette dernière, *pour* la démocratie universelle ou *contre* la « ploutocratie universelle ». Puis, comme cela arrive toujours dans le cas de semblables professions de foi, l'internationalisme fut troqué contre la défense de la patrie en guerre, puis sa reconstruction une fois la guerre finie. Pour Marx, l'élément de victoire dans l'atroce défaite de 1848 avait été que du drapeau tricolore, trempé dans le sang des prolétaires tués sur les barricades de Paris, était sorti le drapeau rouge de la révolution européenne (7). Pour les « modernisateurs » du marxisme, le triomphe de l'internationalisme dans la version revue et corrigée par le Kremlin était que le drapeau rouge, trempé dans le sang des prolétaires « ennemis » sur le champ de bataille, en soit ressorti comme drapeau tricolore de la démocratie et donc de la contre-révolution mondiale.

Au cours d'un processus rigoureusement parallèle, ils allaient jeter par-dessus bord le classisme en Russie et dans le monde, confirmant ainsi la vérité proclamée par Marx et Engels dès *l'Idéologie allemande* : un « communisme » réduit *dans les faits* au niveau d'un « phénomène local » ne peut pas ne pas être emporté par les « puissances universelles de l'échange » ; réduit à ce niveau *dans le programme*, il est condamné à tomber au niveau d'une pauvre « superstition locale » (8). Dix années à peine après la danse macabre de 1926, le stalinisme faisait don au « peuple de l'U.R.S.S. » d'une constitution définie à juste titre comme « la plus démocratique du

(6) Que ce parcours accidenté ait aussi comporté l'étape du social-fascisme, il n'y a pas lieu de s'en étonner : il fallait détruire ce qui restait des ailes d'extrême-gauche en poussant jusqu'à l'absurde — et jusqu'à la liquidation du mouvement ouvrier — des thèses *plus que justes* sur le plan marxiste.

(7) K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850*, fin du chapitre II.

(8) K. Marx-F. Engels, *L'idéologie allemande*, livre I, chap. I, Feuerbach, a).

monde », puisqu'elle sanctifiait tout ce qu'implique l'harmonie fraternelle des classes et des individus dans l'unité de la Nation ; en même temps son porte-parole international, un Komintern refait à neuf, faisait don aux peuples de France et d'Espagne (en attendant les autres) de ce joyau que sont les fronts populaires. Cinq années encore, et les fronts populaires devenaient des fronts nationaux de guerre ; encore cinq années et ils se changeaient en coalitions gouvernementales démocratiques pour la reconstruction des patries détruites. Trente ans plus tard, le polycentrisme théorisé par Togliatti et magnifiquement mis en pratique par ses successeurs fait éclore son dernier bourgeon, la mise à l'index et de la dictature et du prolétariat : la première est dépassée par la démocratie redécouverte, le second annulé par le sujet souverain du régime démocratique et de sa nation, le peuple. En 1976, Marchais peut lire Lénine à l'envers et conclure sous les applaudissements du parterre bourgeois : seul est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la *condamnation* de la dictature du prolétariat !

Voilà comment les ignobles exécutants de 1926 se préparaient à travailler pour « la victoire définitive de la révolution mondiale » !

*
* *

Dans la conception marxiste, le caractère international du processus révolutionnaire et de ce moment particulier — moment suprême, mais moment quand même — qu'est la « transition au socialisme » au moyen de la dictature du prolétariat, n'est pas *accidentel* mais *vital*. Fustigeant la conception étroitement nationale de Lassalle, Marx écrivait en 1875 : « *Il va absolument de soi que ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte* [le voilà, l'élément accidentel ! NdR]. *C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais comme le dit le Manifeste Communiste, « quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'Etat national actuel » [...] entre lui-même à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché universel et, politiquement, « dans le cadre » du système des Etats. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une sorte de politique internationale* » (9). Si donc le prolétariat constitué en parti ou en classe dominante s'isole « dans le cadre » de ses frontières, non seulement il se condamne à être emporté par le cadre plus vaste du commerce mondial, mais il se condamne aussi à se perdre lui-même, à tomber plus bas que le « premier marchand venu ».

Le capitalisme a fait du prolétariat « la seule classe révolutionnaire de l'histoire moderne » précisément parce qu'il l'a dépouillé de tout ce qui définissait comme *personne*, devant Dieu et le Droit, le producteur des

(9) K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, I, 5.

sociétés antérieures : moyens de production, lieu de travail, famille dont il était le centre et qui était inséparable de lui, corporation de métier, cité en tant que marché naturel de ses produits et donc appendice naturel de son lieu de production, *patrie* comme *couronnement idéal* et *garantie politique* du tout. S'il y a une conquête et *une seule* dont le prolétariat *en tant que classe révolutionnaire* hérite de la société capitaliste et qu'il défend, c'est la destruction impitoyable — involontaire, toujours contrariée, mais nécessaire et irrésistible — de toutes les barrières isolant le producteur autonome des autres producteurs, sa communauté de la communauté de ses pairs, aussi bien dans le travail associé à l'usine qu'à travers l'universalisation des rapports entre les hommes — même si elle se fait à travers l'universalisation des échanges. Si les marxistes ont pu souhaiter que le doigt de l'histoire puisse écrire sur toutes les murailles de Chine « liberté, égalité, fraternité », ce n'est pas parce qu'ils croyaient au caractère éternel de ces « valeurs » mais parce qu'ils savaient que le mouvement dont elles n'étaient que l'étendard tendait à détruire *toutes* les murailles, à briser *toutes* les « superstitions locales », à emporter *tout* « privatisme », à nier *tout* localisme — fût-il étendu à l'échelle d'une nation —, même celui qui avait fait fleurir les premières communautés collectivistes, admirables, certes, mais *étroitement refermées sur elles-mêmes* et donc condamnées à l'asphyxie. S'ils l'ont souhaité, c'est parce que ce mouvement allait, involontairement mais nécessairement, remplir d'un *contenu non national mais international et internationaliste* la lutte d'émancipation prolétarienne, la lutte pour le communisme.

Enfermez la classe en lutte pour le pouvoir (ou pour la conservation du pouvoir sur la voie du socialisme) dans l'usine, la localité, le métier, la nation (pour Marx, par rapport à la victoire ou à la défaite révolutionnaire de 1848 l'*Europe entière* n'était qu'un petit coin, *ein kleiner Winkel*, face à l'Angleterre solidement établie comme despote du marché mondial) (10), et vous l'aurez réduite à n'être qu'une *sous-classe* conservatrice du *statu quo*, donc esclave et opprimée. Pire encore, vous l'aurez condamnée à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, à recueillir en héritage et à défendre un patrimoine *qui n'est pas le sien*, un patrimoine déjà détruit *en puissance* par le processus capitaliste, même s'il est recréé chaque fois dans les faits *dans un but de conservation sociale*, un patrimoine fait d'un passé et d'un présent basés sur l'individualisme, la famille, l'entreprise, la localité, la nation, et que la classe en lutte doit détruire *pour ne pas être détruite par eux*.

On ne peut revendiquer ni une *voie* spécifique au socialisme, ni une « construction » isolée du socialisme, sans remplacer l'hégémonie de la classe ouvrière au sens de Marx par la fausse hégémonie du prolétariat au sens de Gramsci (sens d'ailleurs tout-à-fait analogue à celui que lui donnait

(10) C'est ce que Zinoviev rappela dans son discours au VII^e Exécutif élargi, en même temps qu'une autre puissante phrase de Marx : la tâche du prolétariat « est annoncée mais non pas décidée en France. Cette tâche ne peut être remplie en aucune façon à l'intérieur de frontières nationales » (*Protokoll*, pp. 549-550).

Staline). La première est l'hégémonie d'une classe qui entraîne derrière elle les demi-classes et les sous-classes directement ou indirectement exploitées par le capital, dans la *destruction* de ce que le capitalisme a lui-même créé, et de ce qu'il a conservé et conserve de millénaires de sociétés divisées en classes. La seconde est la fausse hégémonie d'une classe que l'on charge de sauvegarder sous une autre forme ce que le capital tend inexorablement à détruire à la base, un héritage millénaire de mœurs, culture, modes de vie, « valeurs » intellectuelles et morales, considérées comme inséparables de l'« essence-même » de l'homme ou du citoyen — pour la transformer en classe nationale *par son contenu* (alors qu'elle n'était née nationale que *par la forme*), et enfin en classe... populaire.

On ne peut revendiquer ni une voie nationale au socialisme ni une « construction » nationale isolée du socialisme sans absorber dans son propre programme et théoriser comme articles de foi les reflets idéologiques des rapports de force *occasionnels* entre les classes à l'intérieur de son misérable petit *jardin* entretenu avec amour, ou ceux des pressions que le monde extérieur exerce sur lui (11).

Le stalinisme était cohérent quand il lança, en même temps que la théorie du « socialisme dans un seul pays », la doctrine qui élevait au rang d'un bloc *entre égaux* marchant la main dans la main vers le socialisme l'alliance à laquelle l'arriération économique et sociale de la Russie contraignait la classe ouvrière dans ses concessions à la classe paysanne, puis qui en faisait une voie de passage *obligatoire* pour la révolution prolétarienne dans *tous* les pays. Il était cohérent quand, au cours des mêmes années, il célébrait dans le bloc des quatre classes le lit nuptial (et non le tombeau !) de la révolution chinoise naissante. Le parti français était cohérent lui aussi dans son empressement à retrouver, sous l'impulsion pratique et à l'ombre de la justification théorique du « socialisme dans un seul pays », les traditions de la petite paysannerie et de la petite propriété fustigées par Engels cinquante ans plus tôt. Une fois théorisées les *voies nationales* au socialisme, Berlinguer est cohérent lorsqu'il poursuit le « compromis historique » avec la démocratie chrétienne, Marchais et Carillo sont cohérents lorsqu'ils tendent la main ouverte à tous les Français ou tous les Espagnols, gaullistes ou franquistes compris.

Il n'y a pas de voie médiane : ou bien l'on reconnaît le caractère international de la révolution prolétarienne et l'internationalisme de son programme comme une *condition de vie ou de mort* de la révolution, ou bien on accepte que le caractère « privé » de la « construction du socialisme » entraîne avec lui *tout le reste* : depuis le caractère privé de l'individu souverain jusqu'au caractère privé de la famille souveraine, l'entreprise souveraine, la cité souveraine ; depuis le caractère privé de l'« Etat populaire libre » ridiculisé par Marx jusqu'au caractère privé de la nation ou de « l'Europe

(11) Le rapport est évidemment dialectique : on devient démocrate une fois abandonné le terrain de l'internationalisme, de même qu'on abandonne ce terrain une fois qu'on s'est fondu dans la démocratie.

(ou l'Asie) des patries » ; depuis le caractère privé de la démocratie individuelle, de la démocratie dans l'entreprise, la commune, la région, la nation, jusqu'au caractère privé — enfin — de la démocratie pure, de la « démocratie en général ». Bref on accepte, pour citer encore Marx et Engels, « le retour par la force des choses de toute la vieille merde » (12).

C'est ce qui devait arriver ; c'est effectivement ce qui est arrivé.

★
★

Mais l'histoire gardait en réserve, en même temps qu'une confirmation du marxisme, un dernier pied-de-nez, le plus féroce peut-être : les théoriciens du *socialisme dans un seul pays* ou, en d'autres termes, de la *démocratie dans tous*, les prédicateurs d'un internationalisme « *encore infiniment au-dessous de celui du parti libre-échangiste qui, lui, fait quelque chose pour internationaliser l'échange et ne se contente pas du tout de savoir... que chaque peuple fait, chez lui, du commerce* » (13), devaient finir par théoriser en guise d'article premier de leur programme la seule forme d'internationalisation des rapports humains qui soit *tolérée* par la société actuelle, la seule forme que non seulement elle tolère mais qu'elle *impose* : l'universalisation *des échanges mercantiles*. C'est elle, cette universalisation des échanges qui engendre la « coexistence pacifique » comme la guerre permanente, qui annonce la trêve sociale comme les conflits entre Etats, c'est cette fossoyeuse de tout progrès « à la mesure de l'homme » (comme ils disent) qui ne soit pas celui du donnant-donnant universel (et encore, avec plus-value !) et de la traduction généralisée des rapports humains en espèces sonnantes, c'est elle qu'ils ont érigée en garantie de la paix entre les peuples !

« Ramassez les drapeaux que la bourgeoisie a laissé tomber le long de sa route ! » avait recommandé Staline avant de quitter ce monde. Si ses modernes héritiers peuvent renier en lui le dictateur féroce, c'est parce qu'ils ont englouti, digéré, assimilé et retransmis *son héritage contre-révolutionnaire* : *liberté, égalité, fraternité* et, parfaitement Messieurs, *Bentham* !

(12) *L'idéologie allemande, ibid.*

(13) *Critique du programme de Gotha, ibid.*

La question agraire

Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste

*(Rapport présenté à la réunion générale du Parti,
septembre 1974.)*

Il est clair que le problème des rapports du prolétariat avec la paysannerie, de l'attitude et de l'action du Parti face aux producteurs agricoles ne se pose pas aujourd'hui comme un problème immédiat. Il est tout aussi clair que le Parti doit néanmoins l'étudier dès à présent, pour se préparer à affronter correctement les questions qui se poseront pratiquement au cours de la renaissance d'un puissant mouvement de classe du prolétariat, et qui concerneront aussi bien son intervention dans telle lutte paysanne que le programme agraire de l'Etat prolétarien. Nous ne nous imaginons certes pas pouvoir résoudre d'avance tous les problèmes, mais nous savons que le Parti ne pourra les résoudre que s'il s'y est préparé, si les principes directeurs sont clairement définis. Comment pourrions-nous trouver une tactique paysanne correcte, éviter aussi bien le soutien à n'importe quelle revendication paysanne dirigée contre le grand capital que l'indifférence devant les luttes paysannes, si les buts et les limites de notre intervention dans ces luttes n'ont pas été précisés à l'avance ? Comment le Parti pourrait-il diriger la dictature du prolétariat, éviter le suivisme par rapport aux flottements des masses aussi bien que le volontarisme abstrait, s'il n'a pas d'avance une vision nette du programme et des phases de la transformation révolutionnaire des rapports économiques et sociaux ? Même si aujourd'hui l'influence du Parti sur le prolétariat — et à plus forte raison sur d'autres classes — ainsi que son impact sur les luttes des classes sont pratiquement négligeables, c'est aujourd'hui qu'il doit s'armer et se préparer pour son action de demain, sous peine d'être pris de court, dépassé par les événements et incapable d'assumer ses tâches.

Cela est d'autant plus vrai que la « question agraire » n'est pas simplement la recherche de la meilleure façon de détacher les paysans de la bourgeoisie, de les rallier au socialisme, ou, au moins, de les neutraliser. Elle contient,

certes, ce problème tactique, mais, comme tous les problèmes de tactique, il ne peut être résolu que sur la base des principes. La question agraire implique donc un ensemble de questions extrêmement importantes, tant dans le domaine de la doctrine que dans celui de la tactique communiste. Et, en ce qui concerne les questions de tactique comme les questions de principes et de doctrine, l'étude de la question agraire et des rapports entre le prolétariat et la paysannerie nous conduira à balayer les falsifications et déformations de l'opportunisme, qui, ici aussi, se manifeste de deux manières apparemment opposées mais en réalité complémentaires, et tendant toutes deux à escamoter le problème des rapports du prolétariat avec la paysannerie : l'une en subtilisant le prolétariat, l'autre, les paysans.

La première manière, c'est celle des grands partis pseudo-communistes, de l'opportunisme officiel qui a substitué à la vision de la révolution prolétarienne celle d'une révolution démocratique de tout le peuple, dans laquelle toutes les classes « non-monopolistes », ayant censément les mêmes intérêts et les mêmes aspirations, sont mélangées. On se souvient qu'en 1894 Engels a déjà dû combattre cette tendance à fondre en un bloc opposé aux féodalités terriennes tous ceux qui « mettent en valeur le sol national ».

La deuxième manière est plus subtile. Elle prétend partir de la distinction entre révolution « double » — s'effectuant dans un pays où la révolution bourgeoise n'a pas été faite et où *plusieurs* classes ont encore un potentiel révolutionnaire — et révolution « simple », dans un pays déjà capitaliste, où le prolétariat est *la seule* classe révolutionnaire. Mais, comme les lassaliens, elle en tire la conclusion absurde que tout le reste de la population est une « masse réactionnaire », ou encore que la révolution est « purement » prolétarienne en ce sens que toutes les autres classes, et la paysannerie en particulier, auraient disparu.

Une illustration de ce schématisme qui, quoi qu'il prétende, n'a rien de commun avec les positions de la gauche marxiste, est la revue « Parti de classe », dont l'unique numéro, publié voici quelques années, avait remplacé l'emblème traditionnel des travailleurs — la faucille et le marteau — par deux marteaux entrecroisés. On ne peut se contenter de sourire devant cette façon naïve de supprimer le problème des rapports du prolétariat avec la paysannerie en « supprimant » ainsi la paysannerie. Probablement ces novateurs voulaient-ils seulement affirmer que (dans les pays impérialistes tout au moins) la révolution sera « pure » au point de pouvoir ignorer l'action de toutes les autres classes — rejoignant d'ailleurs pratiquement les tenants de la révolution « populaire » et aussi ceux de la « classe universelle ». Ce serait déjà faux ; mais en fait ils sont allés beaucoup plus loin, car la faucille ne représente pas plus le petit paysan propriétaire que le marteau ne représente l'artisan. Même si le capitalisme parvenait à éliminer effectivement les résidus des rapports précapitalistes et la petite et moyenne production dans l'agriculture (ce qui est loin d'être le cas), même s'il parvenait donc à faire effectuer toute la production agricole par de purs prolétaires, la faucille serait toujours à sa place dans notre emblème ! Il est vrai que le prolétaire agricole (tout comme le paysan) travaille de moins en moins avec

la faucille et de plus en plus avec un tracteur, une faucheuse-batteuse-lieuse, etc. ; mais le prolétaire industriel manie lui aussi très rarement le marteau, et bien plutôt une presse, un tour automatique, une machine à souder, etc.

Cette suppression de la faucille au profit d'un deuxième marteau est particulièrement grave en ce qu'elle entérine et accentue même une tendance du capitalisme, qui privilégie la production industrielle au détriment de l'agriculture. *Dans l'abstrait*, on pourrait même dire qu'il tend à la supprimer au profit de l'alimentation artificielle en pilules, à arriver à « l'ultra-agriculture » comme disait Lénine pour se moquer de l'ultra-impérialisme de Kautsky — bien entendu sans y parvenir. Pour abolir la division et l'opposition entre la ville et la campagne, entre la production industrielle et la production agricole, le communisme devra commencer par *renverser* cette tendance, par remettre l'accent sur la production et la reproduction de l'espèce et des biens qui assurent cette reproduction, et consacrer un effort énorme à l'agriculture, à la mise en valeur « d'usage » de la terre.

Supprimer la faucille, c'est donc, finalement, nier le communisme même. Dans l'immédiat, c'est aussi ignorer, à la manière des sociaux-démocrates, le prolétariat agricole, pour ne voir que les ouvriers d'industrie. Et c'est aussi, évidemment, supprimer la question agraire et paysanne en prétendant qu'elle ne se pose et ne se posera plus.

En réalité, l'évolution du capitalisme et sa tendance effective à éliminer la petite production et la petite propriété est beaucoup plus lente dans l'agriculture que dans l'industrie, et nous verrons pourquoi. Il faudra étudier avec précision et dans le détail l'agriculture des grands pays, mais ce qui nous importe avant tout ici est l'aspect qualitatif : le fait que, même dans les pays capitalistes développés, la production agraire reste largement tributaire de petites entreprises travaillant avec des moyens techniques relativement restreints. Uniquement à titre indicatif, citons le cas de la France, où, selon les chiffres du recensement de l'agriculture de 1970, plus de la moitié du sol (51,8 %) est en faire-valoir direct, c'est-à-dire travaillé par son propriétaire ; où quelque 88 % des entreprises agricoles sont des exploitations familiales qui n'emploient aucun salarié permanent, alors que 10 % emploient 1 ou 2 ouvriers, et 0,16 % seulement plus de 10 salariés permanents. Même si dans d'autres pays impérialistes la proportion des grandes entreprises agricoles est plus forte, nulle part on ne trouve une situation analogue à celle de l'industrie, où la production des grandes entreprises concentrées, mécanisées et même automatisées prédomine largement. Et ce qui est vrai des pays capitalistes développés l'est plus encore à l'échelle mondiale.

Il est évident que cette prédominance des petites entreprises dans la production agraire ou cette persistance de petits et moyens producteurs agricoles pose des problèmes sérieux avant, pendant et après la révolution prolétarienne. Car ces classes non-prolétariennes, le prolétariat ne peut pas les traiter de la même façon que les capitalistes et les propriétaires terriens. C'est ce que Lénine, par exemple, explique au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, dans son discours sur la tactique du parti russe :

« Mais à part ces classes exploiteuses, il existe dans presque tous les pays capitalistes, sauf peut-être en Angleterre, la classe des petits producteurs et des petits agriculteurs. La question capitale de la révolution c'est justement la lutte contre ces deux dernières classes. »

Remarquons tout de suite que pour Lénine, il ne s'agit nullement de fondre ces classes avec le prolétariat dans le « peuple travailleur » et autres « masses laborieuses » chères aux opportunistes, mais bel et bien de *lutter* contre elles, pour les *éliminer*. Or :

« Pour nous débarrasser de ces classes, il faut employer des méthodes différentes de celle de la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ces classes-là, nous pouvions tout simplement les exproprier et les chasser : c'est même ce que nous avons fait. Mais avec les ultimes classes capitalistes, avec les petits producteurs, avec les petits-bourgeois qui existent dans tous les pays, nous ne pouvons pas faire la même chose. Dans la plupart des pays capitalistes, ces classes constituent une forte minorité, quelque 30 à 45 % de la population. En comptant les éléments petits-bourgeois de la classe ouvrière, on arrive même à dépasser les 50 %. Ici, il ne peut être question d'exproprier et de chasser, ici il faut conduire la lutte autrement. D'un point de vue international, en considérant la révolution internationale comme un processus unitaire, la signification de la période qui s'ouvre maintenant en Russie est essentiellement la suivante : nous devons résoudre pratiquement la question du rapport du prolétariat avec la dernière classe capitaliste en Russie. En théorie, tous les marxistes ont très bien et facilement résolu cette question. Mais la théorie et la pratique font deux, et ce n'est pas la même chose de résoudre cette question théoriquement ou pratiquement... » (1).

Si Lénine insiste sur les difficultés, les erreurs inévitables, et l'importance de ces expériences pratiques pour les révolutions à venir, il serait faux d'en tirer l'idée que seule compte l'expérience pratique. Pour Lénine comme pour nous, celle-ci est nécessaire, mais elle n'est possible et fructueuse que sur la base d'une orientation générale prévue par la théorie, qu'il a inlassablement rappelée durant des années. Si l'étude théorique de la question agraire n'indiquait pas automatiquement les modalités pratiques des rapports avec la paysannerie, elle constituait la condition indispensable pour les trouver. De même, pour nous, cette étude, qui inclut celle des expériences pratiques du passé, cette clarification des perspectives, reste indispensable pour notre préparation et celle du prolétariat.

En effet, l'évolution du capitalisme a modifié la proportion de la petite-bourgeoisie et réalisé une certaine concentration et modernisation de l'agriculture ; mais elle n'a pas produit une modification qualitative du problème. La question soulevée par Lénine dans un autre discours au III^e Congrès contre les « gauches infantiles » qui ignoraient superbement la question

(1) *Rapport sur la tactique du P.C.R.* au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, 5 juillet 1921. *Œuvres*, tome 32, pp. 515-516 (traduction corrigée d'après le *Protokoll* allemand).

paysanne garde toute son acuité ; dans la révolution, expliquait-il, se pose un problème matériel qui exige une solution immédiate : celui de l'alimentation des villes. Comme ce n'est pas l'industrie chimique de synthèse, ni même la grande entreprise agricole mécanisée, mais encore dans une grande mesure la petite unité agricole qui doit fournir cette alimentation, il faudra bien affronter, sans attendre ni tergiverser, le problème des rapports du pouvoir prolétarien avec ces petits producteurs — et donc y être préparés. De même, Engels, dans sa brochure classique *La question paysanne en France et en Allemagne* (2), affirmait, tout en critiquant le programme agraire et plus encore les justifications théoriques des socialistes français : « sur un point, nos camarades français ont absolument raison : on ne peut faire de révolution durable en France *contre le petit paysan* ».

Pour que le Parti puisse se préparer, préparer le prolétariat et même les classes moyennes à la révolution, il faut donc qu'il prévoie avec clarté, précision, et ouvertement, les rapports du prolétariat avec la paysannerie, avant, pendant et après la révolution. Or, posée en ces termes, la question est insoluble : tout simplement parce qu'il n'y a pas *une* paysannerie homogène, avec laquelle nous pourrions entretenir des rapports globaux. Malgré l'importance de la petite entreprise, la production agricole repose sur des rapports de propriété, des techniques et des rapports sociaux variés, et la population des campagnes est divisée en classes. Loin de s'adresser à la masse des producteurs agricoles en bloc, le prolétariat tendra à aiguïser les antagonismes et la lutte entre les diverses classes campagnardes, avec lesquelles il entretient des rapports différents.

Pour comprendre notre tactique paysanne, il faut voir quelle est la situation dans laquelle nous agissons, dans quel sens et comment nous pourrions agir sur elle. Il faut donc examiner d'abord les structures de propriété et les rapports de production dans l'agriculture, les classes qu'ils engendrent, les attitudes que celles-ci seront amenées à adopter, les possibilités et les limites de leurs luttes. Il faudra expliquer ensuite comment la dictature du prolétariat interviendra dans les rapports de production à la campagne, ce qu'elle pourra faire et, surtout, ce qu'elle ne pourra pas faire du jour au lendemain ; autrement dit, tracer les grandes lignes du programme agraire de l'Etat prolétarien et prévoir l'attitude des diverses classes rurales face à ce programme. C'est seulement sur cette base que nous pourrions définir les principes directeurs de notre tactique paysanne, qu'aucune analyse des exigences immédiates ne pourrait fixer. D'une façon générale ce n'est pas, en effet, l'étude des conditions immédiates, mais le programme révolutionnaire — nullement librement inventé, mais objectivement appelé par l'histoire — qui détermine notre action orientée vers sa réalisation. Or cela est, si possible, plus vrai encore dans la question agraire, puisque, Engels et Lénine l'ont assez affirmé, *aucune* tactique ne permet de gagner les paysans au socialisme à *brève échéance*, et que nous ne pouvons espérer les gagner qu'à *long terme*. De ce fait la perspective d'avenir s'insère on ne peut plus directement dans l'action quotidienne et dans la tactique immédiate.

(2) Ce texte d'Engels a été intégralement republié dans *Programme Communiste* n° 65, décembre 1974.

Assurément, la tactique paysanne ne se pose pas à nous comme un problème imminent. Nous n'avons d'ailleurs même pas effectué une étude précise et détaillée de l'évolution de l'agriculture et des rapports des classes à la campagne en tenant compte des situations particulières. Rappelons que l'Internationale Communiste elle-même a dû se contenter à ses II^e et IV^e congrès d'indications très générales. Et dans la brochure que le Parti Communiste d'Italie a consacrée en 1921 à la question agraire (3), brochure dont le présent exposé s'est beaucoup inspiré et qu'il citera longuement, on explique que pour donner effectivement une tactique, des mots d'ordre et des directives précises d'intervention dans les campagnes, le P.C. d'Italie devait faire une étude sérieuse de la situation de l'agriculture italienne, en ne s'en tenant pas aux aspects d'ensemble, mais en évaluant les particularités régionales ; et que cette étude, nécessaire, représentait un travail difficile auquel le Parti devait s'atteler. Si un tel travail était difficile pour le P.C. d'Italie de l'époque, ce n'est pas avec nos forces d'aujourd'hui que nous le mènerons à bien. Le Parti devra entreprendre cette tâche, et pour le monde entier, mais ne peut espérer l'accomplir rapidement.

En revanche, il peut et doit dès à présent rappeler les grandes lignes de l'analyse marxiste de la question agraire, pour être à même de les préciser et de les particulariser au fur et à mesure du développement des luttes de classes et de nos forces.

I. — Rapports de propriété, rapports de production et classes rurales

La grande conquête du capitalisme, son apport historique, c'est l'introduction et le développement à grande échelle du travail associé. Mais il faut remarquer que, comme nous l'avons mentionné, cette socialisation de la production, cette constitution d'unités productives intégrant l'activité de milliers et de dizaines de milliers d'hommes, est restée presque exclusivement limitée à la production industrielle, et n'a que très peu touché l'agriculture.

Cela ne signifie pas que le capitalisme n'ait rien changé aux techniques et à l'outillage dans ce domaine. Mais ces modifications, lentes au point qu'on pouvait affirmer en 1921 que la technique agricole restait pratiquement la même que des siècles auparavant, si elles augmentent un peu la productivité du travail par l'application d'un outillage industriellement développé, ne rompent pas les limites des petites entreprises, et ne constituent pas le bond qualitatif produit par l'association et la division technique du travail.

Certes, il n'est pas indifférent que le paysan laboure avec une charrue à socs multiples tirée par un tracteur au lieu de la charrue simple tirée par un cheval, ou même, comme c'était le cas il n'y a pas si longtemps en Russie (et en Pologne au cours de la dernière guerre), par sa femme ;

(3) Amadeo Bordiga, *La questione agraria*, Roma, Libreria Ed. del Partito Comunista d'Italia, 1921.

ni qu'il récolte avec une moissonneuse-batteuse au lieu d'une faux et d'un fléau, etc. L'accroissement de la productivité du travail agricole ainsi obtenu permet de nourrir davantage de citoyens avec moins de population rurale, il permet un développement industriel accéléré. Mais, si ce progrès « libère » des ruraux, en ce sens qu'il les chasse de la campagne, il ne libère pas le paysan de la misère. Et surtout, il ne supprime pas sa qualité de producteur individuel. Dans l'artisanat aussi, qui subsiste en marge de la grande industrie, et parfois recréé par elle, le capitalisme a introduit un outillage perfectionné ; cependant, équipé d'une raboteuse et d'une toupie au lieu d'une varlope et d'un ciseau, le menuisier reste un petit producteur indépendant, propriétaire (parfois à crédit) de ses moyens de production et de ses produits. Et cinq mille forgerons de village, même équipés de fours et de marteaux-pilons électriques, sont loin de constituer une usine sidérurgique.

Ce qui caractérise l'industrie (au sens moderne), ce n'est pas l'emploi d'outils plus puissants ou de « machines », mais le fait qu'elle repose sur la *division technique du travail*, qui s'exprime dans la structure de ses machines ; le fait, en d'autres termes, que ses unités de production intègrent *indissociablement* l'activité productive d'un très grand nombre de travailleurs. Alors que la production des petits producteurs relève, en gros, de l'arithmétique, l'industrie lui échappe. Si 100.000 paysans ayant chacun 20 hectares produisent par an 30.000.000 de quintaux de blé, chacun en produit à peu près 30.000.000 divisé par 100.000, soit 300 quintaux, c'est vrai. Mais il n'en va pas de même dans une usine d'automobiles : si 100.000 ouvriers de Renault produisent par an 1.300.000 voitures, chacun d'eux en produit... Eh bien, séparément, chacun ne produit rien du tout ! Il faut tout le *complexe* des usines Renault pour pouvoir fabriquer des voitures, de même qu'il faut l'activité coordonnée de dizaines de milliers d'hommes pour faire marcher des trains.

Nous devons insister sur cette hétérogénéité car, quel que soit son niveau *technique*, la petite entreprise implique un rapport *social* différent de celui qu'engendre le travail associé. L'échange, le commerce fondé sur la loi de la valeur, est la façon « naturelle » de faire circuler les moyens de production et les produits entre producteurs indépendants. Mais, potentiellement, le travail associé *nie* l'échange sous toutes ses formes. La contradiction fondamentale du capitalisme est précisément d'avoir *socialisé* l'activité productive, mais sur la base de *l'appropriation privée* des produits ; le passage au communisme est la résolution dialectique de cette contradiction. On l'a souvent défini comme « l'abolition de la propriété privée » ; bonne formule de propagande, mais qui manque de précision ; il s'agit plus exactement d'abolir l'appropriation privée du produit du travail associé, c'est-à-dire de donner à la société la *disposition immédiate* de la production sociale.

Or, dans la production agricole, le capitalisme a très peu promu le travail associé. Cela, parce qu'elle est soumise à des contraintes et des limites naturelles qui empêchent de l'accélérer et de l'accroître aussi vite

que la production industrielle. Le capitaliste n'instaure le travail associé que pour tirer davantage de plus-value du prolétariat, pour augmenter son profit. Comme bouleverser radicalement les conditions de la production agricole demanderait des investissements énormes et « payants » seulement à long terme, le capital se jette dans l'industrie, développe dans des proportions relativement faibles l'agriculture, et n'y introduit le travail associé que dans quelques secteurs et entreprises. Une modification profonde de la production agricole exige un ensemble de grands travaux de mise ou remise en état de la terre, de fertilisation, irrigation, reboisement ici et défrichage ailleurs, et même de nivellement du sol que le capitalisme ne peut entreprendre, parce qu'ils impliquent une planification unitaire, et parce qu'ils ne porteront leurs fruits qu'au bout de décennies sinon de siècles, fruits extrêmement intéressants d'ailleurs comme valeurs d'usage, mais peu « profitables » au sens capitaliste.

L'actualité illustre cette impuissance du capital à intervenir efficacement dans l'agriculture : en été 1975, il a suffi de quelques semaines de beau temps pour que, dans certains départements français, les récoltes sèchent sur pied, et trois jours d'orage ont suffi pour provoquer des inondations dans d'autres départements. Lutter contre la sécheresse en amenant l'eau là où elle manque, comme empêcher les inondations en évacuant rapidement, exige des installations importantes, qui, sur le plan *technique*, ne posent pas de problèmes majeurs, mais qui, *économiquement*, ne seraient pas « rentables », et donc n'existent pas. Seule la société communiste, dans laquelle le moteur et le but de l'activité sociale ne sera plus le profit mais *l'utilité sociale*, pourra renouveler complètement les conditions de la production agricole, alors que le capital se borne à la moderniser localement dans quelques îlots de travail associé.

C'est donc bien à tort que certains ont voulu voir dans la survie de la petite entreprise, agricole surtout, un démenti au marxisme. Par exemple, Graziadei, lors de la discussion de la question agraire au II^e congrès de l'I.C., provoquant ainsi l'indignation des bolcheviks ; et auparavant déjà, Bernstein avait déclaré le marxisme en faillite parce que l'élimination de la petite et moyenne entreprise par la concentration du capital ne se produisait pas aussi vite qu'il l'avait cru annoncé par Marx. Nous avons au contraire toujours affirmé que si la tendance à la centralisation et à la concentration du capital est une tendance réelle, et la tendance dominante, elle se réalise de façon très inégale dans les divers secteurs et branches de la production ; et aussi bien Engels dans sa brochure classique que Lénine dans le texte cité plus haut, ou la gauche italienne dans la brochure de 1921, tous les marxistes ont toujours insisté sur la survivance de la petite entreprise, notamment dans l'agriculture.

Certes, de grandes entreprises capitalistes de type moderne se développent de plus en plus et leur importance augmente. Mais les entreprises anciennes demeurent très nombreuses, et même dans les pays capitalistes développés, les poids respectifs des divers types d'exploitations varient énormément suivant les régions. Parfois l'un prédomine, parfois ils voisinent,

comme dans le Midi de la France, où on trouve de tout petits viticulteurs à côté de domaines si importants que le propriétaire y fait construire des H.L.M. pour ses ouvriers (ce propriétaire est d'ailleurs souvent l'ancien seigneur, qui, comme le Junker prussien, s'est discrètement converti en entrepreneur capitaliste).

Avant de passer en revue les divers types d'entreprises agricoles, deux remarques s'imposent : d'une part il faut compter que jusqu'à la révolution la production agraire restera en grande sinon en majeure partie le fait de la petite exploitation ; d'autre part que les notions de « propriété » et d'« exploitation » sont loin de se correspondre.

Tout d'abord, par ordre décroissant, on rencontre la grande exploitation au sens moderne, où règne une spécialisation poussée, la division technique du travail et la machinerie idoine ; bref, l'entreprise agricole de type industriel, employant des travailleurs salariés, des prolétaires agricoles au sens moderne du mot. Généralement, ces exploitations sont installées dans une grande propriété, mais pas obligatoirement ; un entrepreneur agricole capitaliste peut être propriétaire du sol, ou bien le louer à un ou même plusieurs propriétaires fonciers.

Il y a ensuite des exploitations importantes par leur superficie et le nombre de salariés qu'elles emploient, mais qui ne sont pas des entreprises industrielles, dans la mesure où elles ne constituent pas une unité productive indissociable. Dans ces exploitations de type ancien, les ouvriers, quel que soit leur nombre, sont simplement « juxtaposés », ils travaillent l'un à côté de l'autre sous les ordres d'un même patron, mais à peu de chose près comme chacun d'entre eux travaillerait isolément. On peut comparer cette situation à celle qui existait dans les premières manufactures, où le capital se soumettait et exploitait le travail des artisans, sans révolutionner le processus de production lui-même comme il le fera plus tard. Certes, la simple réunion d'un grand nombre d'ouvriers permet une certaine augmentation de la productivité, par des économies d'équipement et autres ; mais ce rassemblement ne suffit pas à lier solidement les travailleurs les uns aux autres : leur lien reste formel, noué par le droit de propriété, alors que dans l'industrie il est tissé par la technique de production elle-même.

Il est vrai que, comme entre la première manufacture royale et les usines Boeing, il y a dans l'agriculture, entre la juxtaposition pure et simple et l'unité absolue, bien des intermédiaires. Mais même s'il existe des entreprises agricoles partiellement modernes, la distinction des deux types de grandes entreprises garde toute son importance. Dans un cas, le *partage* est aussi inconcevable que celui des usines Renault ou d'un transatlantique ; dans le second il est possible, serait-ce au risque d'une baisse de la productivité.

Toutes les grandes propriétés ne constituent cependant pas de grandes entreprises, même traditionnelles. Souvent, le propriétaire d'une vaste superficie la loue par morceaux plus ou moins conséquents à des métayers ou des fermiers. Si le métayer (qui paie son loyer en nature, pratique de

plus en plus rare), est toujours un petit exploitant familial, les fermiers ne représentent pas une catégorie homogène, mais englobent toutes sortes d'exploitants agricoles non-proprétaires du sol. Ils comptent de petites entreprises familiales, bien sûr, mais aussi de « grands » fermiers entrepreneurs capitalistes, et également des fermiers « moyens », qui exploitent en permanence plusieurs ouvriers avec les vieilles techniques de production ou, parfois, comme dans certains élevages de volaille qui exigent peu de terre et peu de main-d'œuvre, avec des techniques modernes.

Le « paysan », c'est-à-dire le propriétaire-exploitant, va lui aussi du grand au petit, en passant par le moyen, et pratiquant des techniques variées. Si la grande propriété n'implique pas forcément la grande exploitation, la petite propriété entraîne presque toujours la petite exploitation. La coopération qui se développe ici et là ne modifie que très rarement le caractère du travail ; elle se limite généralement à la coopérative de vente des produits, ou, quelquefois, à leur transformation, comme dans les fromageries ou les caves. Si ces caves, où les petits viticulteurs apportent leur raisin, peuvent améliorer le rendement de la vinification, elles n'allègent pas la dépendance des paysans par rapport au marché et à ses fluctuations. Souvent la cave coopérative doit emprunter au Crédit Agricole bien avant la récolte, pour pouvoir avancer de l'argent aux petits viticulteurs, en escomptant la vente à venir. Et si, pour une raison ou une autre, grêle ou au contraire vendange trop abondante (!), concurrence d'autres producteurs ou d'autres pays... la récolte se vend mal, c'est la coopérative qui se trouve endettée.

Il ne faut pas oublier, au-dessous encore de la petite propriété juste assez grande pour permettre à une famille de survivre tant bien que mal, la mini-propriété, le lopin de terre insuffisant pour nourrir un paysan. Celui-ci doit donc chercher au moins à temps partiel un travail au dehors, soit comme ouvrier agricole, soit dans l'artisanat ou l'industrie des petites villes. Comme ce mini-propriétaire semi-prolétaire tire un certain revenu de son lopin, il accepte souvent de travailler pour un salaire misérable, pesant ainsi sur le niveau général des salaires.

A ces divers types de propriétés et d'entreprises correspondent naturellement diverses classes sociales. Tout d'abord les prolétaires agricoles, parmi lesquels il faut distinguer les prolétaires au sens moderne — ceux qui travaillent dans les exploitations agricoles de type industriel — et les ouvriers agricoles au sens ancien. Ces derniers, valets de ferme, servantes, journaliers, etc., sont bien de purs salariés, mais travaillent dans des conditions plus voisines de l'artisanat que de l'industrie moderne. Une troisième catégorie est celle de ces semi-prolétaires que nous venons d'évoquer, souvent des plus misérables.

Il faut ensuite considérer les catégories non propriétaires du sol, qui vont du petit métayer ou fermier exploitant familial jusqu'au grand entrepreneur capitaliste qui, lui aussi, peut être un fermier, en ce sens qu'il loue au propriétaire foncier la terre qu'il fait travailler. Si elles ne possèdent pas de terre, ces catégories possèdent par contre tout ou partie de leur

capital d'exercice, bétail, outillage, etc., et, pas plus que les « propriétaires » elles ne constituent un groupe homogène.

Parmi ces derniers on distingue en effet les petits propriétaires exploitants, ou « petits paysans » proprement dits, puis les paysans moyens exploitant quelques salariés, les gros paysans et les grands propriétaires qui tendent parfois à introduire dans leur exploitation des méthodes modernes et à devenir non seulement propriétaires mais aussi entrepreneurs capitalistes, et enfin les propriétaires absentéistes, qui louent leur terre à de petits fermiers ou à des entrepreneurs capitalistes, et se contentent d'empocher la rente sans jouer aucun rôle dans la production.

Certes, on identifie parmi toutes ces catégories les grands protagonistes des rapports sociaux : le prolétariat, les classes dominantes et les classes moyennes. Mais on voit aussi que ces classes se présentent ici sous des formes très complexes, et que les classes moyennes constituent une fraction considérable de la population rurale. Il est important, encore une fois, d'insister sur le fait qu'on ne peut pas s'attendre à une simplification ni à une modification qualitative de cette situation avant la révolution.

II. — Dictature du prolétariat et agriculture.

Cette réalité, l'opportunisme la nie. Une de ses versions (et c'était celle de la vieille social-démocratie) prétend qu'il faut attendre, pour faire la révolution, que le capitalisme ait complètement réalisé la socialisation de la production et, parallèlement, l'élimination des classes moyennes. Ces gens voudraient attendre que le socialisme soit « mûr » au point de se détacher tout seul de l'arbre capitaliste et, en attendant, se contenter de « réformes », d'amélioration de la démocratie, etc. Le déterminisme derrière lequel ils se retranchent n'a cependant rien de marxiste, mais remplace la vision dialectique de l'histoire par un schéma mécaniste. Ils oublient que si le capitalisme fait « mûrir » le communisme en socialisant la production, le carcan de l'appropriation privée, des rapports capitalistes de production, fait que cette maturation croissante se manifeste par des crises et des convulsions sociales de plus en plus profondes et violentes ; que, loin de pouvoir attendre une maturité parfaite irréalisable, le prolétariat *peut et doit* profiter de ces explosions des antagonismes sociaux pour renverser la domination bourgeoise, s'ériger en classe dominante et intervenir despotiquement dans l'économie. En réalité, cette prétendue attente de la maturité du communisme n'est que le paravent derrière lequel ces gens passés à la bourgeoisie cachent leur conservatisme.

L'opportunisme « de gauche » dénonce l'attentisme de la droite, mais parce que, selon lui, le communisme serait archi-mûr. Il parle comme si le capital avait totalement socialisé et concentré la production, éliminé toutes les classes moyennes et la bourgeoisie elle-même, de sorte que le lendemain de la révolution il ne resterait plus qu'à passer directement au

communisme. En fait, même justifiée par une prétendue évolution du capitalisme, cette perspective n'est que celle de l'utopisme et du volontarisme anarchiste, celle du Grand Soir qui suffit miraculeusement à renverser tous les rapports de production.

Notre position est aussi loin de l'une que de l'autre. Nous affirmons bien la nécessité d'une révolution politique *violente* et *brève*, encore que cela ne signifie pas qu'elle sera réduite à un « soir », mais que la période de la lutte ouverte pour le pouvoir s'étend sur un laps de temps relativement court. Et nous attendons si peu une mythique maturité absolue du communisme que nous tendons à la prise du pouvoir par le prolétariat même dans des pays à structure encore largement pré-capitaliste, comme l'était l'Allemagne de 1848 ou la Russie de 1917. Mais nous affirmons aussi que la destruction de l'Etat bourgeois ne fait qu'*ouvrir* une période nécessairement *longue* de transformations économique-sociales forcément *lentes* et *graduelles* ; et c'est bien pourquoi l'Etat prolétarien et sa dictature sont nécessaires.

Le prolétariat victorieux se trouvera en effet, inévitablement, à la tête d'une économie orientée vers la production de capital et en outre très inégalement et partiellement socialisée, dont sa première tâche sera de s'assurer le contrôle et la direction. Or, si c'est relativement facile en ce qui concerne les grandes entreprises déjà unifiées et administrées centralement, c'est pratiquement impossible avec des millions de petites entreprises autonomes. *De ce point de vue*, il importe peu que le paysan laboure avec un cheval ou un tracteur, dans la mesure où il demeure un producteur autonome qui n'est relié aux autres que par le marché, dans la mesure où nous nous trouvons devant une production morcelée et dispersée. Lénine et notre brochure de 1921 insistent beaucoup sur les difficultés qui découlent de cette situation, puisqu'il est impossible (sinon au prix d'un appareil disproportionné, lourd et irrationnel) d'administrer et de gérer *centralement* une telle production moléculaire. Si, par conséquent, la plus ou moins grande « immaturité » économique n'est en aucune façon une raison pour renoncer à la révolution et à la prise du pouvoir, elle empêche l'Etat prolétarien de passer du jour au lendemain à des formes hautement socialisées de production et de distribution, elle retarde le « passage au socialisme » au sens économique.

D'autant plus que le prolétariat ne pourra se consacrer pleinement aux transformations économique-sociales que quand il se sera emparé du pouvoir dans les pays déterminants à l'échelle mondiale. Sans même parler du fait que le socialisme n'est concevable et possible que comme système mondial, la tâche primordiale de la révolution victorieuse dans un pays, un groupe de pays ou un continent est avant tout *politique et militaire*, et les bouleversements économiques restent *subordonnés* à la lutte nécessaire pour défendre le pouvoir conquis et le conquérir ailleurs. Car si la révolution communiste ne peut triompher qu'internationalement, elle commencera inévitablement à l'échelle nationale. Voici ce que disait la brochure de 1921 :

« *Le caractère fondamental de la révolution reste son caractère politique : assurer la possession du pouvoir au prolétariat et le défendre contre toute*

atteinte intérieure ou extérieure ; dans un premier temps cette tâche absorbera fatalement les forces prolétariennes. Si les circonstances extérieures l'imposent, le programme de l'Etat prolétarien pourra subir, dans tous les secteurs d'administration non directement liés à la production au sens matériel et dans le domaine industriel lui-même, des retards imprévisibles. Il est impossible de décider a priori combien de temps après l'introduction du contrôle ouvrier on pourra socialiser la production [...] Cette incertitude est encore plus grande dans l'agriculture où le processus, pour mille raisons, est moins facilement contrôlable par l'Etat prolétarien et ses organes de direction. »

De son côté, Lénine, dans son discours au III^e Congrès, par exemple, insiste sur la nécessité des concessions économiques à la paysannerie, et sur le but politique de cette tactique :

« Nous avons conclu une alliance avec la paysannerie, alliance que nous comprenons ainsi : le prolétariat libère la paysannerie de l'exploitation bourgeoise, la libère de la direction et de l'influence de la bourgeoisie, il l'attire à lui pour vaincre ensemble les exploiters. »

« Les menchéviks disent : la paysannerie constitue la majorité, nous sommes pour la démocratie pure, que la majorité décide. Mais comme la paysannerie ne peut être indépendante, pratiquement cela ne signifie rien d'autre que la restauration du capitalisme. La solution, c'est l'alliance avec les paysans, que nous comprenons comme un renforcement du prolétariat. »

Remarquons en passant que, pour Lénine, « l'alliance avec les paysans » est un renforcement du prolétariat, qui dirige ces paysans. Cette alliance peut prendre diverses formes, suivant les circonstances :

« La première étape a été une alliance de guerre. La guerre civile qui a duré trois ans a créé d'énormes difficultés, mais en un sens elle a facilité notre tâche. Ça peut sembler bizarre, mais c'est comme ça. Pour la paysannerie, la guerre n'est rien d'extraordinaire. La guerre contre les exploiters, contre les propriétaires fonciers, voilà qui était tout à fait compréhensible pour les paysans. D'énormes masses paysannes étaient de notre côté. »

Car, explique Lénine, si les paysans se méfiaient des « communistes », ils étaient partisans des « bolchéviks » qui chassaient les propriétaires fonciers. Mais :

« Une alliance de guerre ne peut pas exister sans une alliance économique [...] La base de cette alliance économique entre nous et la paysannerie était très simple et grossière, naturellement. Le paysan recevait de nous toute la terre et le soutien contre le grand propriétaire. Et nous, nous devions recevoir à manger. C'était une alliance d'un type tout à fait nouveau, qui ne reposait pas sur le rapport habituel entre producteurs et consommateurs de marchandises. Nos paysans l'ont compris beaucoup mieux que les hérauts de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 et demie. »

Cette alliance de guerre ne pouvait évidemment durer qu'un temps et, après la guerre civile, il fallait une autre base économique à l'alliance avec

les paysans, base particulièrement difficile à trouver à cause de la ruine générale de l'économie. A ce propos Lénine rappelle qu'en général la révolution implique des sacrifices très durs, surtout pour la classe qui la dirige, et il se demande d'après quels critères l'Etat prolétarien doit répartir ces sacrifices entre les classes :

« La question est : comment répartirons-nous les sacrifices ? Nous sommes le pouvoir d'Etat. Dans certaines limites, nous avons la possibilité de répartir les privations, de les faire retomber sur diverses classes et, par là, d'alléger la situation de certaines classes. D'après quel critère devons-nous agir ? En nous fondant sur la justice ou sur la majorité ? Non. Nous devons suivre un critère pratique, et procéder à cette répartition de façon à pouvoir maintenir le pouvoir du prolétariat. Voilà notre seul principe. »

Maintenir le pouvoir du prolétariat : c'est ce seul principe que Lénine applique en 21, quand la situation de la paysannerie était catastrophique :

« Notre tâche était donc d'aider immédiatement la paysannerie. La situation de la classe ouvrière était très dure, elle souffrait terriblement. Mais elle est politiquement plus évoluée ; pourtant, même en son sein, seuls les éléments les plus avancés ont compris que nous devons faire les plus grands efforts pour aider la paysannerie, coûte que coûte, et ceci dans l'intérêt même de la dictature du prolétariat. L'avant-garde de la classe ouvrière l'a compris. Mais certaines couches, et même des parties de l'avant-garde, ne l'ont pas compris, étaient trop fatiguées pour le comprendre. Ils ont vu là une erreur, et ont même parlé d'opportunisme, ont voulu voir là une forme d'opportunisme. On disait : voilà que les bolchéviks aident les paysans, le paysan qui nous exploite reçoit tout ce qu'il veut, et l'ouvrier a faim.

« Est-ce là de l'opportunisme ? Nous aidons les paysans parce que sans l'alliance avec la paysannerie, le pouvoir politique du prolétariat ne peut pas tenir, est impossible » (4).

Nous avons longuement cité ce discours qui déborde la question paysanne proprement dite pour mettre les choses au clair, et rejeter d'avance les accusations d'« opportunisme » que les immédiatistes ne manqueront pas de nous jeter à la tête au cours de la révolution. *Maintenir et étendre le pouvoir politique du prolétariat, voilà le seul principe* qui guide l'action de la dictature prolétarienne, tant qu'elle n'est pas étendue et affermie à l'échelle du globe. *De ce point de vue, il n'y a pas de différence fondamentale entre révolution « double » et « simple », entre la prise du pouvoir dans des pays où le capitalisme est peu développé et les pays où il l'est amplement. Il est vrai que dans ces derniers, comme disait Lénine, le pouvoir, s'il est plus difficile à conquérir, sera plus facile à garder ; et un rapport de forces plus favorable au prolétariat permettra d'aller plus vite, comme nous l'écrivions en 1921 à propos des rapports avec les petits paysans :*

(4) Lénine, *op. cit.* pp. 516-521.

« Le problème sera moins épineux en Europe occidentale et, en général, dans les pays à développement capitaliste avancé, qu'il ne l'a été en Russie. Avant tout, dans ces pays, une part beaucoup plus importante du sol sera exploitée dans des conditions permettant une gestion étatique ; le développement industriel et sa prospérité permettront d'organiser plus vite les nouveaux rapports avec les petits paysans ; et la force politique et militaire du prolétariat urbain, classe dirigeante de la révolution, sera plus grande. »

Un peu plus loin, le texte défend les Thèses agraires du II^e Congrès de l'Internationale contre les immédiatistes :

« La seule chose qu'on puisse dire des Thèses agraires, c'est que, dictées par l'expérience russe, elles paraissent trop modérées pour l'Internationale, en ce sens que dans les pays industriels la lutte contre le paysan riche et moyen pourra commencer plus rapidement. »

Dans ce domaine, comme dans celui des transformations économiques en général, la différence entre les deux types de révolutions est *quantitative* plus que *qualitative* : la révolution tend toujours au même but, et va toujours dans le même sens, mais dans un cas on pourra aller *plus loin* et *plus vite*, sans toutefois pouvoir, ni vouloir réaliser le socialisme dans un Etat prolétarien isolé, et sans pouvoir ni prétendre fixer a priori le *rythme* des transformations, qui dépendra des conditions économiques, des rapports de forces entre classes et des exigences de la lutte internationale.

L'impossibilité de sauter du jour au lendemain des rapports capitalistes au socialisme, d'éliminer immédiatement la circulation mercantile, l'argent, etc., est encore plus flagrante dans l'agriculture que dans l'industrie, où la production est déjà largement socialisée, et la petite production peu importante. Lénine remarquait cependant qu'une guerre impérialiste ou civile longue et dure peut provoquer une régression de la grande production et distribution industrielle, et faire refluer la petite production semi-artisanale, ainsi que les « combines » dans lesquelles le petit-bourgeois donne toute la mesure de son génie. Il ne faut pas croire non plus que l'Etat prolétarien peut effectivement prendre en main l'industrie le jour même de son instauration :

« La tâche de la dictature prolétarienne, avons-nous dit, c'est la socialisation « immédiate » de la grande industrie. Mais nous avons ajouté que pour l'effectuer il faudra procéder auparavant à un travail d'organisation des nouveaux organes du mécanisme communiste de distribution et d'administration centrale. En attendant, le processus se présentera bien souvent, sinon comme l'expulsion de l'industriel, du moins comme une restriction de ses fonctions, que les ouvriers de l'usine en question assumeront tout simplement en prenant les commandes. C'est seulement par la suite que l'Etat prolétarien interviendra en organisant d'abord le « contrôle » puis la gestion de la grande industrie par ses propres organes, c'est-à-dire par le prolétariat victorieux. » (Brochure de 1921.)

Et c'est alors que les moyennes et petites entreprises industrielles,

dirigées en partie elles aussi par « leurs » ouvriers, pourront être *progressivement* absorbées par la grande production.

Dans l'agriculture, comme nous l'avons rappelé, la petite production est et restera importante, et il sera impossible, même techniquement, de la résorber à bref délai. Il faudra que la socialisation de l'industrie et la réorientation de son activité soient déjà très avancées pour qu'on puisse éliminer la petite entreprise agricole. Pendant toute une période, même après la révolution, c'est cette petite entreprise qui devra fournir une bonne partie de l'alimentation des villes. Au cours même de la révolution, nous serons sans doute amenés à procéder à des réquisitions pour nourrir les prolétaires et l'armée rouge. Nous l'avons fait en Russie et le ferons sans hésiter. Mais cette méthode, nécessaire à certains moments, ne peut être appliquée très longtemps; il faut trouver un rapport plus « normal » et durable avec les producteurs agricoles. C'est ainsi que la révolution russe a adopté, sous la pression d'une situation dramatique, la méthode de l'impôt en nature, qui comme nous le verrons implique, *partiellement* au moins, le marché, et qui constituera le schéma de base initial du rapport entre l'Etat de la dictature du prolétariat et les producteurs agricoles.

Il est clair cependant que ces producteurs ne seront plus ce qu'ils sont aujourd'hui. La victoire du prolétariat implique et une montée des luttes de classe qui n'épargnera pas les campagnes, et l'effort du prolétariat pour donner à ces luttes les formes les plus propices. Aussi peut-on indiquer comment les luttes des paysans pauvres et notre orientation tendront à modifier les types d'exploitations agricoles existants.

Le cas le plus simple est celui de la grande entreprise moderne fondée sur la division technique du travail et la machinerie idoine. Ce n'est d'ailleurs pas la grandeur de l'entreprise qui compte avant tout, mais son indissolubilité (il peut s'agir par exemple d'un élevage industriel produisant 50.000 poulets par jour mais n'employant que quelques dizaines d'ouvriers). Ce sont là en effet des unités de production qu'on peut intégrer dans des ensembles plus vastes, mais non pas couper en morceaux. Il ne saurait venir à l'esprit de leurs ouvriers de « se les partager », parce que c'est aussi impossible que pour les cheminots de se partager les chemins de fer. Le sort de telles entreprises agricoles de type industriel sera tout à fait semblable à celui des autres entreprises industrielles. Prises en main par leurs ouvriers pendant ou après la révolution, elles seront contrôlées ou gérées par eux d'abord, par les organes économiques centraux de l'Etat prolétarien ensuite; ces organes devront alors les approvisionner en matières premières, etc., et recueillir et distribuer leurs produits.

La question se pose tout à fait autrement pour les grandes propriétés de type traditionnel, parmi lesquelles on distingue deux cas. D'abord, la grande propriété donnée en fermage par petits lopins à des entreprises familiales. Ici, la lutte des classes conduira évidemment à l'éviction et à l'expropriation du propriétaire, et à la redistribution de ses terres entre les métayers et fermiers. Du point de vue de la production, cette redistribution

ne fera d'ailleurs qu'entériner le partage *de fait* qui existe déjà entre producteurs indépendants.

Il y a ensuite les grandes propriétés où existe une certaine unité de gestion, mais qui, techniquement, ne constituent pas des unités de production indissolubles ; ces propriétés cultivées par « le travailleur salarié, le travailleur séparé du produit de son travail, mais où n'a pas encore eu lieu le processus d'unification technique de l'entreprise, qui fait naître chez ses employés la tendance à exiger sa gestion collective. Dans ces cas, il arrivera donc que même des ouvriers salariés procèdent irrésistiblement au partage de la terre », écrivions-nous en 1921. Certes, il serait préférable de maintenir l'unité purement administrative de ces domaines pour faciliter l'introduction de techniques de production collectives. Mais, si nous pouvons faire de la propagande en ce sens, nous devons prévoir que probablement les ouvriers agricoles procéderont au partage de ces domaines et que nous devons l'accepter. D'ailleurs « la consolidation du pouvoir révolutionnaire et de sa capacité à discipliner centralement les poussées des masses commencera dans les villes et n'atteindra les campagnes qu'avec du retard. Il se trouvera placé devant des faits accomplis, qui se laisseront dans une certaine mesure plier à des règlements, mais jamais à des règles a priori déduites d'abstractions vides » (brochure de 1921). Or l'opposition à tout partage de la terre au nom d'un principe « collectiviste » ne correspondant pas à une réalité matérielle et technique, relèverait d'un utopisme abstrait. Nous pouvons et nous devons faire dès aujourd'hui de la propagande pour la coopération, mais nous ne pourrons pas nous opposer au partage de la terre entre des travailleurs qui, bien que salariés, sont techniquement indépendants.

Il en va sensiblement de même pour la moyenne propriété et les paysans moyens, qu'ils soient propriétaires ou seulement fermiers. Lorsque ces exploitations qui emploient quelques ouvriers salariés ne constituent pas des unités productives, mais simplement des entreprises « artisanales » assez grandes, la lutte des ouvriers agricoles contre le patron qui les exploite conduira là aussi au partage des terres, sans modification importante de la technique de production.

Bref, nous ne pouvons exiger et prévoir le maintien de l'unité de grandes ou moyennes entreprises que si elles constituent techniquement des unités. Mais :

« ... là où les paysans, quoique salariés et travaillant matériellement ensemble — c'est-à-dire l'un à côté de l'autre mais sans être liés par la spécialisation individuelle qui rend chacun indispensable à tous — ne trouveront pas une incitation éloquente dans l'exigence technico-économique, il est évident qu'ils occuperont la terre et la partageront en lots attribués aux différentes familles, tout comme les fermiers qui cultivaient déjà des morceaux de grands domaines. Tous, ils concourront au partage des grands domaines, tous, ils lutteront unis contre la classe des propriétaires qui ne travaillent pas.

« La tâche de l'Etat prolétarien dans la période qui suivra directement son instauration sera donc de soutenir cette lutte » (brochure de 1921).

On peut dire que même le propriétaire qui travaille sa terre, le petit paysan propriétaire, sera touché par cette lutte. Cela ne signifie pas que nous lui prendrons sa terre (pour la donner à qui ?) ni que le génie planificateur de l'Etat prolétarien découpera le sol en x lots équivalents, mais que les *lutttes des paysans sans terre*, des journaliers, des valets, des paysans pauvres tendront à réaliser une redistribution plus équilibrée des lots des diverses familles. Et, naturellement, l'Etat prolétarien encouragera et soutiendra cette lutte et cette redistribution, qui n'aura, d'ailleurs, rien de définitif.

La révolution, en effet, abolira *toute propriété du sol*. Mais cette mesure, loin de priver le paysan de la terre, lui permettra au contraire *d'en disposer*. S'il est vrai qu'aujourd'hui le paysan aspire à la propriété de la terre, cette tendance ne découle nullement d'un « instinct » ou d'un « préjugé idiot » ; elle est due au fait qu'actuellement la propriété du sol peut seule lui en assurer la disposition, lui garantir des conditions de survie minimales, et lui éviter de « donner » une partie du produit de son travail au propriétaire. Mais en même temps l'existence de la propriété privée du sol empêche les paysans d'en disposer selon leurs capacités de travail.

Si nous acceptons la redistribution de la terre (dans les limites indiquées), ce n'est pas pour stabiliser une petite propriété « plus juste ». C'est parce que, s'il est possible d'abolir du jour au lendemain la *propriété du sol* — ce que fera l'Etat prolétarien — il est impossible d'abolir aussi vite la *petite entreprise agricole*. Celle-ci, nous devons l'admettre durant une période, tout en tendant, sans précipitation, à la résorber.

On peut donc prévoir que dans une première phase de la dictature du prolétariat subsisteront deux types d'entreprises agricoles : les entreprises de type industriel, que l'Etat intègre le plus rapidement possible dans l'ensemble de la production et de la distribution sociales planifiées ; et, dans des proportions variables, des entreprises familiales n'exploitant pas de main-d'œuvre. Nous nous efforcerons évidemment de faire progressivement passer ces entreprises « indépendantes » à la *coopération* au sens fort, c'est-à-dire au travail associé. Mais, autant pour des raisons matérielles et techniques que pour des raisons sociales et politiques, ce passage nécessitera du temps, beaucoup de temps. Il demande d'abord que nous puissions mettre à la disposition des paysans l'équipement voulu. Cependant, ce ne sera même alors, comme l'expliquait Engels, pas par la contrainte, mais par l'exemple et la force de persuasion des avantages matériels — augmenter la production en travaillant moins — que nous devons convertir le paysan au travail associé.

III. — Rapports de l'Etat prolétarien avec la petite entreprise agricole

Voyons donc quels sont les rapports économiques entre l'Etat prolétarien et la petite entreprise paysanne dans une période qui n'est plus celle de la guerre civile ouverte entraînant une économie « de guerre » avec tout ce

qu'elle comporte, mais une période où ces rapports doivent obéir davantage à une rationalité économique et s'insérer dans une évolution tendant au socialisme.

Dans cette période où seules la grande industrie et la grande agriculture industrialisée sont administrées centralement et peuvent s'approvisionner et distribuer leurs produits par des canaux non commerciaux, il subsiste tout un secteur de petite production et, par conséquent, un marché faisant circuler ses produits. Du point de vue économique, c'est une période « impure » ou, plus exactement, de transition, où des rapports de production et de circulation différents coexistent et s'interpénètrent de façon contradictoire et changeante. Cet aspect contradictoire et changeant se retrouve dans l'économie de la petite entreprise paysanne dont, schématiquement, la production sera divisée en trois parts.

La première revient à l'Etat prolétarien, qui la répartit par ses circuits de distribution. Elle constitue « l'impôt en nature » que le paysan verse à l'Etat en contrepartie globale du droit de disposer du sol, comme des divers services et fournitures que lui dispense la production centralisée : électricité, engrais, produits industriels, soins médicaux, etc.

La deuxième part sert à la consommation de la famille paysanne elle-même, qui, dans la mesure où elle constitue une unité de production alimentaire « autonome », tend inévitablement à s'auto-alimenter.

Une dernière part, enfin, reste à la disposition du paysan pour être portée sur le marché. Dans la mesure où la production centralisée ne peut encore fournir au paysan *tout* ce dont il a besoin, ce marché ne fait pas seulement circuler des produits de consommation, mais aussi des moyens de production pour les petites entreprises. Si la terre, premier moyen de production agricole, sera évidemment soustraite au marché — ni vendue ni achetée, mais *attribuée* — les petits instruments, les équipements, le bétail, les semences, etc., seront certainement dans un premier temps véhiculés par ce marché, comme d'autres produits des petites et parfois moyennes entreprises.

Lénine, dans la présentation de la NEP, comme notre brochure de 1921, insistent sur le fait que « l'impôt en nature », qui revient à laisser une autre partie de sa production à la « libre disposition » du paysan, *implique* l'existence d'un marché libre où il puisse l'échanger. Ils soulignent en même temps que, vu les mentalités et habitudes sociales héritées du capitalisme, cette *possibilité* incite *matériellement* le paysan à augmenter sa production et sa productivité.

Bien entendu, nous tendrons à réduire, puis à éliminer ce marché libre et cette part librement commercialisable de la production des entreprises familiales. D'ailleurs, le capitalisme tend lui-même à réduire la part du marché « libre » et à organiser dans une certaine mesure l'échange entre la ville et la campagne par l'intermédiaire des coopératives. Mais ce ne sera totalement faisable que lorsque la production contrôlée par l'administration centrale sera à même de *fournir* au paysan *tout* ce dont il a besoin et, simultanément, de collecter et de *répartir*, d'après des critères non mercan-

tiles, la production de ces petites entreprises. Il faudra donc un stade très avancé de la socialisation de la production et circulation dans l'industrie pour pouvoir supprimer tout marché libre des produits agricoles.

Quant à la seconde part, celle de l'auto-alimentation paysanne, elle ne pourra s'éliminer que dans une phase encore plus avancée. Tant que subsistent de petites entreprises pratiquant la polyculture, il serait absurde de collecter *toute* leur production pour leur redistribuer ensuite leur nourriture ! La disparition de l'autarcie paysanne sous-entend l'élimination de la petite entreprise et le passage à la grande exploitation moderne. Car dans celle-ci, c'est l'auto-alimentation qui devient absurde ou, plutôt, impossible. Les ouvriers d'un élevage de volailles ne peuvent pas plus s'auto-alimenter avec du poulet, encore du poulet, rien que du poulet, que ceux de Renault avec des voitures, même s'il leur arrive d'en consommer.

De même que l'élimination du libre marché agricole sera la *conséquence* de la centralisation de la production industrielle, celle de l'auto-alimentation *découlera* du passage à la grande entreprise agricole moderne. C'est dans ce sens que s'exerceront les efforts de l'Etat prolétarien.

Ce passage au travail associé, nous devons bien dire au paysan qu'il est inéluctable à plus ou moins brève échéance. Nous pouvons lui promettre d'alléger immédiatement son sort de petit producteur en le libérant des redevances au propriétaire (exproprié par la révolution), des dettes hypothécaires et commerciales envers les usuriers qui grèvent sa récolte avant qu'elle soit mûre, des aléas du marché anarchique (dans la mesure où l'Etat prolétarien tend à discipliner le marché dans la perspective de son dépassement). Mais nous ne pouvons lui laisser croire qu'il atteindra ainsi un état d'équilibre stable pour sa petite production. Tout au plus pouvons-nous et devons-nous lui dire que nous ne le contraindrons pas brutalement au travail associé, et lui laisserons le temps de se convaincre lui-même des *avantages* économiques que celui-ci présente par rapport à la production morcelée.

Il est clair que, contrairement au capitalisme, la dictature du prolétariat pourra développer une telle propagande *pratique*, et qu'elle devra le faire. Le capital contraint le paysan au travail associé en le ruinant et en l'expropriant, en le transformant en journalier ou, surtout, en le chassant vers la ville et ses usines. Il n'est que trop normal, après des siècles de ce processus, que, pour le paysan, « travail associé » soit synonyme d'*expropriation* et de transformation en esclave salarié, ce contre quoi il s'accroche désespérément à son entreprise individuelle aux garanties illusoires. La dictature prolétarienne, loin de « l'exproprier », lui permettra de *disposer* de la terre. Si elle essaie de le faire passer au travail associé, ce ne sera pas pour l'exploiter davantage, mais pour améliorer la condition des hommes en général et la sienne en particulier. Elle pourra prendre le temps de le lui montrer, de lui prouver par l'exemple que le travail associé donne autant ou même plus de produits pour un travail moindre ; de lui faire *désirer* ces installations et équipements collectifs dont il verra bientôt qu'ils ne

visent pas à mieux le pressurer, mais à lui faire mieux servir la communauté en se fatiguant moins.

A la suite d'Engels dans sa brochure classique, de Lénine, de Trotsky et de notre texte de 1921, il faut insister sur ce double aspect de la socialisation de l'agriculture : d'une part elle exige que l'industrie administrée par le prolétariat fournisse l'équipement adéquat ; d'autre part, que les producteurs directement concernés voient eux-mêmes les avantages de cette socialisation, de façon à la réaliser avec un minimum de souffrances.

Nous avons ainsi rappelé les grandes lignes de l'évolution de l'entreprise agricole, depuis les réquisitions du communisme de guerre, le stade de l'impôt en nature avec un marché libre partiel, la résorption de ce marché, puis le passage à la grande entreprise agricole moderne se fondant dans l'ensemble de la production sociale. Toutefois, il ne s'agit pas là d'un schéma formel et rigide, bien au contraire. Les formes et stades indiqués ne se succéderont pas comme les actes d'un opéra, mais coexisteront à des degrés divers, se mélangeront et se télescoperont dans une réalité complexe et mouvante. C'est néanmoins la vision du mouvement général, que nous tâcherons d'orienter, qui nous importe. Car, écrivions-nous en 1921, « *il faut souligner que si l'on n'arrivait pas au communisme dans l'agriculture, on ne pourrait dire en aucun sens qu'on a atteint le communisme. Toutes les autres activités de la vie sociale, même celles qui dépassent la « production » au sens matériel du mot, sont étroitement liées au sort de l'économie agraire, dont dépendent l'alimentation collective et la fourniture des produits indispensables à l'industrie, aux services publics, à toutes les institutions collectives.*

« *Le principe communiste de fournir à tous ce dont ils ont besoin, indépendamment de leurs prestations de travail utile à la collectivité, exige une série de conditions que seule une longue évolution pourra assurer (abondance économique, essor de la science et de la technique, amélioration des mœurs et élimination de toutes les tares physiologiques et spirituelles, etc.), et n'est en outre concevable que s'il est appliqué intégralement à toute la sphère des activités productives, dont l'agriculture est la principale.* »

IV. — Rapports politiques entre prolétariat et classes agraires avant la révolution

Nous pouvons aborder maintenant cette question, et indiquer les lignes directrices de notre tactique paysanne. Disons-le encore une fois : nous devons nous en tenir aujourd'hui dans ce domaine au rappel de principes généraux.

La base de notre tactique paysanne est qu'il n'y a pas *une* paysannerie, mais des classes et catégories agraires variées, envers lesquelles nous avons des attitudes *différentes*, qui découlent de leurs positions et perspectives différentes. Cette affirmation nous oppose déjà à la bourgeoisie et à l'oppor-

tunisme, qui mettent ces classes différentes et antagoniques dans un même sac étiqueté « paysans » ou, moins péjorativement, « agriculteurs ». Engels notait dès 1894 que tous les programmes de défense de ce « paysan en général » servent en fait les intérêts des gros paysans, des propriétaires et des capitalistes agraires, accroissant l'exploitation du petit agriculteur qu'ils prétendent aider. Loin de présenter un tel programme « unitaire », nous cherchons par notre intervention à accentuer les antagonismes sociaux à la campagne, à creuser là aussi le fossé entre les classes, à aiguïser la lutte des classes exploitées de façon à les intégrer dans la lutte révolutionnaire ou, tout au moins, à les détacher de la direction bourgeoise et à les neutraliser. Nous nous adressons donc de façon différente aux différentes classes agraires.

Voyons d'abord le prolétariat agricole, dans lequel il faut distinguer les ouvriers des entreprises industrielles dans l'agriculture, et les ouvriers agricoles de type ancien. La distinction n'est pas morale, mais éminemment pratique. En ce qui concerne les premiers, il n'y a que peu de choses à dire : ce sont des prolétaires « à part entière », et le parti développe parmi eux le même travail qu'au sein du prolétariat urbain, travail qui lie la lutte pour les revendications immédiates à la perspective et à l'organisation révolutionnaires. Certes, cette catégorie peut avoir des revendications immédiates spécifiques, mais il en va de même pour toute catégorie ouvrière. Et l'ensemble du programme, tant politique qu'économique, que nous propageons parmi eux ne se distingue en rien de notre programme général.

Il est clair que c'est cette catégorie qui est *notre* force à la campagne, comme le rappellent les Thèses du II^e congrès de l'Internationale Communiste. Il est symptomatique que, dès cette époque, le P.C.F. ait reculé devant cette affirmation franche. Au IV^e congrès de l'I.C., le rapporteur sur la question agraire a dû protester énergiquement contre une « inexplicable » erreur de traduction dans les Thèses du II^e congrès. Alors que le texte « officiel » (en allemand) disait que le prolétariat agricole est *le facteur le plus important* du mouvement révolutionnaire à la campagne, la traduction du P.C.F. en fait *un des facteurs les plus importants* ! Contrairement à la social-démocratie, qui avait tendance à l'ignorer, nous devons consacrer des efforts au travail dans cette catégorie, et ce d'autant plus que, moins concentrée que le prolétariat urbain, elle est plus difficile à organiser, même sur le plan syndical.

C'est sur elle aussi que s'appuie le travail parmi les ouvriers agricoles de type ancien, valets de ferme, journaliers, servantes, bergers, etc. Les revendications de salaire, de durée et conditions de travail et autres seront évidemment étendues à cette catégorie encore plus dispersée. Et il faudra rassembler ces ouvriers, plus isolés encore, avec les précédents, dans des organisations de lutte *communes*. Ce qui les distingue des purs prolétaires au sens moderne, c'est qu'au cours de la révolution ils pourront éventuellement devenir de petits exploitants : « *Nous avons vu que dans ces cas on ne peut exclure que le résultat de la révolution agraire soit une transformation de ces travailleurs salariés et sans terre (et a fortiori s'ils sont propriétaires de mini-lopins insuffisants pour absorber leur force de travail)* »

en gestionnaires de petites entreprises agricoles issues de la division des grandes propriétés. Toutefois [...] il est bon de mener une intense propagande pour la gestion collective, même si on ne peut pas annoncer pour après la révolution une socialisation au sens propre de ces entreprises par l'Etat prolétarien — et de préconiser des formes de gestion coopérative d'une partie au moins des terres qui se trouvent dans ces conditions » (brochure de 1921). Cette propagande, qui tend à réduire les partages que nous devons admettre, exige, tout autant que la défense de leurs intérêts immédiats, que ces ouvriers agricoles soient étroitement liés à ceux des entreprises modernes.

Les organisations de type syndical des ouvriers agricoles ne peuvent, au contraire, englober les petits fermiers et métayers, qui doivent être organisés à part. Nous travaillerons évidemment dans leurs organisations, et les syndicats prolétariens pourront se battre côte à côte avec eux contre les propriétaires fonciers. Car « *il faudra soutenir et provoquer les agitations des paysans contre les propriétaires, pour obtenir de meilleurs contrats de fermage, c'est-à-dire diminuer la dureté de leur exploitation ; en faisant là aussi la démonstration que le cadre des institutions capitalistes ne permet pas d'assurer la prospérité de la petite entreprise paysanne tant que le droit du propriétaire ne sera pas attaqué et aboli, ce que seul le triomphe de la révolution pourra réaliser* » (*ibid.*). Mais si nous pouvons et devons soutenir les fermiers contre les propriétaires fonciers, nous ne pouvons nous solidariser complètement avec eux. D'une part, certains d'entre eux exploitent des salariés, et font partie des moyens ou gros paysans ; d'autre part, les petits sont conduits à défendre leur petite exploitation et sa survie, un peu comme les petits paysans propriétaires.

Ceux-ci, Engels le soulignait déjà, constituent pour notre action et notre propagande la catégorie la plus « délicate ». Car si nous pouvons soutenir certaines de ses luites contre les gros agrariens et l'Etat capitaliste, nous devons en même temps critiquer ses aspirations et ses revendications. Au IV^e congrès de l'I.C., le rapporteur mettait justement en garde contre un des dangers de déviation dans la question agraire : notre alignement sur des revendications paysannes, qui effacerait toute différence entre nous et un *parti paysan radical*. Le P.C. américain, par exemple, était engagé dans cette voie, puisqu'il avançait des revendications comme la garantie d'un prix minimum des produits agricoles, etc. ; tandis que le P.C.F., à force de se préoccuper des intérêts des petits paysans, oubliait les prolétaires agricoles.

Sans évidemment nous opposer aux revendications « naturelles » des petits paysans telles que garanties de prix, réduction d'impôts, crédit bon marché, suppression des saisies de récoltes, etc., nous devons leur expliquer le caractère illusoire de toutes les mesures de ce genre. Nous devons leur expliquer qu'aucune mesure ne peut les sauver dans le cadre de l'économie capitaliste, leur montrer les avantages immédiats que la dictature du prolétariat leur apportera — sans leur cacher notre perspective : le passage, lent et progressif s'ils veulent, mais inéluctable, à une agriculture « industrielle » et à l'abolition de la division entre ville et campagne, industrie et agriculture.

Il est certain que cette propagande ne rencontrera que peu d'écho *immédiat* chez les petits paysans. Mais par la voix d'Engels, des Thèses du II^e congrès de l'I.C., de notre brochure de 1921, etc., les marxistes ont toujours insisté sur le fait que, précisément, il est *impossible de gagner la paysannerie pauvre à brève échéance et sous la domination du capital*. La meilleure façon de la « perdre » définitivement, c'est de lui *mentir*, de lui faire croire que des barrières douanières, des taxations, des levées d'hypothèques, etc., pourraient la sauver de l'exploitation, de la misère et de l'expropriation. Plutôt que de lui faire des promesses vaines, nous devons dire la rude vérité au paysan, et la vérification pratique de nos prévisions l'amènera d'autant plus sûrement à nous qu'il aura *constaté* que tous les autres partis l'ont trompé et bafoué.

Nous devons même prévoir que nous ne pourrons rallier et soumettre le paysan pauvre à la direction du prolétariat *qu'après* la prise du pouvoir, lorsqu'il sera à même de voir *concrètement* que l'Etat prolétarien *allège* son fardeau au lieu de le rendre plus pesant. Auparavant, notre objectif ne doit pas être de rallier massivement les paysans à la révolution prolétarienne — ce qui est impossible — mais plutôt, répétons-le, de les *détacher* de la bourgeoisie, de les *neutraliser*. Apparemment modeste, cet objectif exige en fait un travail et un effort *sérieux* du parti, comme divers délégués l'ont souligné lors de la discussion au IV^e congrès.

Nous en arrivons maintenant aux paysans moyens et gros qui, propriétaires ou fermiers, exploitent des ouvriers salariés. Au programme agraire du congrès de Nantes, qui « excusait » cette exploitation en considérant que ces exploités sont eux-mêmes exploités par les prolétaires ou les banques, Engels répondait vertement que cela vaut pour *tous* les bourgeois, et que si on entre dans ces considérations, toute lutte devient impossible. Les arguments des socialistes français de l'époque sont visiblement les dignes ancêtres de ceux du P.C.F. d'aujourd'hui, qui ménage les petits et moyens capitalistes « victimes des monopoles », en oubliant que, traqués, ils exploitent davantage encore leurs ouvriers. Le fait d'imputer l'exploitation non pas à des individus, mais aux rapports de production capitalistes, ne nous empêche nullement de reconnaître *nos ennemis* dans ceux qui sont les supports et les agents de ces rapports, ni de *les combattre*, même s'ils sont aussi partiellement des « victimes ».

A cet exploitateur, nous disons sans fard que nous ne le laisserons pas continuer à exploiter. Et, plutôt que de le courtiser lui, nous nous appuyons sur ses salariés. Ses terres entreront dans la redistribution, à moins qu'elles ne soient travaillées en coopérative avec l'aide de l'Etat prolétarien.

Les propriétaires absentéistes, enfin, ainsi que les capitalistes agraires seront expropriés sans autre forme de procès.

★★

Ainsi, nous avons vu que les « paysans », loin d'être une catégorie homogène, vont de couches purement prolétariennes, qui font partie de l'armée

révolutionnaire, aux propriétaires et bourgeois caractérisés, ennemis de la révolution. « Il n'est pas possible, écrivions-nous en 1921, de tracer une ligne qui séparerait les amis des ennemis, puisqu'il s'agit en fait d'une couche importante d'éléments neutres ». Ou, en tout cas, *neutralisables*.

Cette couche n'a pas non plus de limites nettes et abstraites : elles ne peuvent être « marquées » que par la lutte des classes. Or, si on veut s'appuyer sur l'expérience du passé pour déterminer la tactique vis-à-vis de ces catégories, deux précautions sont indispensables.

La première est un peu formelle, mais non négligeable : elle concerne le vocabulaire. Par exemple, le « paysan pauvre » dont parle Lénine est en Russie un paysan *sans terre* ou un semi-prolétaire, tandis que le paysan « moyen » possède *un* cheval ou *une* vache. Transportés littéralement en France aujourd'hui, ces termes conduisent évidemment aux contresens les plus énormes. De même, les mots « ouvriers agricoles » ne sont pas toujours assez précis, et c'est, peut-être, ce qui explique certains flottements dans les Thèses de l'I.C. Dans celles du II^e Congrès, on met ensemble les « ouvriers agricoles » et les « paysans pauvres », et on dit qu'ils ne seront gagnés *qu'après* la victoire de la révolution. S'agissant des vrais prolétaires agricoles, cette vue est trop « pessimiste » ; mais on pensait plutôt aux journaliers, prolétaires de type ancien.

La deuxième précaution est plus importante et correspond à la différence entre révolution « double » et révolution « simple ». A la suite d'Engels et du texte de 1921, nous avons insisté sur le fait que la dictature prolétarienne, victorieuse dans un pays ou groupe de pays, ne peut pas abolir tout marché du jour au lendemain, passer *immédiatement*, économiquement parlant, au socialisme complet ; et nous avons dit qu'à *ce point de vue*, il n'y a pas de différence *fondamentale* entre ces deux types de révolution. La différence existe pourtant, mais elle apparaît dans l'attitude des diverses classes lors de la révolution et, par conséquent, dans notre tactique envers elles.

Dans une révolution simple, c'est-à-dire qui a lieu dans un pays où, globalement, la destruction des formes et rapports précapitalistes est un fait historiquement acquis, nous ne pouvons *diriger* que les couches prolétariennes, et, au mieux, influencer les semi-prolétaires et des franges de petits paysans. La masse des paysans proprement dits, nous tendons tout au plus à la neutraliser avant et pendant la révolution.

Dans une révolution double, il en va tout autrement. *Tous* les paysans, sauf évidemment les grands propriétaires fonciers, peuvent être mobilisés et lancés contre l'Etat qui protège et maintient les rapports féodaux, semi-féodaux, etc. ; car *tous* ont matériellement *besoin* de faire sauter ces barrières. C'est pourquoi le prolétariat peut utiliser cette force, objectivement révolutionnaire, contre l'Etat féodal ou colonial. Toutefois il ne peut pas se confondre avec la paysannerie, sachant qu'elle n'est révolutionnaire *que* contre les rapports *précapitalistes* : ceux-ci détruits, c'est-à-dire la place déblayée pour une expansion capitaliste, les classes agraires non proléta-

riennes veulent arrêter la révolution et, le cas échéant, se tourneront contre le prolétariat qui veut la pousser plus loin. Prévoir cette rupture du front antiféodal, prévoir le développement de la lutte des classes à la campagne, *s'y préparer* et y préparer le prolétariat, est donc une nécessité pour le parti. Elle exige avant tout une *organisation autonome* du prolétariat qui, même là où il a des objectifs immédiats communs avec la petite bourgeoisie révolutionnaire, annonce et fonde les luttes futures. Marx et Engels en 1848-50, Lénine en Russie, l'I.C. dans les colonies ont combattu pour cette organisation de classe du prolétariat.

A plus forte raison est-elle nécessaire dans des pays où la révolution bourgeoise est accomplie et où la « paysannerie » n'a plus de potentiel révolutionnaire. La décomposition du mouvement ouvrier qui a suivi le triomphe de la contre-révolution et la dégénérescence de l'Internationale Communiste, l'absence du prolétariat comme force autonome possédant une perspective historique propre, a eu aussi pour conséquence de livrer les petits paysans, même les plus combattifs, à la bourgeoisie. Des capacités réelles de lutte sont canalisées dans des culs-de-sac réactionnaires, de la défense de la petite entreprise au régionalisme, quand elles ne sont pas carrément mises au service des gros agrariens et de l'Etat.

Seul le retour en force du mouvement prolétarien posera pratiquement la question de l'utilisation ou de la neutralisation des poussées de lutte à la campagne.

Le VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste

Introduction

Il y a cinquante ans exactement, au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste réuni du 17 février au 15 mars 1926, la Gauche communiste d'Italie livrait une bataille solitaire pour la défense des bases d'existence même du parti mondial unique de la révolution communiste, contre les forces qui travaillaient en sourdine à les miner et à les détruire. Nous reproduisons dans ce numéro les principales interventions d'Amadéo Bordiga à ces réunions (1), en nous réservant de reprendre dans un article ultérieur l'analyse du débat au sein du parti russe au cours de l'année 1926 (2). Nous ne cherchons pas, ce faisant, à sacrifier au culte formel des commémorations historiques, mais à fournir la documentation la plus complète possible sur l'autre volet des questions soulevées dans la « lettre à Korsch » : il ne s'agit plus ici de la convergence avec l'Opposition russe dans la dénonciation (sur la ligne de Lénine) du cours de la politique étatique de l'U.R.S.S. dans le jeu de plus en plus serré des rapports de force entre les classes, mais du désaccord de fond sur les problèmes — en partie identiques, en partie différents, mais liés par leur interaction réciproque — de l'orientation, des méthodes d'action et du régime intérieur de l'Internationale Communiste, dans leurs manifestations les plus récentes et dans leurs origines lointaines. Nous aborderons ainsi en même temps l'autre objet de cette étude, l'appréciation dès alors négative que nous portions sur le sérieux et la consistance des « gauches européennes », et particulièrement celles d'Europe occidentale.

(1) Le texte que nous publions est traduit du compte rendu sténographique allemand : *Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926, Hamburg, 1926* (les intertitres sont de la rédaction).

(2) Voir dans *Programme Communiste* n° 68 : *La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale* [première partie] : *Introduction*; *Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch* (octobre 1926); *La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe.*

Les aspects tragiques ne manquaient pas à ce VI^e Exécutif élargi. Pour commencer, deux mois à peine après la conclusion du XIV^e Congrès du Parti russe, Zinoviev, président de l'Internationale, gardait, conformément aux décisions des organes supérieurs du parti et de l'Etat (3), le silence le plus absolu sur les graves problèmes qui avaient provoqué d'âpres affrontements entre la Vieille Garde bolchévique et la majorité (sans même parler de la théorie du « socialisme dans un seul pays », désormais semi-officielle à Moscou, et qui faisait depuis longtemps l'objet de vives discussions). Dans sa défense sans réserve de la ligne politique générale du Komintern, il montrait dès ce moment-là l'incapacité ou la réticence de l'Opposition russe à replacer les critiques qu'elle avait déjà soulevées au sein du Politbureau sur les développements particuliers de cette ligne (triste épilogue du Comité anglo-russe, campagnes pour la paix, politique de rapprochement avec Amsterdam, etc.) dans le cadre d'un bilan général d'au moins trois années d'événements négatifs, voire de désastres.

Ensuite, lorsque la Gauche italienne demandait le retour à un sain régime de vie interne dans l'Internationale, Zinoviev répondait par des arguments semblables à ceux qui avaient servi à repousser la revendication analogue que Zinoviev lui-même avait formulée en compagnie de Kamenev, de Kroupskaïa, de Sokolnikov, pour le parti russe ; en ironisant sur l'isolement dans lequel s'était retrouvée la Gauche du P.C. d'Italie, isolement qui selon lui prouvait bien sa stérilité, il ne faisait qu'anticiper les sarcasmes qui seront bientôt lancés par Staline, Boukharine et autres Molotov pour lui démontrer son « erreur », celle de ses compagnons et celle de Trotsky.

Mais le plus tragique était que pas une voix ne s'était élevée dans les partis « étrangers », pourtant traversés par de profondes dissensions internes, ni en faveur de notre demande insistante pour que la « question russe » soit mise de façon urgente à l'ordre du jour de l'Internationale, ni contre l'atmosphère de plus en plus lourde d'intimidation, de « terrorisme idéologique », de pression (y compris matérielle) accompagnée d'opérations de séduction et d'avances de style parlementaire, et enfin de chasse aux sorcières (de préférence de gauche bien entendu). Après avoir empoisonné le parti russe, ces méthodes commençaient à empoisonner l'atmosphère de l'Internationale, en convergence avec les attitudes officielles d'autosatisfaction, voire

(3) Ce sont là des « questions essentiellement russes », avait « expliqué » Staline à Bordiga, et même l'opposition russe était d'accord pour ne pas en faire l'objet d'un débat dans les partis occidentaux, ceux-ci n'étant pas préparés à en discuter. « Je ne crois pas que ces arguments aient une valeur décisive », avait répondu Bordiga. « Tout d'abord, si l'on ne voulait pas discuter des questions russes à cet Exécutif élargi, c'est l'Exécutif élargi lui-même qui devait le décider. Deuxièmement, les problèmes abordés dans la discussion du Parti russe ne peuvent pas être considérés comme exclusivement russes. Ils intéressent les prolétaires de tous les pays. Enfin, le fait que l'opposition ait accepté n'a aucune valeur » (*Procès-verbal de la réunion du 22 février 1926 de la délégation italienne au Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste avec Staline, Annali Feltrinelli 1966, p. 270. Traduction partielle dans Programme Communiste n° 55, pp. 78-79*). Voilà encore une « pyramide » à renverser : l'Etat au-dessus du parti, et le parti, tenu en bride par l'Etat, au-dessus de l'Internationale, alors que ce doit être exactement l'inverse !

de triomphalisme, qui présidaient aux bilans énumérant les succès du mouvement communiste mondial.

Un ancien fidèle de Staline en quête d'une virginité nouvelle raconte qu'au cours d'une réunion de la délégation italienne tenue en marge de l'Exécutif élargi, Bordiga posa comme préalable à toute discussion sur les « problèmes actuels de l'Internationale Communiste » la question : « Où va la Russie ? » (4). Cette question avait jailli du sous-sol social russe avec une vigueur telle que les plus éminents représentants d'un cours déjà dénoncé depuis longtemps comme catastrophique par Trotsky et par d'autres (avec des arguments d'un bonheur inégal, mais c'est une autre affaire) avaient été obligés de la poser au XIV^e Congrès du P.C.R. La surdité de ceux, qui auraient dû alors constituer l'élite de la révolution mondiale donne la mesure de l'isolement dans lequel vivait depuis des années la dictature bolchévique, prise dans l'étau d'un capitalisme encore solide sur ses bases en dépit d'assauts prolétariens répétés en Occident, dans le cadre d'un mouvement communiste mondial qui n'était pas encore mûr. Pour les délégués des trente-deux partis réunis à Moscou, c'était comme s'il ne s'était rien passé, comme s'il ne se passait rien dans l'aire immense de l'Octobre rouge, en pleine année 1926 !

*
* *

Le retard du « communisme occidental » par rapport aux tâches gigantesques imposées au prolétariat par la première guerre impérialiste et la victoire révolutionnaire en Russie avait des racines lointaines et complexes (5) qui suffiraient à elles seules à expliquer la chute finale du parti qui avait été celui de Lénine. Mais des facteurs subjectifs imputables en partie à la direction de l'Internationale Communiste avaient contribué à rendre difficile la résorption de ce retard. Cette part de responsabilité ne tenait pas, comme

(4) G. Berti, *Annali Feltrinelli* 1966, p. 259. Berti écrit plus précisément : « Le 21 février [...], Bordiga pose le problème : où va la Russie, quels sont les caractères du développement de son économie ? Il y a deux possibilités, dit-il, ou bien la Russie avance vers le socialisme ou bien elle s'arrête dans ce processus, et il observa que dans le projet de thèses de Zinoviev les perspectives de développement du socialisme en Russie n'étaient pas bien précisées et étaient même presque entièrement passées sous silence. [Ici l'auteur de l'article est frappé d'amnésie : dans les Thèses, ces perspectives étaient entièrement passées sous silence ; la phrase attribuée à Bordiga n'est donc certainement pas exacte ! NdR.] Il déclara alors qu'il n'avait pas de raison d'assister à la réunion et de participer à la discussion, et qu'il avait l'intention de partir. Après quoi il se leva et partit. » En dépit de ses inexactitudes, ce récit met bien en lumière l'importance que la Gauche attribuait à la « question russe », en soi et pour ses conséquences dans l'Internationale : ou bien on tirait la question au clair, ou bien cela n'avait aucun sens de discuter de la tactique de l'Internationale ; c'était comme si on discutait d'un fantôme.

(5) Voir sur ce point les chapitres VIII et IX de notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche communiste) vol. II, 1919-1920, publiés en français dans *Programme Communiste*, n^o 58, 59, 60.

voudrait le faire croire une historiographie banale, à la surestimation de la proximité de l'issue révolutionnaire en Occident (cette « faute »-là était plutôt le fait de tous et c'était, dans un sens profondément dialectique, une faute positive !). Elle tenait à ce qu'on n'avait pas su appliquer à l'échelle générale, mais surtout dans l'aire de l'Europe occidentale pleinement capitaliste et en pleine ébullition, des critères de rigueur, d'inflexibilité, de clarté dans la démarcation, identiques à ceux qui avaient été appliqués par le parti de Lénine et dont il avait donné des témoignages inoubliables dans une conjoncture historique et dans un cadre économique et social qui, étant ceux d'une révolution « double », auraient justifié qu'on en atténuaît l'application, alors qu'en Occident il aurait fallu, si possible, encore les renforcer.

Dès le II^e Congrès de l'I.C. (6), la Gauche italienne avait lancé une mise en garde contre le danger que représentait pour l'Internationale un relâchement progressif des normes rigides de sélection imposées comme condition à l'adhésion de partis socialistes ou d'ailes de partis socialistes : les conséquences de ce relâchement — maintes fois dénoncées par la suite, mais en vain — allaient être l'entrée dans l'Internationale d'organismes hypertrophiés sur lesquels pesaient encore des traditions social-démocrates, centristes, parlementaires, invétérées, et cette entrée allait provoquer par contre-coup des réactions désordonnées et des déviations de type ouvriériste, syndicaliste, anticentraliste et même antiparti. Dès la fin de 1921, alors que la tactique mal définie du front unique prenait corps, la Gauche avait mis en garde contre les risques graves qu'il y avait à transposer mécaniquement en Occident des manœuvres qui en théorie étaient parfaitement légitimes (dans la pratique les bolchéviks ne s'étaient jamais laissés lier les mains par elles, et c'était là le secret de leur victoire) dans une aire géo-historique profondément différente (7). Cette différence était due à l'existence d'une longue tradition de démocratie parlementaire qui infectait les partis ouvriers eux-mêmes, à la solidité d'institutions étatiques et représentatives s'appuyant sur une expérience séculaire de tromperie, de corruption, et bien entendu de répression, à la rigidité de l'alignement des forces politiques au sein du prolétariat, avec une social-démocratie et un centre qui n'avaient pas, au contraire du menchévisme, des limites mal définies et des contours flous, mais qui étaient désormais consolidés dans leurs structures et leurs orientations, et bénéficiaient d'une pratique expérimentée du gouvernement ainsi que de l'appui direct ou indirect, ouvert ou dissimulé, de la classe dominante.

Or plusieurs facteurs contrecarraient le difficile processus de sélection et de délimitation des partis communistes de formation récente, qui était la condition préalable sur le plan pratique aussi bien que théorique pour tout fonctionnement correct de ces partis. C'était d'une part l'entrée proposée ou de fait dans le Komintern de fractions impures de partis fondamentalement centristes (d'où notre opposition tenace, dès le III^e Congrès, à la fusion avec

(6) Cf. le discours de Bordiga sur les « Conditions d'admission à l'Internationale Communiste », *Programme Communiste*, n° 59.

(7) Cf. surtout les articles de fin 1921-début 1922 sur « La tactique de l'Internationale communiste », *Programme Communiste*, n° 51-52.

des ailes plus ou moins vastes du maximalisme italien (8), et auparavant nos réserves sur l'unification avec les « indépendants de Gauche » en Allemagne et l'adhésion de la majorité du P.C.F. au congrès de Tours) (9). C'était d'autre part, surtout à partir de 1922 et en particulier à partir du IV^e Congrès mondial, le caractère flou de mots d'ordre comme ceux du front unique et du gouvernement ouvrier (puis ouvrier et paysan) mis au centre de l'action de tous les partis, et les oscillations qui en découlaient entre leur interprétation et leur application dans un sens large (« de droite ») ou restrictif (« de gauche ») en fonction des vicissitudes de la lutte des classes ou, pire encore, des succès ou des échecs enregistrés dans leur mise en application ; ces oscillations se traduisaient, c'était inévitable, par des crises disciplinaires et des désordres répétés sur le plan de l'organisation, provoquant l'incertitude et la confusion là où on avait besoin de certitude et de continuité sur le plan programmatique et dans l'action pratique.

Certes, jusqu'en 1923, c'est-à-dire jusqu'à l'éclipse forcée de Lénine et l'isolement de Trotsky dans le parti russe et dans l'Internationale, la situation était différente : les dissensions sur les questions tactiques et sur les critères d'organisation n'avaient pas empêché alors d'aborder les problèmes de principe avec une virile franchise, ni de s'en tenir fermement à ces principes en sachant qu'ils représentaient le bien suprême, la condition même de la vie du parti. Il reste que dès ce moment-là on ne sut pas mesurer toute l'importance des facteurs historiques négatifs contre lesquels il fallait se battre sans relâche dans l'Europe capitaliste avancée, ni prendre suffisamment en considération les voix qui s'étaient élevées, au moins de la Gauche du P.C. d'Italie (et à ce moment-là, de la majorité du parti lui-même), en faveur d'une tactique plus claire et plus directe et de méthodes de sélection plus sévères. C'est dans ce sens que, dans sa lettre à Korsch, Amadéo Bordiga disait que Lénine avait arrêté beaucoup de travail d'élaboration spontané dans son effort — qui n'aboutit malheureusement pas, bien qu'il fût historiquement compréhensible — pour « rassembler matériellement les différents groupes, et ensuite seulement les fondre de façon homogène à la chaleur de la révolution russe ».

Cette incompréhension de l'Internationale avait été un fait si matériel — provoqué lui aussi par l'isolement du parti bolchévique (10) — que lorsque

(8) Nous saisissons l'occasion pour rappeler que contrairement à ce qu'affirme l'« historiographie » routinière, c'était là le seul point sur lequel notre courant était en désaccord avec l'orientation donnée par le III^e Congrès aux questions générales, y compris les questions tactiques (cf. nos *Thèses de Lyon*, II^e partie, point 6 et III^e partie, point 4, *Défense de la continuité du programme communiste*, pp. 123-124 et 137).

(9) Cf. « A propos du cinquantième des scissions de Tours et de Livourne », *Programme Communiste*, n° 55.

(10) On oublie trop souvent la lettre anxieuse de Lénine à Zinoviev en date du 13 août 1921 sur la nécessité de constituer un « bureau chargé de rassembler et de sélectionner des renseignements corrects sur le mouvement ouvrier international » (y compris, et même en premier lieu, les « nuances et problèmes litigieux au sein du communisme ») ; en effet, « sans lui nous n'avons ni yeux, ni oreilles, ni bras pour nous permettre de participer au mouvement ouvrier international, et nous nous y insérons à l'aveuglette du fait que nous dépendons (sous l'angle de l'information) de ce qu'un tel est plus près, qu'un tel est à portée de main, de ce qu'un tel a lu par hasard, est entré par hasard, a raconté par hasard, etc. » (Lénine, *Œuvres*, vol. 42, pp. 346-349).

Trotsky combattrait Staline, il le fera au nom de l'ensemble du bagage non seulement programmatique — ce qui était juste — mais aussi tactique — ce qui ne l'était plus — des quatre premiers Congrès de l'I.C., et c'est sur ce bagage d'ensemble qu'il fera reposer — preuve supplémentaire du caractère flou des directives d'alors et de la possibilité de les interpréter de façons discordantes — les bases de la IV^e Internationale.

*
**

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'au cours des années suivantes la Gauche ait accueilli avec beaucoup de réserves ce qui passe en général pour un revirement de la direction du Komintern dans le sens des critiques qu'elle avait formulées : à savoir les thèses du V^e Congrès, rédigées alors que Lénine était mort et Trotsky en absence forcée.

Certes, sans aller jusqu'à accorder à la formule du « gouvernement ouvrier » l'« enterrement de troisième classe » que nous avons réclamé et que le désastre d'octobre-novembre 1923 en Allemagne rendait impératif, on lui avait du moins redonné le caractère de « synonyme » à des fins d'agitation de dictature du prolétariat (11). Mais ceci ne faisait précisément que confirmer le caractère aléatoire et l'éclectisme de chaque « tournant » successif exécuté par les organes supérieurs du mouvement communiste mondial (chaque tournant à gauche, avait dit Bordiga au V^e Congrès, nous fait craindre un tournant à droite et vice-versa). Ce caractère aléatoire et cet éclectisme faisaient perdre aux prolétaires en général et aux militants en particulier le sens de la continuité du parti et dans la poursuite des buts finaux et dans la construction des « maillons intermédiaires » qui seuls mènent à ces buts finaux ; ils favorisaient et, par la suite, justifiaient l'enracinement dans le mouvement communiste tout entier d'habitudes d'approximation et d'empirisme d'un côté, d'inertie résignée et fataliste de l'autre.

En même temps, on avait de plus en plus la prétention de réagir contre les conséquences effrayantes des trop nombreux revers subis (en Allemagne, en Bulgarie, en Estonie, plus tard en Pologne) par des mesures organisatives et disciplinaires : d'abord la « recherche du coupable » parmi des dirigeants, voire des centrales entières, jugées encore peu de temps auparavant « dignes de toute confiance » ; puis, cela ne suffisant pas, l'application de recettes statutaires réunies sous le nom de « bolchévisation », qui étaient un autre exemple de transposition mécanique d'expériences russes à l'Occident, et qui bouleversaient du jour au lendemain — avec les mêmes conséquences

(11) Sur ce point, et sur le caractère acceptable de la formule dans certains cas, et dans des buts bien précis, cf. dans *Programme Communiste* n° 67 le *Projet de programme d'action du P.C. d'Italie (1922)* ainsi que notre introduction à ce texte (*A propos des déformations de l'historiographie « de gauche »*). Quant à notre façon de concevoir le front unique en particulier, cf. le projet de thèses sur *La tactique de l'Internationale Communiste* présenté au IV^e Congrès (*Défense de la continuité, op. cit.*, pp. 59-80) et, pour le « gouvernement ouvrier », le même projet de thèses et le discours de Bordiga au V^e Congrès de l'I.C., *Programme Communiste*, n° 53-54.

désorganisatrices que les zigzags tactiques — la vie et le travail des sections nationales, avec cette circonstance aggravante, comme l'explique le premier discours de Bordiga au VI^e Exécutif élargi, qu'elles restreignaient l'horizon de leur « base » alors qu'il s'agissait au contraire de l'élargir, qu'elles augmentaient le poids de « l'appareil » sur la périphérie alors qu'on proclamait la nécessité de l'alléger, et qu'elles alimentaient des déviations « travaillistes » et ouvriéristes alors qu'il était urgent d'aligner tous les partis sur la voie maîtresse du léninisme compris dans son sens réel et non comme une fiction rhétorique.

Il était trop facile d'imputer à la « situation objective » tous les maux dont souffrait l'Internationale, sans se demander s'ils n'étaient pas dus dans une certaine mesure à l'absence de continuité et de cohérence organique dans les orientations tactiques et organisationnelles données centralement. Au lieu de voir dans les crises internes les symptômes de la maladie, on se préoccupait de protéger l'orthodoxie de ces orientations centrales en condamnant les hérétiques qui avaient péché par application erronée d'une ligne à chaque fois proclamée juste par définition. On évitait, ce qui aurait pourtant été salutaire, de procéder à un bilan critique d'années ponctuées d'échecs et même d'authentiques débâcles, en poursuivant l'idéal abstrait et toujours trompeur de l'unité formelle, de l'unité à tout prix au détriment de l'unité de fond qui ne peut naître que d'une façon d'agir saine, parce que normale, de l'organe-parti, de la continuité et de la cohérence de ses fonctions centrales et périphériques, et donc de conditions préalables optimales (nous ne disons pas absolues, ce qui serait impossible) de « discipline physiologique ».



Tout ceci est postérieur à la fatale année 1923. Nous nous gardons bien pour notre part d'établir un rapport de cause à effet entre ce cours de l'Internationale et les carences tactiques et organisationnelles des années glorieuses qui le précédèrent ; nous nous gardons encore plus soigneusement de faire dériver le stalinisme ou ne serait-ce que le pré- ou para-stalinisme de... Lénine, comme c'est devenu rituel dans une certaine « ultra-gauche ». Mais dès ce moment-là, et à plus forte raison aujourd'hui, il était évident pour nous que ces carences étaient responsables du processus insatisfaisant de formation des partis communistes, occidentaux surtout, de la fragilité de leur consistance théorique et pratique, de la faiblesse ou de la nullité de leur capacité de réaction aux symptômes pourtant déjà alarmants de renaissance du « danger opportuniste » sous la pression de forces objectives et par contrecoup subjectives, internationales et russes, de plus en plus difficiles à contrôler. Jusqu'en 1923-24, nous avons pu condamner les oscillations et l'éclectisme tactique dans le cadre d'une voie dont les lignes générales restaient cependant inchangées et nettement tracées. Par la suite, et surtout début 1926, on se trouva en présence d'une stratégie qui, même si cela n'allait pas sans résistances, sans incertitudes et sans remises en cause, était orientée

dans une seule direction : une direction qui, comme le dit la Gauche au VI^e Exécutif élargi, était incontestablement de droite, dans sa vision stratégique, ses orientations tactiques, ses méthodes d'organisation, ses règles de fonctionnement interne des partis et de l'Internationale.

Les preuves de cette ligne de droite ne manquaient pas, et ce au VI^e Exécutif élargi lui-même. C'étaient tout d'abord les propositions plus ou moins ouvertes de rapprochement « tactique » avec la social-démocratie, que ce soit par la voie oblique du projet de liquidation du Profintern (ou Internationale Syndicale Rouge) et de fusion avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam (12), ou par la voie directe de la théorisation du « gouvernement de gauche » comme voie de passage obligatoire et condition en soi favorable de l'attaque révolutionnaire sur le chemin de la conquête du pouvoir. C'était ensuite, en dépit des proclamations officielles de stricte adhésion aux résolutions du V^e Congrès, le retour à des formulations équivoques du front unique, dont on avait d'ailleurs déjà eu peu de temps auparavant des applications franchement parlementaires en Allemagne (tactique suggérée pour des élections présidentielles en fonction du dilemme monarchie-république, front avec le S.P.D. au Landtag de Prusse, etc.), en Italie (alignement désavoué mais tardivement, et pas par le Komintern, sur les diverses oppositions de l'Aventin), et en France (blocs électoraux administratifs). C'était encore la surestimation des « gauches syndicales » dans les trade unions en Angleterre, et par voie de conséquence le départ du mauvais pied dans le Comité anglo-russe de triste mémoire ; c'était, pire encore, la tendance à atténuer ou même à effacer les frontières nécessaires entre les partis communistes d'une part et, d'autre part, les partis national-démocratiques révolutionnaires dans les colonies et les partis paysans où que ce soit, et donc à remettre en question la position hégémonique du prolétariat et de son organe-guide par rapport aux classes et aux mouvements qui s'expriment dans ces partis (au VI^e E.E. était présent pour la première fois un représentant du Kuomintang élevé au rang de « parti sympathisant » sur une décision prise au sommet, seul Trotsky votant contre), ou la tendance à tirer argument de l'analyse selon laquelle on était dans une période de « stabilisation relative du capitalisme » pour éluder les tâches permanentes de l'Internationale et de ses sections en vue de la préparation

(12) Cette question avait déjà été soulevée au V^e Congrès, où Bordiga avait également pris la parole pour exprimer son désaccord à propos d'un projet de fusion basé, comme d'habitude, sur les « tendances à l'unité » manifestées par la classe ouvrière en général et par les « gauches syndicales » social-démocrates en particulier, projet qu'il avait qualifié d'« extrême droite » (29^e séance, 7 juillet 1924). Au VI^e Exécutif élargi, la question étant devenue tout à fait d'actualité, Bordiga intervint de nouveau (24^e séance, 4 mars, cf. *Protokoll*, pp. 407-412) pour redire que son opposition à l'unité syndicale internationale — qui voulait dire unité avec une dépendance de la Société des Nations, elle-même sous contrôle américain par-dessus le marché — n'était pas en contradiction avec la thèse constamment soutenue par la Gauche à propos de la lutte en faveur de l'unité des syndicats, même réformistes, sur le plan national. Nous ne reproduisons pas ici ce discours parce qu'il traite longuement de questions d'orientation syndicale en Italie en polémique avec la direction centriste représentée par Togliatti (Ercoli), mais nous y renvoyons ceux qui voudraient voir un exemple du prétendu « sectarisme » de la Gauche ou de son « indifférence » pour les questions concrètes d'action pratique.

révolutionnaire du prolétariat et du parti, dans les situations de reflux aussi bien que dans les situations d'offensive.

C'était enfin la façon dont on voulait « résoudre » les questions internes du parti allemand et du parti français, c'est-à-dire en menant une lutte soi-disant « sur deux fronts » (mais en réalité seul le front « de gauche » était visé) et en remaniant les directions de ces partis sur la base de la... souplesse de tel individu ou de tel groupe ; c'était la réticence à tirer de la leçon des déviations, y compris celles de « droite », une expérience collective utile et un résultat positif en vue d'un bilan général dans le domaine de la tactique et de l'organisation ; c'était la pratique humiliante et corruptrice des demandes d'abjuration (ou des offres d'accession aux « honneurs ») faites aux « réprouvés » et, parallèlement, la remise de labels de « léninisme » à des débris du menchévisme russe et du révisionnisme occidental dont la réapparition à ce moment-là n'était évidemment pas le fruit du hasard. C'était surtout le refus d'engager le débat sur la question russe, avec tout ce que celle-ci pouvait impliquer sur le plan international (voir la partie finale du premier discours de Bordiga) dans le sens de l'atténuation du rôle primordial du parti communiste et de la dilution du programme classiste et internationaliste qui le définit partout et toujours. Ce refus n'était d'ailleurs qu'une autre façon de préparer le terrain pour une « discussion » et une « décision » ultérieures dans un éclairage déformé et devant une cour suprême de bénis-oui-oui ultra-disciplinés. Une partie au moins de l'Opposition russe verra alors retourner contre elle les armes polémiques qu'elle avait malheureusement contribué à forger dans la longue polémique avec Trotsky et, dans un ignoble climat stalinien de chasse aux « antiléninistes » érigée en parangon du « léninisme », elle s'entendra dire par les cyniques suppôts de la contre-révolution montante au cri du « socialisme dans un seul pays » : tu l'as fait avant nous !

Dénonciation de ce cours désastreux ; appel non pas à une « démocratie interne » abstraite, mais à un fonctionnement correct de l'organe parti dans l'ensemble de ses manifestations vitales (13) et, surtout, dans sa progression sans hésitations sur la voie tracée par les principes (ce qui veut dire non pas « ignorer les situations » ou « négliger de les analyser », mais ne pas se laisser conditionner par elles, ne jamais perdre de vue, non pas en paroles mais dans les faits, les buts finaux, ne jamais les sacrifier à ce que suggèrent les hauts et les bas inévitables de la conjoncture historique) ; appel pressant aux communistes de tous les pays pour qu'ils apportent leur contribution à la solution des graves problèmes collectifs de la tactique, avec pour objectif (ce n'était pas le seul, mais, en 1926, l'essentiel) la sauvegarde et la consolidation des conquêtes d'Octobre, en sachant bien que la question russe ne

(13) Dans l'ensemble, la manière dont Trotsky posait le problème du « cours nouveau » en 1923-1924 convergait en substance sur ce point avec celle de la Gauche italienne : il ne s'agissait pas de « défendre les droits violés d'une minorité » mais de sauvegarder une juste ligne du parti et un fonctionnement interne non vicié par des pressions — et des préoccupations — étrangères. Cf. encore les *Thèses de Lyon*, III, 11.

pourrait jamais trouver de solution dans le cadre clos de la seule Russie, et aussi que l'héritage bolchévik ne contenait pas à lui seul la solution automatique de toutes les questions d'orientation du mouvement dans les pays de capitalisme avancé et en pleine putréfaction ; et, dans ce sens seulement, affirmation de la nécessité de « renverser, pour la remettre sur sa base, la pyramide » de l'Internationale, qui reposait alors dangereusement sur un sommet désuni : tels furent les thèmes des discours, interventions et motions de Bordiga au nom de la Gauche du P.C. d'Italie (et non d'une gauche internationale inexistante) au VI^e Exécutif élargi de 1926. Boukharine déclara dans un de ses discours que le représentant de cette Gauche était, comme il l'avait toujours été, « un pôle fixe dans le mouvement général ». La phrase se voulait méprisante et destructrice : elle exprimait en fait involontairement la réalité de la fonction que la Gauche assumait malgré son isolement, c'est-à-dire, pour reprendre les termes dans lesquels le Manifeste de 1848 avait résumé la tâche permanente des communistes, « représenter dans le présent l'avenir du mouvement ». A l'heure où la question : « Où va la Russie ? » se changeait en : « Où va le parti mondial unique de la révolution prolétarienne ? », il fallait rester ferme alors que tout reflue. On nous demanda alors notre « perspective », et on nous accusa de ne pas en avoir. La perspective était implicite dans la conclusion du discours de Bordiga : il fallait avoir la force, si c'était nécessaire, de tout reprendre à zéro.

Au long d'années bien plus difficiles et avares en résultats immédiats, la Gauche devait montrer, seule parmi toutes les « oppositions », qu'elle avait cette force. Il ne s'agit pas de revendiquer un mérite, ni de s'en glorifier stupidement. Il s'agit d'utiliser la leçon et d'agir en conséquence.

Interventions d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste

Discours à la cinquième séance (23 février 1926)

Le Rapport et les Thèses de Zinoviev sur « les tâches actuelles du mouvement communiste international » pendant la discussion desquelles Amadeo Bordiga fit son discours le plus important (5^e séance, 23 février 1926) ne nécessitent que peu de commentaires. Partant d'un examen détaillé de la phase de « stabilisation relative » que traversait le capitalisme (ce sera le principal argument invoqué dans le débat interne russe à l'appui de la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays), ainsi que de la constatation des « aspirations à l'unité sur la base de la lutte de classe et de l'abandon graduel des illusions social-démocrates » au sein du prolétariat du monde entier, le Rapport et les Thèses de Zinoviev réaffirmaient la « juste application du front unique » selon les résolutions du V^e Congrès. Ils réaffir-

maient également la validité des manœuvres tactiques suggérées en Allemagne, en Italie et en France, mais en laissant cependant la voie ouverte à une grande latitude d'interprétation du mot d'ordre du front unique, d'autant que celui-ci était lié à la revendication de l'unité syndicale internationale en se basant sur l'existence à l'intérieur des syndicats réformistes d'« ailes gauches » (auxquelles on donnait un poids énorme et, rétrospectivement, tout à fait disproportionné) qu'on envisageait d'amener sur un terrain de classe contre les directions officielles (on voyait des formations « de gauche » analogues dans des mouvements et partis paysans). Zinoviev rappelait le principe de la réorganisation des partis sur la base des cellules d'usine et d'entreprise et, après une longue critique des déviations d'ultra-gauche et de droite, il affirmait la nécessité de combiner dans l'Internationale et ses sections la discipline et la centralisation la plus stricte avec la démocratie la plus large et la plus efficace.

Dans leurs formulations, le Rapport et les Thèses prenaient volontiers des tonalités « de gauche » ; mais à la lumière de l'action pratique menée au cours des précédents dix-huit mois en conformité, comme cela avait été confirmé, avec les bases de principe du front unique, ils rendaient un son éloigné de la réalité et apparaissaient comme une coquille vide dans laquelle on pouvait verser n'importe quel contenu, alors que le silence le plus complet entourait les questions internes du parti russe et les perspectives de leur développement ultérieur. On ne pouvait en déduire ni dans les faits ni même en perspective une révision du passé, ni l'annonce d'un cours différent à l'avenir. Hors de toute vision locale et contingente, le discours de Bordiga dessine au contraire (ou si l'on préfère, essaie de dessiner) les bases de l'une et de l'autre.

BORDIGA : Camarades, nous avons affaire ici à un projet de thèses et à un rapport, mais je crois qu'il est absolument impossible de limiter nos débats à ce projet de thèses et à ce rapport.

J'ai eu l'occasion les années précédentes, aux divers congrès de l'Internationale, de donner mon appui à des thèses et des déclarations qui étaient parfois très bonnes et très satisfaisantes, mais, dans le développement de l'Internationale, les faits n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances que ces déclarations avaient éveillées en nous. C'est pourquoi il faut discuter et critiquer le développement de l'Internationale au regard des événements qui se sont produits depuis le dernier congrès ainsi que des perspectives de l'Internationale et des tâches qu'elle doit se fixer.

Il me faut affirmer que la situation que nous connaissons dans l'Internationale ne peut être considérée comme satisfaisante. En un certain sens nous avons affaire à une crise. Cette crise n'est pas née d'aujourd'hui, elle existe depuis longtemps. C'est là une affirmation qui n'est pas seulement avancée par moi et quelques groupes de camarades de l'ultra-gauche. Les faits prouvent que tous reconnaissent l'existence de cette crise. On lance

très fréquemment de nouveaux mots d'ordre qui renferment au fond l'aveu qu'il est indispensable de changer radicalement nos méthodes de travail. On a lancé ici à bien des reprises, aux tournants de notre activité, de nouveaux mots d'ordre à travers lesquels on reconnaissait au fond que le travail était sur une mauvaise voie. Il est vrai qu'on explique en ce moment même qu'il n'est pas question de révision, qu'aucun changement ne s'impose. C'est une contradiction flagrante. Pour prouver que l'existence de déviations et d'une crise dans l'Internationale est admise par tous et pas seulement par les ultra-gauches mécontents, nous nous proposons de survoler très rapidement l'histoire de notre Internationale et de ses différentes étapes.

La fondation de l'Internationale Communiste après l'effondrement de la II^e Internationale se fit sur le mot d'ordre selon lequel le prolétariat devait travailler à la formation de partis communistes. Tous étaient d'accord pour penser que les conditions objectives étaient favorables au combat final révolutionnaire, mais qu'il nous manquait l'organe de ce combat. On disait alors : les conditions préalables objectives de la révolution existent, et si nous avons des partis communistes vraiment capables de mener une activité révolutionnaire, toutes les conditions préalables nécessaires seraient alors réunies pour une victoire complète.

Au III^e Congrès, l'Internationale — tirant les leçons d'événements nombreux, mais surtout celles de l'action de mars 1921 en Allemagne — fut obligée de constater que la formation de partis communistes n'était pas à elle seule suffisante. Des sections suffisamment fortes de l'Internationale Communiste étaient apparues dans presque tous les pays importants, et pourtant le problème de l'action révolutionnaire n'avait pas été résolu. Le parti allemand avait jugé possible de marcher au combat et de lancer une offensive contre l'adversaire, mais il essuya une défaite. Le III^e Congrès dut débattre de ce problème et fut obligé de constater que l'existence de partis communistes n'est pas suffisante lorsque les conditions objectives de la lutte font défaut. On n'avait pas tenu compte du fait que si on passe à une offensive de ce genre il faut au préalable s'assurer l'appui de larges masses. Le parti communiste le plus puissant n'est pas capable, dans une situation généralement révolutionnaire, de créer par un acte de pure volonté les conditions préalables et les facteurs indispensables à une insurrection, s'il n'a pas réussi à rassembler des masses importantes autour de lui.

Ce fut donc une étape à l'occasion de laquelle l'Internationale constata de nouveau que bien des choses devaient être changées. On affirme toujours que l'idée de la tactique du front unique est contenue dans les discours du III^e congrès et qu'elle a ensuite été formulée lors des sessions de l'Exécutif élargi après le III^e congrès, à la lumière de l'analyse de la situation politique qu'avait faite Lénine au III^e congrès. Cela n'est pas tout à fait exact, car la situation avait évolué. Au cours de la période où la situation objective était favorable, nous n'avons pas su utiliser correctement la bonne méthode de l'offensive contre le capitalisme. Après le III^e congrès il ne s'agit plus de lancer tout simplement une deuxième offensive après avoir préalablement conquis les masses. La bourgeoisie nous avait gagné de vitesse, c'était elle

qui, dans les principaux pays, lançait l'offensive contre les organisations ouvrières et les partis communistes, et cette tactique de la conquête des masses en vue de l'offensive dont il était question au III^e congrès se transforma en une tactique de défensive contre l'action entreprise par la bourgeoisie capitaliste. On élabore cette tactique en même temps que le programme que l'on veut réaliser, en étudiant le caractère de l'offensive de l'adversaire et en menant à bien la concentration du prolétariat qui doit nous permettre la conquête des masses par nos partis et le passage à la contre-offensive dans un proche avenir. C'est en ce sens que la tactique du Front Unique a été conçue alors.

Je n'ai pas besoin de dire que je n'ai rien à objecter aux conceptions du III^e congrès relatives à la nécessité de la solidarité des masses ; j'évoque ici cette question pour montrer que l'Internationale a été obligée une fois de plus de reconnaître qu'elle n'était pas encore assez mûre pour la direction de la lutte du prolétariat mondial.

L'utilisation de la tactique du Front Unique a conduit à des erreurs droitières, et ces erreurs sont apparues de plus en plus clairement après le III^e et plus encore après le IV^e congrès ; cette tactique, qui ne peut être utilisée qu'en période de défensive, c'est-à-dire dans une période où la crise de décomposition du capitalisme n'est plus si aiguë, cette tactique que nous avons utilisée a fortement dégénéré. A notre avis cette tactique a été acceptée sans qu'on ait cherché à déterminer son sens précis. On n'a pas su sauvegarder le caractère spécifique du parti communiste. Je n'ai pas l'intention de répéter ici notre critique concernant la manière dont la majorité de l'Internationale Communiste a appliqué la tactique du Front Unique. Nous n'avions rien à objecter lorsqu'il s'agissait de faire des revendications matérielles immédiates du prolétariat, et même des revendications les plus élémentaires découlant de l'offensive de l'ennemi, la base de notre action. Mais lorsque, sous le prétexte qu'il ne s'agissait que d'une passerelle nous permettant de poursuivre notre chemin vers la dictature du prolétariat, on a voulu donner au Front Unique de nouveaux principes, touchant le pouvoir central de l'Etat et le gouvernement ouvrier, nous avons protesté et nous avons dit : nous dépassons ici les limites de la bonne tactique révolutionnaire.

Nous communistes, nous savons très bien que le développement historique de la classe ouvrière doit conduire à la dictature du prolétariat, mais il s'agit d'une action qui doit influencer de larges masses, et ces masses ne peuvent être conquises par notre simple propagande idéologique. Dans toute la mesure où nous pouvons contribuer à la formation de la conscience révolutionnaire des masses, nous le ferons par la force de notre position et de notre attitude à chaque phase du déroulement des événements. C'est pourquoi cette attitude ne peut et ne doit pas être en contradiction avec notre position concernant la lutte finale, c'est-à-dire le but pour lequel notre parti a été spécialement formé. L'agitation sur un mot d'ordre comme par exemple celui du gouvernement ouvrier ne peut que semer le désarroi dans la conscience des masses et même dans celle du Parti et de son état-major.

Nous avons critiqué tout cela depuis le début, et je me borne ici à rappeler dans ses grandes lignes le jugement que nous avons porté à l'époque. Lorsque nous avons été confrontés aux erreurs que cette tactique a provoquées, et, surtout, lorsque se produisit la défaite d'octobre 1923 en Allemagne, l'Internationale reconnut s'être trompée. Ce n'était pas un accident secondaire, c'était une erreur que nous devons payer de l'espoir de conquérir un nouveau grand pays à côté du premier pays qu'avait conquis la révolution prolétarienne, ce qui aurait été pour la révolution mondiale d'une importance énorme.

Malheureusement, on se contenta de dire : il n'est pas question de réviser de façon radicale les décisions du IV^e congrès mondial, il est seulement nécessaire d'écartier certains camarades qui se sont trompés dans l'application de la tactique du Front Unique ; il est nécessaire de trouver les responsables. On les a trouvés dans l'aile droite du parti allemand, on n'a pas voulu reconnaître que c'est l'Internationale dans son ensemble qui porte la responsabilité. Cependant, on a soumis les thèses à une révision et on a donné une toute autre formulation au gouvernement ouvrier.

Pourquoi n'avons-nous pas été d'accord avec les thèses du V^e congrès ? A notre avis la révision ne suffisait pas ; les différentes formules auraient dû mieux être mises en lumière, mais surtout nous étions opposés aux mesures du V^e congrès parce qu'elles ne supprimaient pas les erreurs graves et parce que nous pensions qu'il n'est pas bon de limiter la question à une procédure contre des individus, qu'un changement s'imposait dans l'Internationale elle-même. On se refusa à suivre cette voie saine et courageuse. Nous avons à maintes reprises critiqué le fait que parmi nous, dans le milieu dans lequel nous travaillons, on développe un état d'esprit parlementariste et diplomatique. Les thèses sont très à gauche, les discours sont très à gauche, et ceux mêmes contre qui ils sont dirigés les approuvent parce qu'ils pensent être ainsi immunisés. Mais nous, nous ne nous sommes pas seulement tenus à la lettre, nous avons prévu ce qui arriverait après le V^e congrès, et c'est pourquoi nous ne pouvions pas nous déclarer satisfaits.

La bolchévisation

Je voudrais établir ici ceci : on a été plus d'une fois obligé de reconnaître qu'il fallait radicalement changer la ligne. La première fois on n'avait pas compris la question de la conquête des masses, la deuxième fois il s'agissait de la tactique du Front Unique, on entreprit au III^e congrès une révision complète de la ligne suivie jusqu'alors. Mais ce n'est pas tout : au V^e congrès et à l'Exécutif élargi de mars 1925 on constate une fois de plus que tout va mal. On dit : six ans ont passé depuis la fondation de l'Internationale, mais aucun de ses partis n'a réussi à faire la révolution. Certes la situation s'est dégradée ; nous avons affaire maintenant à une certaine stabilisation du capitalisme, mais pourtant on explique que bien des choses devraient être changées dans l'activité de l'Internationale. On n'a pas encore compris

ce qu'il faut faire, et on lance le mot d'ordre de la bolchévisation. C'est incompréhensible ; comment, huit ans se sont passés depuis la victoire des bolchéviks russes, et nous voilà obligés maintenant de constater que les autres partis ne sont pas bolchéviks ? Qu'une transformation profonde est nécessaire pour les élever à la hauteur de partis bolchéviks ? Personne n'avait remarqué cela auparavant ?

Pourquoi nous n'avons pas dès le V^e congrès élevé une protestation contre ce mot d'ordre de la bolchévisation ? Parce que personne n'a pu s'opposer à l'affirmation selon laquelle les autres partis devaient atteindre la capacité révolutionnaire qui a rendu possible la victoire du parti bolchévik.

Mais maintenant il ne s'agit pas que d'un simple mot d'ordre, d'un simple slogan. Nous avons affaire à des faits et à des expériences. Maintenant il est nécessaire de tirer le bilan de la bolchévisation et de voir en quoi elle a consisté.

Je prétends que ce bilan est défavorable à plusieurs points de vue. On n'a pas résolu le problème qu'il s'agissait de résoudre ; la méthode de la bolchévisation appliquée à tous les partis ne les a pas fait progresser. Je dois examiner le problème de différents points de vue. Tout d'abord du point de vue historique.

Nous n'avons qu'un parti qui ait arraché la victoire, c'est le parti bolchévik russe. L'essentiel pour nous est de suivre la même voie que celle qu'a adoptée le parti russe pour arriver à la victoire ; c'est très juste, mais cela ne suffit pas. Il est indéniable que la voie historique suivie par le parti russe ne peut présenter tous les traits du développement historique qui attend les autres partis. Le parti russe a lutté dans un pays où la révolution libérale bourgeoise n'était pas encore accomplie ; le parti russe — c'est un fait — a lutté dans des conditions particulières, c'est-à-dire dans un pays où l'autocratie féodale n'avait pas encore été abattue par la bourgeoisie capitaliste. Entre la chute de l'autocratie féodale et la conquête du pouvoir par le prolétariat s'est étendue une période trop courte pour qu'on puisse comparer ce développement avec celui que la révolution prolétarienne devra accomplir dans les autres pays. Le temps a manqué pour que puisse s'édifier un appareil d'Etat bourgeois sur les ruines de l'appareil d'Etat tsariste et féodal. Le déroulement des événements en Russie ne nous fournit pas les expériences fondamentales dont nous avons besoin pour savoir comment le prolétariat devra abattre l'Etat capitaliste moderne, libéral, parlementaire, qui existe depuis de nombreuses années et qui a une grande capacité défensive. Ces différences posées, le fait que la révolution russe ait confirmé notre doctrine, notre programme, notre conception du rôle de la classe ouvrière dans le processus historique, est d'une importance théorique d'autant plus grande que la révolution russe, même dans ces conditions particulières, a amené la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat réalisée par le parti communiste. La théorie du marxisme révolutionnaire y a trouvé sa plus grandiose confirmation historique. Du point de vue idéologique, c'est d'une importance historique décisive, mais pour ce qui est de la tactique,

cela n'est pas suffisant. Il est indispensable que nous sachions comment on attaque l'Etat bourgeois moderne, qui se défend dans la lutte armée plus efficacement encore que ne le faisait l'autocratie tsariste, mais qui en outre se défend à l'aide de la mobilisation idéologique et de l'éducation défaitiste de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Ce problème n'apparaît pas dans l'histoire du parti communiste russe, et si on comprend la bolchévisation dans le sens que l'on peut attendre de la révolution accomplie par le parti russe la solution de tous les problèmes stratégiques de la lutte révolutionnaire, alors cette conception de la bolchévisation est insuffisante. L'Internationale doit se former une conception plus large, elle doit trouver aux problèmes stratégiques des solutions en dehors de l'expérience russe. Celle-ci doit être exploitée à fond, on ne doit repousser aucune de ses caractéristiques, on doit l'avoir constamment sous les yeux, mais nous avons aussi besoin d'éléments complémentaires provenant de l'expérience que fait la classe ouvrière en Occident. Voilà ce qu'il faut dire du point de vue historique et tactique sur la bolchévisation. L'expérience de la tactique en Russie ne nous a pas montré comment nous devons mener la lutte contre la démocratie bourgeoise ; elle ne nous donne aucune idée des difficultés et des tâches que nous réserve le développement de la lutte prolétarienne.

La question de l'organisation

Un autre aspect du problème de la bolchévisation est la question de la réorganisation du parti. En 1925 on nous explique soudain : toute l'organisation des sections de l'Internationale n'est pas correcte. On n'a pas encore appliqué le b-a-ba de l'organisation. On s'est déjà posé l'ensemble des problèmes, mais l'essentiel n'est pas encore fait. C'est-à-dire, on n'a pas résolu le problème de notre organisation interne. On reconnaît ainsi que nous avons marché dans une direction totalement fautive. Je sais fort bien que l'on ne prétend pas limiter le mot d'ordre de la bolchévisation à un problème d'organisation. Mais ce problème a un aspect organisatif et on a insisté sur le fait qu'il est le plus important. Les partis ne sont pas organisés comme l'était et l'est le parti bolchévik russe, parce que leur organisation ne repose pas sur le principe du lieu de travail, parce qu'ils sont encore du type de l'organisation territoriale, qui serait absolument incompatible avec les tâches révolutionnaires, qui relèverait du type caractéristique du parti social-démocrate parlementaire. Si on juge nécessaire de modifier l'organisation de nos partis en ce sens, et si on présente cette modification non comme une mesure pratique propre, dans des conditions particulières, à certains pays, mais bien comme une mesure fondamentale valable pour l'Internationale tout entière, destinée à remédier à une erreur essentielle, à créer les conditions préalables indispensables à la transformation de nos partis en véritables partis communistes — alors nous ne pouvons pas être d'accord. Il est vraiment très surprenant qu'on ne se soit pas avisé de cela plus tôt. On prétend que la transformation en cellules d'entreprises était déjà contenue dans les thèses du III^e congrès. Il est alors vraiment très

surprenant qu'on ait attendu de 1921 à 1924 pour passer à la réalisation. La thèse selon laquelle un parti communiste doit être absolument formé sur la base des lieux de travail est théoriquement fautive. D'après Marx et Lénine et suivant une thèse de principe connue, formulée avec précision, la révolution n'est pas une question de forme d'organisation. Pour résoudre le problème de la révolution, il ne suffit pas de trouver une formule organisationnelle. Les problèmes qui se dressent devant nous sont des problèmes de pouvoir et non des problèmes de forme. Les marxistes ont toujours combattu les écoles syndicalistes et semi-utopistes qui disent : rassemblez les masses dans telle ou telle organisation, syndicat, association, etc., et la révolution sera faite. Maintenant on dit, ou du moins on mène la campagne dans ce sens : il faut reconstruire l'organisation sur la base de la cellule d'entreprise, et tous les problèmes de la révolution seront résolus. On ajoute : le parti russe a réussi à faire la révolution parce que c'est sur cette base qu'il était construit.

On dira certainement que j'exagère, mais plusieurs camarades pourront confirmer que la campagne a été menée sur des thèses de ce genre. Ce qui nous intéresse, c'est l'impression que ces mots d'ordre produisent dans la classe ouvrière et parmi les membres de notre parti. Pour ce qui est du travail de cellule, on a donné l'impression que c'était là la recette infallible du véritable communisme et de la révolution. Pour ma part je conteste que le parti communiste doive être absolument formé sur la base des cellules d'entreprise. Dans les thèses organisationnelles que Lénine a présentées au III^e congrès, on a insisté précisément à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne peut y avoir en matière d'organisation une solution de principe valable pour tous les pays et pour tous les temps. Nous ne contestons pas que le principe de la cellule d'entreprise comme base de l'organisation du parti a été bon étant donné la situation en Russie. Je ne veux pas m'étendre trop longtemps sur cette question ; dans l'abondante discussion au congrès du parti italien nous avons dit qu'il y avait eu en Russie des raisons diverses en faveur de cette organisation.

Pourquoi pensons-nous que les cellules d'entreprise comportent des inconvénients dans d'autres pays, si on compare leur situation à celle de la Russie ? Avant tout, parce que les ouvriers organisés dans la cellule ne sont jamais à même de discuter toutes les questions politiques. On établit précisément dans le rapport du Comité exécutif de l'Internationale Communiste à ce plénum que dans presque aucun pays les cellules d'entreprise ne sont arrivées à s'occuper de problèmes politiques. Il y a eu, dit-on, exagération, on avait réorganisé très rapidement les partis, mais il ne s'agissait là que d'erreurs pratiques secondaires. On peut cependant contester qu'il s'agisse d'un simple détail si on a privé les partis de leur organisation fondamentale qui permettait de débattre de questions politiques, et si la nouvelle organisation ne s'acquiesce toujours pas, après une année d'existence, de cette fonction vitale ; si on aboutit à un tel résultat, c'est bien qu'il ne s'agit pas d'erreurs isolées, mais que la position du problème dans son entier est erronée. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut prendre à la légère. La question est très grave. Nous pensons que ce n'est pas par

accident que la cellule d'entreprise ne permet pas la discussion des problèmes politiques ; car les ouvriers des pays capitalistes, qui sont rassemblés dans le petit cercle étroit de leur entreprise, n'ont pas la possibilité de se poser des problèmes généraux et de relier les revendications immédiates au but final du communisme. Dans une assemblée d'ouvriers qui s'intéressent aux mêmes petits problèmes immédiats et n'appartiennent pas à des catégories professionnelles différentes, ces questions de revendications immédiates peuvent fort bien être débattues, mais il n'y a dans cette assemblée aucune base pour une discussion des problèmes généraux, des problèmes qui concernent l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible d'y développer un travail politique de classe, comme c'est le rôle du parti communiste.

On nous dira : ce que vous réclamez, c'est ce que réclament aussi tous les éléments droitiers ; vous voulez les organisations territoriales, dans lesquelles les intellectuels avec leurs longs discours dominant toute la discussion. Mais ce danger de démagogie et de tromperie de la part des dirigeants existera toujours, il existe depuis qu'existe un parti prolétarien, mais ni Marx ni Lénine, qui ont traité de ce problème de façon détaillée, n'ont jamais pensé un instant le résoudre à l'aide du boycott des intellectuels ou des non-prolétaires. Ils ont au contraire plus d'une fois souligné le rôle historiquement indispensable des déserteurs de la classe dominante dans la révolution. Il est notoire qu'opportunisme et trahison s'infiltrèrent en général dans le parti et dans les masses par l'entremise de certains dirigeants, mais la lutte contre ce danger doit être menée d'une autre manière. Même si la classe ouvrière pouvait se tirer d'affaire sans intellectuels d'origine bourgeoise, elle ne pourrait pour autant se passer de dirigeants, d'agitateurs, de journalistes, etc., et il ne lui resterait pas d'autre choix que de les chercher dans les rangs des ouvriers. Mais le danger de corruption et de démagogie de ces ouvriers devenus des dirigeants n'est pas différent de celui des intellectuels. Dans certains cas ce sont d'anciens ouvriers qui ont joué le rôle le plus sordide dans le mouvement ouvrier, chacun le sait. Et en définitive est-ce que les intellectuels ne jouent plus aucun rôle dans l'organisation en cellules d'entreprise telle qu'elle est pratiquée maintenant ? C'est le contraire qui se passe. Ce sont les intellectuels qui, conjointement avec d'anciens ouvriers, constituent l'appareil du parti. Le rôle de ces éléments ne s'est pas modifié, il est même plus dangereux maintenant. Si nous admettons que ces éléments peuvent être corrompus par leur situation de permanents, cette difficulté demeure, car nous leur avons donné maintenant des responsabilités plus grandes encore, étant donné que les ouvriers n'ont pratiquement pas de liberté de mouvement dans les petites assemblées des cellules d'entreprise, pas de base suffisante pour influencer le parti par leur instinct de classe. Le danger sur lequel nous attirons l'attention ne consiste pas dans un recul de l'influence des intellectuels, mais, au contraire, dans le fait que les ouvriers ne se préoccupent que des revendications immédiates de leur entreprise et qu'ils ne voient pas les grands problèmes du développement révolutionnaire général de la classe ouvrière. La nouvelle

forme d'organisation est ainsi moins adaptée à la lutte de classe prolétarienne au sens le plus sérieux et le plus large du terme.

En Russie, les grands problèmes généraux du développement de la révolution, le problème de l'Etat, celui de la conquête du pouvoir, étaient inscrits à chaque instant à l'ordre du jour, parce que l'appareil d'Etat féodal tsariste était irrémédiablement miné et que chaque groupe d'ouvriers était placé à chaque instant devant ce problème du fait de sa position dans la vie sociale et de la pression administrative. Les déviations opportunistes ne représentaient pas en Russie de danger particulier, car il manquait une base à la corruption du mouvement ouvrier par l'Etat capitaliste qui manie parfaitement l'arme des concessions démocratiques et les illusions de l'intérêt commun.

Il y a aussi une différence d'ordre pratique. Nous devons naturellement donner à l'organisation de notre parti la forme la plus apte à résister à la répression. Nous devons nous protéger contre les tentatives de la police pour dissoudre notre parti. En Russie l'organisation en cellules d'entreprise était justement la forme la meilleure, car le mouvement ouvrier était rendu impossible dans les rues, dans les villes, dans la vie publique, par les mesures extrêmement sévères de la police. Il était ainsi matériellement impossible de s'organiser hors de l'entreprise. Ce n'est que dans l'entreprise que les ouvriers pouvaient se rassembler pour discuter de leurs problèmes sans être remarqués. En outre il n'y avait que l'entreprise pour poser les problèmes de classe sur la base de l'antagonisme entre le capital et le travail.

Les petites questions économiques touchant l'entreprise, par exemple la question des amendes soulevée par Lénine, étaient du point de vue historique progressistes en comparaison des revendications libérales que les ouvriers et la bourgeoisie adressaient ensemble à l'autocratie; mais en comparaison de la question de la conquête du pouvoir dans la lutte contre la démocratie bourgeoise comme nouvelle forme d'Etat, les revendications prolétariennes immédiates sont des problèmes d'importance secondaire. Mais comme cette question de la conquête du pouvoir ne pouvait être posée qu'après la chute du tsarisme, il était nécessaire de déplacer le cœur de la lutte dans l'entreprise, parce que l'entreprise était l'unique base sur laquelle le parti autonome prolétarien pouvait développer pleinement son action.

Si la bourgeoisie et les capitalistes étaient en Russie les alliés du tsar, ils n'en étaient pas moins en même temps ceux qui devaient le renverser, ceux qui représentaient en puissance l'effondrement du pouvoir autocratique. C'est pourquoi il n'y a pas eu en Russie entre les industriels et l'Etat une solidarité aussi complète que dans les pays modernes. Dans ces pays règne une solidarité absolue entre l'appareil d'Etat et les patrons, c'est leur Etat, leur police. C'est l'appareil d'Etat qui apparaît historiquement comme l'instrument du capitalisme, c'est lui qui a créé les organes adaptés à cette fin et les met à la disposition des patrons. Si un ouvrier essaie dans l'entreprise d'organiser d'autres ouvriers, le patron appelle la police, il a recours à l'espionnage, etc. C'est pourquoi le travail de parti dans l'entreprise est beaucoup plus dangereux dans les pays capitalistes modernes. Il n'est pas

difficile à la bourgeoisie de mettre à jour le travail de parti dans l'entreprise. C'est pourquoi nous proposons de ne pas former les organisations fondamentales du parti à l'intérieur de l'entreprise mais de les déplacer à l'extérieur.

Je ne voudrais rapporter ici qu'un petit fait. En Italie, la police enrôle maintenant un nouveau type d'agents. Les conditions de recrutement sont très sévères. Mais pour ceux qui exercent un métier et peuvent travailler dans une entreprise, l'entrée est facilitée. Cela prouve que la police recherche des gens capables de travailler dans les différentes industries, pour pouvoir les utiliser à détecter le travail révolutionnaire dans l'entreprise.

Par ailleurs nous avons appris qu'une association antibolchévique internationale a décidé de s'organiser en cellules pour faire contrepoids au mouvement ouvrier.

Un autre argument. On a dit ici qu'un nouveau danger a fait son apparition, le danger de l'aristocratie ouvrière. Il est clair que ce danger caractérise les périodes où nous sommes menacés par l'opportunisme, qui tend à jouer un certain rôle dans la corruption du mouvement ouvrier.

Mais le canal le plus aisé pour la pénétration de l'influence de l'aristocratie ouvrière dans nos rangs est sans aucun doute l'organisation fondée sur le principe de la cellule d'entreprise, car dans l'entreprise c'est l'influence de l'ouvrier qui occupe un rang élevé dans la hiérarchie technique du travail qui l'emporte inévitablement.

Pour toutes ces raisons, et sans en faire une question de principe, nous demandons que la base organisationnelle du parti — pour des raisons politiques et techniques — reste l'organisation territoriale.

Est-ce à dire que nous voulons négliger pour autant le travail de parti dans l'entreprise ? Contestons-nous que le travail communiste dans l'entreprise soit une base importante pour établir la liaison avec les masses ? Absolument pas. Le parti doit avoir une organisation dans l'entreprise, mais cette organisation ne doit pas être la base du parti. Il doit y avoir dans les entreprises des organisations de parti qui soient sous la direction politique du parti. Il est impossible d'établir une liaison avec la classe ouvrière sans organisation dans l'entreprise, mais cette organisation doit être la fraction communiste.

Pour étayer mon affirmation, je voudrais rapporter ce qui suit : à une époque où le fascisme n'était pas encore là, nous avons créé en Italie un réseau de fractions de ce genre, et nous avons considéré cette activité comme la plus importante pour nous. C'est pratiquement aux fractions communistes dans les entreprises et les syndicats qu'est toujours revenue la tâche de nous mettre plus étroitement en contact avec les masses. La liaison avec le parti fournit à ces organes de travail les éléments politiques et les éléments de classe, au sens le plus large du mot, qui ne reçoivent pas seulement leurs impulsions du cercle étroit de la branche et de l'usine.

Nous sommes donc pour un réseau d'organisations communistes dans

les entreprises, mais à notre avis le travail politique doit être accompli dans les organisations territoriales.

Je ne peux pas ici entrer dans le détail des conclusions qui ont été tirées de notre attitude sur cette question au cours de la discussion en Italie. Au congrès et dans nos thèses nous avons développé en détail la question théorique de la nature du parti. On a affirmé que notre point de vue n'était pas un point de vue de classe : nous aurions réclamé que le parti favorise le développement de l'activité d'éléments hétérogènes, comme par exemple les intellectuels. Ce n'est pas vrai. Nous ne combattons pas l'organisation édiflée exclusivement sur la base des cellules d'entreprises parce que, ainsi, le parti se trouve constitué exclusivement d'ouvriers. Ce que nous craignons, c'est le danger de labourisme et d'ouvriérisme, qui est le pire danger antimarxiste. Le parti est prolétarien parce qu'il est placé sur le chemin historique de la révolution, du combat pour les buts finaux auxquels tend une seule et unique classe, la classe ouvrière. C'est cela qui fait que le parti est prolétarien, non le critère automatique de sa composition sociale. Le caractère du parti n'est pas compromis par la participation active à son travail de tous ceux qui acceptent sa doctrine et qui veulent lutter pour ses buts de classe.

Tout ce qu'on peut dire dans ce domaine en faveur des cellules d'entreprise est de la vulgaire démagogie, qui s'appuie sur le mot d'ordre de la bolchévisation, mais qui conduit directement à désavouer la lutte du marxisme et du léninisme contre les conceptions banalement mécanistes et défaitistes de l'opportunisme et du menchévisme.

Le régime interne du parti et de l'Internationale

Je passe à un autre aspect de la bolchévisation, celui du régime interne du parti et de l'Internationale Communiste.

On a fait là une nouvelle découverte : ce qui manque à toutes les sections, c'est la discipline de fer des bolchéviks, dont le parti russe nous donne l'exemple.

On prononce une interdiction absolue contre les fractions, et on décrète l'obligation pour tous les membres du parti de participer au travail commun, quelle que soit leur opinion. Je pense que dans ce domaine également la question de la bolchévisation a été posée de façon très démagogique.

Si nous posons la question ainsi : le premier venu est-il autorisé à former une fraction ? tout communiste répondra non ; mais on ne peut poser la question de cette manière. Il y a déjà des résultats qui nous montrent que les méthodes employés n'ont rendu service ni au parti ni à l'Internationale. Cette question de la discipline interne et des fractions doit être posée d'un point de vue marxiste, de façon sensiblement différente et plus complexe.

On nous dit : que voulez-vous ? Voulez-vous que le parti ressemble à un parlement, où chacun a le droit démocratique de lutter pour le pouvoir ou de s'assurer de la majorité ?

Mais, ainsi, la question est mal posée : si on la pose ainsi, il n'y a qu'une réponse possible : nous serions bien sûr contre un régime aussi ridicule.

C'est un fait que nous devons avoir un parti communiste absolument uni, excluant, en son sein, divergences d'opinion et regroupements divers. Mais cette affirmation n'est pas un dogme, un principe *a priori*. Il s'agit d'un but vers lequel on doit tendre, vers lequel on peut tendre au cours du développement d'un véritable parti communiste : or cela n'est possible que lorsque toutes les questions idéologiques, tactiques et organisatives sont correctement posées et correctement résolues. A l'intérieur de la classe ouvrière, ce sont les rapports économiques dans lesquels vivent les divers groupes qui déterminent les actions et les initiatives de la lutte de classes. Au parti politique revient le rôle de rassembler et d'unifier tout ce que ces actions ont de commun du point de vue des buts révolutionnaires de la classe ouvrière du monde entier. L'unité à l'intérieur du parti, la suppression des divergences d'opinion internes, la disparition des luttes de fractions fourniront la preuve que le parti se trouve sur la voie la meilleure pour remplir correctement ses tâches. Mais s'il y a des divergences d'opinion, cela prouve que la politique du parti est entachée d'erreurs, qu'elle n'a pas la capacité de combattre radicalement les tendances à la dégénérescence du mouvement ouvrier qui se manifestent d'ordinaire à certains moments cruciaux de la situation générale. Si on se trouve devant des cas d'indiscipline, c'est le symptôme que ce défaut existe toujours dans le parti. La discipline est en effet un résultat, non un point de départ, non une sorte de plate-forme inébranlable. Cela correspond d'ailleurs au caractère volontaire de l'entrée dans notre organisation. C'est pourquoi une sorte de code pénal du parti ne peut être un remède aux cas fréquents de manquement à la discipline. On a institué ces derniers temps dans nos partis un régime de terreur, une sorte de sport qui consiste à intervenir, à punir, à anéantir, et tout cela avec un plaisir tout particulier, comme si c'était justement cela l'idéal de la vie du parti. Les champions de cette brillante opération semblent même persuadés qu'elle constitue une preuve de capacité et d'énergie révolutionnaires. Je pense, au contraire, que les vrais et bons révolutionnaires sont en général les camarades qui font l'objet de ces mesures d'exception et qui les supportent patiemment pour ne pas détruire le parti. J'estime que cette débauche d'énergie, ce sport, cette lutte à l'intérieur du parti n'a rien à voir avec le travail révolutionnaire que nous devons mener. Un jour viendra où il faudra frapper et détruire le capitalisme, et dans ce domaine le parti devra donner les preuves de son énergie révolutionnaire. Nous ne voulons pas d'anarchisme dans le parti, mais nous ne voulons pas davantage un régime de repréailles continuelles, qui n'est que la négation de l'unité et de la solidité du parti.

Pour l'instant, les choses se présentent ainsi : la centrale actuelle existera toujours ; elle peut faire ce qu'elle veut, car elle a toujours raison quand

elle prend des mesures contre celui qui la contredit, quand elle « anéantit » intrigues et oppositions.

Le mérite ne consiste pas à réprimer les rébellions ; l'important, c'est qu'il n'y ait pas de rébellions. On reconnaît l'unité du parti aux résultats atteints, non à un régime de menaces et de terreur. Nous avons besoin de sanctions dans nos statuts, c'est clair. Mais elles doivent être des exceptions, elles ne doivent pas devenir une procédure normale et générale à l'intérieur du parti. Si des éléments abandonnent manifestement la voie commune, il faut prendre des mesures contre eux. Mais si le recours au code de sanctions devient la règle dans une société, c'est que cette société n'est pas précisément la plus parfaite. Les sanctions ne doivent être prises qu'exceptionnellement, et non pas constituer une règle, un sport, l'idéal des dirigeants. Il faut que cela change, si nous voulons former un bloc solide au vrai sens du mot.

Les thèses proposées ici contiennent à ce propos quelques bonnes phrases. On a l'intention de donner un peu plus de liberté. Cela vient peut-être un peu tard. Peut-être croit-on qu'il est possible de donner un peu plus de liberté à « ceux qui ont été foulés aux pieds » et qui ne peuvent plus bouger. Mais laissons là les thèses et considérons les faits. On a toujours dit que nos partis devaient être édifiés sur le principe du centralisme démocratique. Ce serait peut-être une fort bonne chose si nous trouvions pour démocratie une autre expression. Mais la formule a été donnée par Lénine. Comment réaliser le centralisme démocratique ? Au moyen de l'éligibilité des camarades, de la consultation de la masse du parti pour résoudre certaines questions. Il peut bien sûr y avoir des exceptions à cette règle dans un parti révolutionnaire. Il est admissible que la centrale dise parfois : camarades, le parti devrait normalement vous consulter, mais comme la lutte contre notre ennemi vient d'entrer dans une période dangereuse, comme il n'y a pas une minute à perdre, nous agissons sans vous consulter.

Mais ce qui est dangereux, c'est de donner l'impression d'une consultation alors qu'il s'agit d'une initiative prise d'en haut, c'est d'abuser de l'emprise qu'a la centrale sur tout l'appareil du parti et sur la presse. Nous avons dit en Italie que nous acceptons la dictature, mais que nous détestons ces méthodes « à la Giolitti ». La démocratie bourgeoise est-elle autre chose qu'un moyen de tromperie ? Est-ce peut-être cette démocratie-là que vous nous accordez dans le parti et que vous voulez réaliser ? Alors, il vaudrait mieux une dictature qui, elle, a le courage de ne pas se masquer hypocritement. Il faut introduire une véritable forme démocratique, c'est-à-dire une démocratie qui permette à la centrale de tirer de l'appareil du parti tout son profit, au bon sens du mot. Sinon il ne peut y avoir que malaise et insatisfaction, surtout dans les milieux ouvriers. Il nous faut un régime sain dans le parti. Il est absolument indispensable que le parti ait la possibilité de se faire une opinion et de l'exprimer ouvertement. J'ai dit lors du congrès italien que l'erreur qui a été commise, c'est de n'avoir pas fait à l'intérieur du parti une différence nette entre agitation et propagande. L'agitation s'adresse à une grande masse d'individus, auxquels on rend claires quelques

idées simples, alors que la propagande touche un nombre relativement restreint de camarades à qui on explique un plus grand nombre d'idées plus compliquées. L'erreur qui a été commise, c'est de s'être limité à de l'agitation à l'intérieur du parti ; on a considéré par principe la masse des membres du parti comme inférieurs, on les a traités comme des éléments que l'on peut mettre en mouvement, et non comme facteur d'un travail commun. On peut comprendre jusqu'à un certain point l'agitation fondée sur des formules à apprendre par cœur, quand on recherche l'effet le plus grand au moyen de la plus petite dépense d'énergie, quand il faut mettre en mouvement de grandes masses, là où le facteur de la volonté consciente ne joue qu'un rôle limité. Mais il n'en va pas de même avec le parti. Nous exigeons que l'on en finisse avec cette méthode d'agitation à l'intérieur du parti. Le parti doit rassembler autour de lui cette partie de la classe ouvrière qui a une conscience de classe et dans laquelle règne la conscience de classe ; si du moins vous ne revendiquez pas la théorie des élus, qui, parmi d'autres accusations non fondées, nous a été autrefois imputée. Il est nécessaire que la grande masse des membres du parti se forge une conscience politique commune et qu'elle étudie les problèmes que se pose le parti communiste. En ce sens il est d'une extrême urgence de changer le régime interne du parti.

Venons-en aux fractions. A mon sens on peut poser la question des fractions du point de vue de la morale ou du code pénal. Y a-t-il dans l'histoire un seul exemple d'un camarade créant une fraction pour s'amuser ? Cela ne s'est jamais produit. Y a-t-il un exemple montrant que l'opportunisme a pénétré dans le parti par le moyen de fractions, que l'organisation de fractions a servi de base à une mobilisation de la classe ouvrière par l'opportunisme et que le parti révolutionnaire a été sauvé par l'intervention des pourfendeurs de fractions ? Non, l'expérience montre que l'opportunisme entre toujours dans nos rangs sous le masque de l'unité. Il est de son intérêt d'influencer la masse la plus grande possible, aussi fait-il toujours ses propositions dangereuses sous le masque de l'unité. L'histoire des fractions montre en général que les fractions ne sont pas à l'honneur des partis à l'intérieur desquels elles se forment, mais bien des camarades qui les forment. L'histoire des fractions est l'histoire de Lénine, ce n'est pas l'histoire des coups portés aux partis révolutionnaires, mais au contraire l'histoire de leur cristallisation et de leur défense contre les influences opportunistes.

Quand une fraction essaie de se former, il faut avoir des preuves pour dire que c'est, directement ou indirectement, une manœuvre de la bourgeoisie pour pénétrer dans le parti. Je ne crois pas qu'une telle manœuvre prenne en général cette forme. Au congrès italien nous avons posé la question à propos de la gauche de notre parti. Nous connaissons l'histoire de l'opportunisme. Quand un groupe devient-il le représentant de l'influence bourgeoise dans un parti prolétarien ? Ces groupements ont trouvé en général un sol favorable parmi les fonctionnaires syndicaux ou les représentants du parti au parlement.

Ou bien, il s'agit d'un groupe qui préconise dans les questions de

stratégie et de tactique du parti la collaboration des classes et des alliances avec d'autres groupes sociaux et politiques. Si on parle de fractions à détruire, il faudrait au moins pouvoir prouver qu'il s'agit d'une association avec la bourgeoisie ou avec des milieux bourgeois ou peut-être de relations personnelles. Si une telle analyse n'est pas possible, il est indispensable de chercher les causes historiques de la naissance de la fraction et de ne pas lui jeter l'anathème *a priori*. La naissance d'une fraction montre que quelque chose ne va pas. Pour remédier au mal, il faut rechercher les causes historiques qui ont suscité l'anomalie et qui ont déterminé la formation ou la tendance à former cette fraction. Les causes résident dans les erreurs idéologiques et politiques du parti. Les fractions ne sont pas la maladie, mais seulement le symptôme, et si on veut soigner l'organisme malade, on ne doit pas combattre les symptômes, mais on doit essayer de sonder les causes de la maladie. D'autre part, il s'agissait dans la plupart des cas de groupes de camarades qui ne faisaient aucune tentative pour créer une organisation ou rien de semblable. Il s'agissait de points de vue, de tendances qui cherchaient à se faire jour dans l'activité normale, régulière et collective du parti. Par la méthode de chasse aux fractions, de campagnes à scandale, de surveillance policière et de méfiance à l'égard des camarades, une méthode qui représente en réalité le pire fractionnisme se développant dans les couches supérieures du parti, on n'a pu que détériorer la situation de notre mouvement et pousser toute critique objective dans la voie du fractionnisme.

Ce n'est pas avec de tels moyens que se crée l'unité intérieure du parti, ils ne font que paralyser le parti et le rendre impuissant. Une transformation radicale des méthodes de travail est absolument indispensable. Si nous ne mettons pas fin à tout cela, les conséquences seront très graves.

Nous en avons un exemple dans la crise du parti français. Comment s'est-on attaqué aux fractions dans le parti français ? Très mal — par exemple dans la question de la fraction syndicaliste qui est en train de naître. Certains des camarades exclus du parti sont retournés à leurs premières amours, ils publient un journal dans lequel ils exposent leurs idées. Il est clair qu'ils ont tort. Mais les causes de cette importante déviation ne doivent pas être cherchées dans les caprices des méchants enfants Rosmer et Monatte. Elles doivent bien plutôt être cherchées dans les erreurs du parti français et de toute l'Internationale.

Après notre entrée en lice sur le terrain théorique contre les erreurs du syndicalisme, nous avons réussi à soustraire de larges masses d'ouvriers à l'influence d'éléments syndicalistes et anarchistes. Or maintenant ces conceptions reprennent vie. Pourquoi ? Entre autres parce que le régime interne du parti, le machiavélisme excessif, a fait mauvaise impression sur la classe ouvrière, et a rendu possible la renaissance de ces théories ainsi que du préjugé qui veut que le parti politique soit quelque chose de sale et que seule la lutte économique puisse sauver la classe ouvrière.

Ces erreurs de fond menacent de reparaître dans le prolétariat parce que l'Internationale et les partis communistes n'ont pas été capables de fournir la preuve, au moyen des faits ainsi que d'exposés théoriques simples,

de la différence essentielle qu'il y a entre la politique au sens révolutionnaire et léniniste et la politique des vieux partis sociaux-démocrates dont la dégénérescence avant-guerre avait fait naître par réaction le syndicalisme.

Les vieilles théories de l'action économique opposées à toute activité politique ont enregistré quelques succès dans le prolétariat français, et cela parce qu'on a toléré toute une série d'erreurs dans la ligne politique du parti communiste.

SEMARD : Vous dites que les fractions ont leur cause dans les erreurs de la direction du parti. La fraction de droite se constitue en France juste au moment où la centrale reconnaît ses erreurs et les corrige.

BORDIGA : Camarade Semard, si vous voulez paraître devant le Bon Dieu avec le seul mérite d'avoir reconnu vos propres fautes, vous n'aurez pas assez fait pour le salut de votre âme.

Camarades, je crois qu'il est nécessaire de démontrer par notre stratégie et par notre tactique prolétarienne l'erreur que font ces éléments anarcho-syndicalistes.

On a maintenant l'impression dans la classe ouvrière que les faiblesses qui existent dans le parti communiste sont les mêmes que celles des autres partis politiques, et c'est pourquoi la classe manifeste une certaine méfiance à l'égard de notre parti. Cette méfiance a pour cause les méthodes et les manœuvres qui sont en usage dans nos rangs. Nous donnons l'impression de nous comporter, non seulement à l'égard du monde extérieur mais aussi dans la vie politique interne du parti, comme si la bonne « politique » était un art, une technique, la même pour tous les partis. On dirait que nous agissons en Machiavels, un manuel d'habileté politique dans la poche. Mais le parti de la classe ouvrière a pour tâche d'introduire une nouvelle forme de politique, qui n'a rien à voir avec les basses et insidieuses méthodes du parlementarisme bourgeois. Si nous ne démontrons pas cela au prolétariat nous n'arriverons jamais à exercer une influence solide et utile, et les anarcho-syndicalistes auront gagné la partie.

En ce qui concerne la fraction de droite en France, je n'hésite pas à dire que je la considère de façon générale comme un phénomène sain et non comme une preuve de la pénétration d'éléments petits-bourgeois dans le parti. La théorie et la tactique qu'elle préconise sont fausses, mais elle est pour une part une réaction très utile contre les erreurs politiques et le régime néfaste instauré par la direction du parti. Mais ce n'est pas seulement la centrale du parti français qui porte la responsabilité de ces erreurs. C'est la ligne générale de l'Internationale qui est à l'origine de la formation des fractions. Certes, sur la question du Front Unique, je me trouve en opposition absolue avec le point de vue de la droite française, mais à mon avis il est juste de dire que les décisions du V^e Congrès ne sont pas claires ni absolument satisfaisantes. Dans certains cas on autorise le Front Unique par en haut, mais on ajoute que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie

et qu'on doit se fixer pour but de démasquer ses dirigeants : c'est une position intenable. Les ouvriers français sont fatigués de cette sorte de tactique du Front Unique, telle qu'elle a été appliquée en France. Mais certains des dirigeants de l'opposition française sont, bien sûr, sur une mauvaise voie, diamétralement opposée à la véritable voie révolutionnaire, lorsqu'ils concluent dans le sens d'un Front Unique « loyal » et de la coalition avec la social-démocratie.

Bien sûr, si on limite le problème de la droite à la question de savoir si on a le droit de collaborer à un journal placé hors du contrôle du parti, il ne peut y avoir qu'une réponse. Mais cela ne saurait être une échappatoire. On doit essayer de corriger les erreurs et de réviser soigneusement la ligne politique du parti français, et sur bien des questions celle aussi de l'Internationale. On ne résoudra pas le problème en appliquant à l'encontre de l'opposition, de Loriot, etc., les règles d'un petit catéchisme du comportement personnel.

Pour corriger les erreurs il ne suffit pas de faire tomber des têtes, il faut s'efforcer de découvrir les erreurs originelles qui rendent possible et favorisent la formation des fractions.

On nous dit : pour trouver les erreurs dans notre machine à bolchévisation, il y a l'Internationale ; c'est à la majorité de l'Internationale qu'il revient d'intervenir si la centrale d'un parti commet des erreurs graves. Cela doit donner une garantie contre les déviations à l'intérieur des sections nationales. Dans la pratique, ce système a échoué. Nous avons eu l'exemple d'une telle intervention de l'Internationale en Allemagne. La centrale du K.P.D. était devenue toute-puissante et rendait impossible toute opposition dans le parti, et pourtant il s'est trouvé quelqu'un au-dessus d'elle qui a sanctionné à un certain moment tous les crimes et toutes les erreurs commis par cette centrale, c'est l'Exécutif de Moscou par sa Lettre Ouverte. Est-ce là une bonne méthode ? Non, certainement pas. Quel écho une telle action trouve-t-elle ? Nous en avons eu un exemple en Italie pendant notre discussion pour le congrès italien. Un camarade excellent, orthodoxe, est envoyé au congrès allemand. Il voit que tout va bien, qu'une majorité écrasante se prononce pour les thèses de l'Internationale, que la nouvelle centrale est élue dans un accord parfait, à l'exception d'une minorité négligeable. Le délégué italien s'en retourne et fait un rapport très favorable sur le parti allemand. Il écrit un article dans lequel il le dépeint aux camarades de la gauche italienne comme le modèle d'un parti bolchévik. Il est possible que de nombreux camarades de notre opposition soient devenus après cela des partisans de la bolchévisation. Deux semaines plus tard arrive la Lettre Ouverte de l'Exécutif... On apprend que la vie interne du parti allemand est très mauvaise, qu'il y a une dictature, que toute la tactique est complètement fautive, qu'on a commis de graves erreurs, qu'il y a de fortes déviations, que

l'idéologie n'est pas léniniste. On oublie que la gauche allemande a été proclamée au V^e Congrès une centrale parfaitement bolchévique, et on l'abat sans pitié. On use à son égard de la même méthode qu'on avait utilisée auparavant à l'égard de la droite. Au V^e Congrès le slogan était : « C'était la faute à Brandler » ; on dit maintenant : « C'est la faute à Ruth Fischer ». J'affirme qu'on ne peut gagner de cette manière la sympathie des masses ouvrières. On ne peut pas dire qu'une poignée de camarades soient coupables des erreurs commises. L'Internationale était là, qui suivait de près le cours des événements, et elle ne pouvait et ne devait ignorer ni les caractéristiques propres à chaque dirigeant ni leur activité politique. On dira maintenant que je défends la gauche allemande, de même qu'on a dit au V^e Congrès que je défendais la droite. Mais je ne me solidarise politiquement ni avec l'une ni avec l'autre, j'estime seulement que l'Internationale doit dans les deux cas prendre sur elle la responsabilité des erreurs commises, l'Internationale qui s'était solidarisée complètement avec ces groupes qu'elle avait présentés comme les meilleures directions et dans les mains desquels elle avait remis le parti.

L'intervention de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste contre les centrales des partis a donc en plusieurs circonstances été peu heureuse. La question est la suivante : comment l'Internationale travaille-t-elle, quels sont ses rapports avec les sections nationales et comment sont élus ses organes dirigeants ?

Au dernier Congrès, j'ai déjà critiqué nos méthodes de travail. Une collaboration collective véritable fait défaut dans nos organes dirigeants et dans nos congrès. L'organe suprême semble être un corps étranger aux sections, qui discute avec elles et choisit dans chacune une fraction à laquelle il donne son appui. Ce centre est soutenu, pour chaque question, par toutes les sections restantes, qui espèrent ainsi s'assurer un meilleur traitement lorsque leur tour sera venu. Parfois ceux qui s'abaissent à ce « maquignonage » ne sont même que des groupes de dirigeants unis par des liens purement personnels. On nous dit : la direction internationale provient de l'hégémonie du parti russe, puisque c'est lui qui a fait la révolution, puisque c'est dans ce parti que se trouve le siège de l'Internationale. C'est pourquoi il est juste d'accorder une importance fondamentale aux décisions inspirées par le parti russe. Mais un problème se pose : comment les questions internationales sont-elles résolues par le parti russe ? Cette question, nous avons tous le droit de la poser.

Depuis les derniers événements, depuis la dernière discussion, ce point d'appui de tout le système n'est plus assez stable. Nous avons vu, dans la dernière discussion du parti russe, des camarades qui revendiquaient la même connaissance du léninisme et qui avaient indiscutablement le même droit de parler au nom de la tradition révolutionnaire bolchévique, discuter entre eux en utilisant les uns contre les autres des citations de Lénine et interpréter chacun en sa faveur l'expérience russe. Sans entrer dans le fond de la discussion, c'est un fait indiscutable que je voudrais établir ici.

Qui, dans cette situation, décidera en dernière instance des problèmes internationaux ? On ne peut plus répondre : la vieille garde bolchévique, car cette réponse ne résoud rien en pratique. C'est le premier point d'appui du système qui se dérobe à notre enquête objective. Mais il en résulte que la solution doit être tout autre. Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un sommet et des côtés qui tendent vers ce sommet. C'est ainsi qu'on peut représenter l'unité et la nécessaire centralisation. Mais aujourd'hui, du fait de notre tactique, notre pyramide repose dangereusement sur son sommet ; il faut donc renverser la pyramide ; ce qui maintenant est au-dessous doit passer par-dessus, il faut la mettre sur sa base pour qu'elle retrouve son équilibre. La conclusion à laquelle nous aboutissons sur la question de la bolchévisation est donc qu'il ne faut pas se contenter de simples modifications d'ordre secondaire, mais que tout le système doit être modifié de fond en comble.

La situation actuelle et les tâches de l'avenir

Après avoir ainsi tiré le bilan de l'activité passée de l'Internationale, je voudrais passer à l'appréciation de la situation actuelle et aux tâches de l'avenir. Nous sommes tous d'accord sur ce qui a été dit dans l'ensemble sur la stabilisation, de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir. La décomposition du capitalisme est entrée dans une phase moins aiguë. La conjoncture a connu, dans le cadre de la crise générale du capitalisme, certaines fluctuations.

Nous continuons d'avoir devant nous la perspective de l'écroulement final du capitalisme. Mais quand on se pose cette question de perspective, on fait à mon sens une erreur d'évaluation. Il y a plusieurs modes d'approche de ce problème de la perspective. A mon avis le camarade Zinoviev nous a rappelé ici des choses fort utiles lorsqu'il a parlé de la double perspective du camarade Lénine.

Si nous étions une société savante vouée à l'étude des événements sociaux, nous pourrions tirer des conclusions plus ou moins optimistes, sans que cela influe de quelque façon sur ces événements. Mais cette perspective purement scientifique ne saurait suffire à un parti révolutionnaire, qui prend part à tous les événements, qui est lui-même un de leurs facteurs et qui ne peut décomposer sa fonction de façon métaphysique, en séparant d'un côté la connaissance précise de cette fonction et de l'autre la volonté et l'action. C'est pourquoi notre parti doit toujours être directement relié à ses buts ultimes. Il est nécessaire d'avoir toujours sous les yeux la perspective révolutionnaire, même quand le jugement scientifique nous oblige à tirer des conclusions pessimistes. On ne peut interpréter comme une banale erreur scientifique le fait que Marx ait attendu la révolution en 1848, 1859, 1870, et que Lénine après 1905 l'ait prophétisée pour 1907, c'est-à-dire dix ans avant son triomphe. C'est même une preuve du perçant regard révolutionnaire de ces grands dirigeants. Il ne s'agit pas non plus d'une puérile exagé-

ration, qui entendrait constamment la révolution frapper à la porte, il s'agit de la véritable faculté révolutionnaire, qui reste intacte malgré toutes les difficultés du développement historique. La question de la perspective est une question très intéressante pour nos partis, il faudrait que nous puissions l'examiner à fond. Je considère qu'il est inadmissible d'affirmer : la conjoncture s'est sensiblement modifiée dans un sens défavorable pour nous, la situation n'est plus celle de 1920 — voilà l'explication et la justification de la crise interne dans différentes sections et dans l'Internationale. Cela peut certes nous aider à expliquer les causes de telle ou telle erreur, mais cela ne les justifie pas. D'un point de vue politique, c'est insuffisant. Nous ne devons pas considérer avec résignation comme une réalité immuable le régime défectueux de nos partis actuels parce que la conjoncture extérieure nous est défavorable. Ainsi formulée, la question n'est pas correctement posée. Il est clair que si notre parti est un facteur des événements, il est aussi en même temps leur produit. Même si nous réussissons à avoir un vrai parti révolutionnaire. En quel sens les événements se reflètent-ils dans ce parti ? Dans le sens que le nombre de nos partisans grossit et que notre influence sur les masses s'accroît quand la crise du capitalisme nous fournit une situation favorable. Si la conjoncture nous devient à un moment donné défavorable, il est possible que nos forces baissent quantitativement, mais notre idéologie ne doit pas en souffrir, et ce ne sont pas seulement notre tradition, notre organisation, mais aussi la ligne politique qui doivent rester intactes. Si nous croyons que, pour préparer les partis à leur tâche révolutionnaire, il faut s'appuyer sur une situation de crise progressive du capitalisme, notre perspective relève de schémas tout à fait faux, car alors nous estimons qu'une période de crise longue et progressive est nécessaire à la consolidation de notre parti : mais quand nous en serons là, la situation économique devra nous faire le plaisir de rester quelque temps encore révolutionnaire pour nous permettre de passer à l'action. Si la crise s'accroît après une période de conjoncture incertaine, nous serons incapables de l'exploiter. Car nos partis, par suite de notre manière erronée de voir les choses, se trouveront inévitablement plongés dans le désarroi et l'impuissance.

Cela montre que nous ne savons pas tirer la leçon de notre expérience de l'opportunisme dans la II^e Internationale. On ne peut nier qu'avant la guerre mondiale il y a eu une période de prospérité du capitalisme et que la conjoncture du capitalisme était bonne. Cela explique en un certain sens la décomposition opportuniste de la II^e Internationale, mais cela ne justifie pas l'opportunisme. Nous avons combattu cette idée et refusé de croire que l'opportunisme soit un fait nécessaire et historiquement déterminé par les événements. La position que nous avons défendue, c'est que le mouvement doit opposer une résistance, et de fait la gauche marxiste a combattu l'opportunisme avant 1914 et exigé des partis prolétariens sains et révolutionnaires.

Il faut poser la question autrement. Même si la conjoncture et les perspectives nous sont défavorables ou relativement défavorables, il ne faut pourtant pas consentir avec résignation aux déviations opportunistes et les justifier sous prétexte que leurs causes doivent être cherchées dans la

situation objective. Et si une crise interne survient malgré cela, ses causes et les moyens d'y remédier doivent être cherchés ailleurs, c'est-à-dire dans le travail et dans la ligne politique du parti qui ne sont pas encore maintenant ce qu'ils auraient dû être. Cela concerne également la question des dirigeants que le camarade Trotsky pose dans la préface de son livre, « 1917 » ; il y analyse les causes de nos défaites, et propose une solution avec laquelle je me solidarise entièrement. Trotsky ne considère pas les dirigeants comme des hommes que le ciel nous destine tout spécialement. Non, il pose la question de toute autre manière. Les dirigeants aussi sont un produit de l'activité du parti, des méthodes de travail du parti et de la confiance que le parti a su gagner. Si le parti, malgré une situation changeante et parfois défavorable, suit une ligne révolutionnaire et combat les déviations opportunistes, la sélection des dirigeants, la constitution de l'état-major, s'accomplit de manière favorable, et si dans la période du combat final nous n'aurons pas toujours un Lénine, du moins aurons-nous une direction solide et courageuse — ce qu'aujourd'hui, dans l'état actuel de notre organisation, nous ne pouvons guère espérer.

Le gouvernement de gauche

Il y a encore un autre schéma de perspectives qui doit être combattu et auquel nous avons affaire quand nous passons de l'analyse purement économique à l'analyse des forces sociales et politiques. On estime généralement que nous devons considérer comme une situation politiquement favorable à notre combat celle qui est offerte par un gouvernement de la gauche petite-bourgeoise. Ce faux schéma entre avant tout en contradiction avec le premier, car c'est le plus souvent à une époque de crise économique que la bourgeoisie choisit un gouvernement formé à l'aide des partis de droite, pour pouvoir entreprendre une offensive réactionnaire, c'est-à-dire que les conditions objectives redeviennent pour nous défavorables. Pour atteindre à une solution marxiste du problème, il est nécessaire de renoncer à ces lieux communs.

Il est, en général, inexact qu'un gouvernement de la gauche bourgeoise nous soit favorable ; le contraire peut se produire. Les exemples historiques nous montrent combien nous serions fous d'imaginer que, pour nous faciliter la tâche, se formerait un gouvernement issu de ce qu'on appelle les classes moyennes, doté d'un programme libéral qui nous permettrait d'organiser la lutte contre un appareil d'Etat affaibli.

Là aussi, il s'agit de l'influence qu'exerce une interprétation erronée de l'expérience russe. Dans la révolution de 1917 est tombé le premier appareil d'Etat, et il s'est formé un gouvernement appuyé par la bourgeoisie libérale et par la petite bourgeoisie. Mais aucun appareil d'Etat solide ne s'est constitué pour remplacer l'autocratie tsariste par la domination économique du capital et une représentation parlementaire moderne. Avant qu'un tel appareil ait pu s'organiser, le prolétariat, conduit par le parti communiste,

a réussi à attaquer avec succès le gouvernement. On pourrait alors croire que les choses devraient suivre le même cours dans les autres pays, qu'un beau jour le gouvernement passera des mains des partis bourgeois dans les mains des partis du centre, que l'appareil d'Etat en sera affaibli, de sorte que le prolétariat n'aura guère de mal à l'abattre. Mais cette perspective simplifiée est complètement fausse. Quelle est la situation dans les autres pays ? Peut-on comparer un changement dans le gouvernement par lequel un gouvernement de droite est remplacé par un gouvernement de gauche, par exemple le Bloc des Gauches à la place du Bloc National en France, avec une transformation historique des fondements de l'Etat ? Il est possible que le prolétariat mette cette période à profit pour consolider ses positions. Mais s'il ne s'agit que du simple passage d'un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche, on ne peut y voir la situation, favorable au communisme, de la désagrégation générale de l'appareil d'Etat.

Avons-nous donc des exemples historiques concrets de cette évolution supposée qui verrait un gouvernement de gauche aplanir la voie de la révolution prolétarienne ? Non, nous n'en avons pas.

En 1919 en Allemagne, une gauche bourgeoise a tenu le gouvernement. Il y a même eu des périodes où la social-démocratie se trouvait à la tête du gouvernement. Malgré la défaite militaire de l'Allemagne, malgré une crise très grave, l'appareil d'Etat n'a connu aucune transformation fondamentale de nature à faciliter la victoire du prolétariat, et non seulement la révolution communiste s'est effondrée, mais ce sont les sociaux-démocrates eux-mêmes qui ont été ses bourreaux.

Si, par notre tactique, nous avons contribué à placer un gouvernement de gauche à la barre, la situation en deviendra-t-elle pour nous plus favorable ? Non, absolument pas. C'est une conception menchévique de croire que les classes moyennes pourraient créer un autre appareil d'Etat que celui de la bourgeoisie, et que l'on pourrait considérer cette période comme une période de transition pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Certains partis de la bourgeoisie ont un programme, et avancent des revendications, qui ont pour but de gagner les classes moyennes. Il ne s'agit pas là en général du passage du pouvoir d'un groupe social à un autre, mais seulement d'une nouvelle méthode du combat que nous livre la bourgeoisie, et nous ne pouvons pas dire, si un tel changement se produit, que ce soit là le moment le plus favorable pour notre intervention. Cette évolution peut être exploitée, mais à la condition que notre attitude antérieure ait été parfaitement claire et que nous n'ayons pas appelé de nos vœux le gouvernement de gauche.

Peut-on par exemple considérer le fascisme en Italie comme la victoire de la droite bourgeoise sur la gauche bourgeoise ? Non, le fascisme est plus que cela ; il est la synthèse de deux méthodes de défense des classes bourgeoises. Les dernières mesures du gouvernement fasciste ont montré que la composition sociale du fascisme : petite bourgeoisie et demi-bourgeoisie, n'en fait pas un agent moins direct du capitalisme. En tant qu'organisation

de masse (l'organisation fasciste compte un million de membres) et alors qu'au même moment la réaction la plus brutale s'abat sur tout adversaire qui ose s'attaquer à l'appareil d'Etat, il s'efforce de réaliser la mobilisation des plus larges masses à l'aide des méthodes social-démocrates.

Le fascisme a dans ce domaine essuyé des défaites. Cela renforce notre point de vue sur la lutte des classes. Mais ce qui ressort de là de la façon la plus évidente, c'est l'impuissance absolue des classes moyennes. Elles sont passées au cours des dernières années par trois stades : en 1919-1922 elles ont formé les cadres des chemises noires ; en 1923, après l'assassinat de Matteotti, elles sont passées à l'opposition ; aujourd'hui les voilà de nouveau du côté du fascisme. Elles sont toujours du côté du plus fort.

Il y a un autre fait à noter. On trouve dans les programmes de presque tous les partis et des gouvernements de gauche le principe selon lequel, même si on doit donner à tous l'ensemble des « garanties » libérales, il faut faire une exception pour les partis dont le but est de détruire les institutions étatiques, c'est-à-dire pour les partis communistes.

A l'erreur de perspective qui ne voit pour nous que des avantages dans un gouvernement de gauche, correspond l'hypothèse que les classes moyennes sont capables de trouver une solution indépendante au problème du pouvoir. C'est sur une grave erreur que repose à mon avis la prétendue nouvelle tactique utilisée en Allemagne et en France, et en fonction de laquelle le parti communiste italien a fait à l'opposition antifasciste de l'Aventin la proposition de former un contre-parlement. Je ne peux comprendre qu'un parti aussi riche de traditions révolutionnaires que notre parti allemand prenne au sérieux les sociaux-démocrates quand ils lui reprochent de faire le jeu de Hindenburg en présentant ses propres candidats. Le plan de la bourgeoisie pour atteindre à une mobilisation contre-révolutionnaire des masses consiste en général à proposer un dualisme politique et historique à la place de l'opposition de classes entre bourgeoisie et prolétariat, tandis que le parti communiste, lui, s'en tient à ce dualisme de classes, non parce qu'il est le seul dualisme possible dans la perspective sociale et sur le terrain des fluctuations du pouvoir parlementaire, mais bien parce qu'il est le seul dualisme capable historiquement de mener au renversement révolutionnaire de l'appareil de l'Etat de classe et à la formation du nouvel Etat. Ce n'est pas par des déclarations idéologiques et par une propagande abstraite, mais par le langage de nos actes et par la clarté de notre position politique que nous pouvons amener les plus larges masses à la conscience de ce dualisme. Lorsqu'en Italie on fit aux antifascistes bourgeois la proposition de se constituer en contre-parlement avec participation des communistes, même si on écrivait dans notre presse qu'on ne peut avoir absolument aucune confiance dans ces partis, même si par ce moyen on voulait les démasquer, on incita en pratique les masses à attendre des partis de l'Aventin le renversement du fascisme, et à considérer que le combat révolutionnaire et la formation d'un contre-Etat sont possibles non sur une base de classe, mais sur la base de la collaboration avec les éléments petits-bourgeois et même avec des groupes capitalistes. Cette manœuvre n'a pas réussi à rassembler

de larges masses sur un front de classe. Non seulement cette tactique toute nouvelle n'est pas conforme aux décisions du V^e Congrès, mais elle entre, à mon sens, en contradiction avec les principes et le programme du communisme.

Quelles sont nos tâches pour l'avenir ? Cette assemblée ne saurait s'occuper sérieusement de ce problème sans se poser dans toute son ampleur et sa gravité la question fondamentale des rapports historiques entre la Russie soviétique et le monde capitaliste. Avec le problème de la stratégie révolutionnaire du prolétariat et du mouvement international des paysans et des peuples coloniaux et opprimés, la question de la politique d'Etat du parti communiste en Russie est aujourd'hui pour nous la question la plus importante. Il s'agit de résoudre heureusement le problème des rapports de classe à l'intérieur de la Russie, il s'agit d'appliquer les mesures nécessaires à l'égard de l'influence des paysans et des couches petites-bourgeoises qui sont en train de se former, il s'agit de lutter contre la pression extérieure qui aujourd'hui est purement économique et diplomatique et qui demain sera peut-être militaire. Puisque un bouleversement révolutionnaire ne s'est pas encore produit dans les autres pays, il est nécessaire de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat. Je n'entends pas approfondir ici cette question, mais j'affirme que dans cette lutte on doit s'appuyer, certes, en premier lieu sur la classe ouvrière russe et sur son parti communiste, mais qu'il est fondamental de s'appuyer également sur le prolétariat des Etats capitalistes. Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans les limites étroites du seul mouvement russe, la collaboration directe de toute l'Internationale communiste est absolument nécessaire.

Sans cette collaboration véritable, non seulement la stratégie révolutionnaire en Russie, mais aussi notre politique dans les Etats capitalistes seront gravement menacés. Il se pourrait qu'apparaissent des tendances visant à réduire le rôle des partis communistes. Nous sommes déjà attaqués sur ce terrain, bien sûr pas depuis nos propres rangs, mais par les sociaux-démocrates et les opportunistes. Cela est en rapport avec nos manœuvres en vue de l'unité syndicale internationale et avec notre comportement vis-à-vis de la II^e Internationale. Nous pensons tous ici que les partis communistes doivent maintenir inconditionnellement leur indépendance révolutionnaire ; mais il est nécessaire de mettre en garde contre la possibilité d'une tendance à vouloir remplacer les partis communistes par des organismes d'un caractère moins clair et explicite, qui n'agiraient pas rigoureusement sur le terrain de la lutte de classe et nous affaibliraient, nous neutraliseraient politiquement. Dans la situation actuelle, la défense du caractère international et communiste de notre organisation de parti contre toute tendance liquidatrice est une tâche commune indiscutable.

Pouvons-nous, après la critique que nous avons faite de la ligne générale, considérer l'Internationale, telle qu'elle est aujourd'hui, suffisamment armée pour cette double tâche stratégique en Russie et dans les autres pays ?

Pouvons-nous exiger la discussion immédiate de tous les problèmes russes par cette assemblée ? A cette question nous devons hélas répondre non.

Une révision sérieuse de notre régime intérieur est absolument nécessaire ; il est en outre nécessaire de mettre à l'ordre du jour de nos partis les problèmes de la tactique dans le monde entier et les problèmes de la politique de l'Etat russe ; mais cela ne peut se faire qu'au travers d'un cours nouveau, avec des méthodes complètement différentes.

Dans le rapport et dans les thèses proposées nous ne trouvons aucune garantie suffisante à cet égard. Ce n'est pas d'un optimisme officiel que nous avons besoin ; nous devons comprendre que ce n'est pas avec des méthodes aussi mesquines que celles que nous voyons trop souvent employer ici, que nous pouvons nous préparer à assumer les tâches importantes qui se présentent à l'état-major de la révolution mondiale.

Neuvième séance (25 février 1926)

Au cours de la neuvième séance (25 février 1926), également consacrée à la discussion du rapport présenté par Zinoviev au nom de l'Exécutif de l'Internationale, Bordiga reprit la parole pour répondre en particulier à Boukharine et à Togliatti (Ercoli) dont les discours avaient occupé une grande partie de la séance précédente du même jour.

Utilisant une méthode qui ne lui était que trop familière en ces années-là, et qui consistait à construire de toutes pièces une image tendancieuse de l'adversaire pour pouvoir mieux la démolir ensuite, Boukharine avait accusé le représentant de la Gauche de ne rien savoir faire d'autre que « décliner le mot révolution » sans se préoccuper d'analyser « les rapports entre la perspective révolutionnaire et la réalité sous tous ses aspects » ; d'ignorer le caractère particulier de la situation en Europe occidentale, marquée par l'existence de « partis et de syndicats social-démocrates puissants » ; de sous-estimer le déplacement en cours vers la gauche au sein de la classe ouvrière dans les différents pays, et donc les tâches tactiques que les partis communistes devaient remplir pour tirer parti de ce déplacement ; de s'être contredit en critiquant la bolchévisation avec l'argument que la révolution n'est pas une question de forme d'organisation et en suggérant ensuite comme idéale une autre formule d'organisation, basée sur des sections territoriales plutôt que sur des cellules d'usine et d'entreprise ; d'avoir soutenu (« position social-démocrate ») qu'en Occident les ouvriers ne s'intéressent pas aux grandes questions de principe ; d'avoir exalté le fractionnisme et donc d'avoir nié le principe de la centralisation et de la discipline. Tout cela démontrait, selon Boukharine, une conception antidialectique et donc antimarxiste du parti, de la classe et de leurs rapports réciproques, et le seul mérite qu'on pouvait reconnaître à Bordiga, c'était la franchise, le refus

de la dissimulation et de la manœuvre. Le bref discours s'était achevé sur l'engagement solennel de l'Internationale d'instaurer un régime de démocratie interne et de faire participer les sections nationales à l'élaboration de la stratégie et de la tactique communes.

Quant au discours de Togliatti, il avait utilisé comme « argument » les grands succès enregistrés par le parti en Italie avant, pendant et après la crise Matteotti, depuis que la Gauche avait été éliminée de la direction, succès qui prouvaient selon lui (comme si c'était, comme si cela pouvait être le problème) que « Bordiga n'est pas le grand chef révolutionnaire » qu'on pouvait croire à première vue.

Nous laissons à la réplique de Bordiga le soin de répondre à de pareils arguments. On remarquera le clair avertissement adressé à la fin du discours à l'Opposition russe quant au sort qui attendait nécessairement des hommes « qui non seulement ont une tradition révolutionnaire, mais restent des éléments précieux pour nos luttes futures », si l'on devait poursuivre avec les méthodes et sur la voie suivies par l'Internationale au cours des dernières années : ils seraient traités de la même façon que la Gauche italienne vilipendée. On sait que quelques mois suffirent pour qu'ils soient accusés, dans un crescendo effrayant, de pessimisme, de social-démocratie, de kautskysme, d'abstraction, de fractionnisme et ainsi de suite. C'étaient là de « sombres présages » que les travaux de l'Exécutif élargi confirmaient, et qui bientôt, devaient tragiquement se réaliser.

Une seule observation à propos du discours de Togliatti : nous dédions les allusions de Bordiga aux méthodes scandaleuses de « consultation du parti » et de préparation du III^e Congrès du P.C. d'Italie (Congrès de Lyon, janvier 1926) à ceux qui voient en Gramsci un pionnier de la lutte... contre Staline, en les renvoyant pour plus de détails à la troisième partie des Thèses de Lyon et, au cas où ils obtiendraient de Moscou la permission de consulter les archives du Komintern, au recours envoyé par la Gauche tout de suite après le III^e Congrès du Parti. On peut aussi consulter, comme exemple de parfait style stalinien, l'année 1925 de « L'Unità »...

BORDIGA : Camarades, dans mon discours, je me suis occupé des aspects généraux de la politique de l'Internationale. Or divers orateurs ne se sont pas référés seulement à mes affirmations générales, mais ont aussi parlé un peu des problèmes italiens, que je n'avais presque pas mentionnés. Je suis obligé de répondre très brièvement à ce qui a été dit.

Avant tout parlons donc de ce fameux système, de cette nouvelle théorie de la gauche italienne. On se plaît à répéter : « Le système de Bordiga, la théorie de Bordiga, la métaphysique de Bordiga », et on prétend que je suis tout seul, que je n'expose ici que mes propres idées et ma seule critique. On veut présenter ma position comme m'étant strictement personnelle. Mais, bien qu'on ait récemment proclamé « officiellement » la défaite de la gauche italienne, dont je dirai encore quelques mots, je dois

déclarer une fois de plus que, loin d'amuser le congrès avec les productions spirituelles d'un individu, je représente ici les positions soutenues par un groupe au sein du mouvement communiste d'Italie. On dira peut-être qu'il ne s'agit que d'un groupe insignifiant, d'une petite minorité ; mais je ne crois pas que ce soit juste. Un camarade, un ouvrier qui appartient à la gauche et qui vit en Russie, me disait voici quelques jours des choses fort intéressantes, en particulier : « Nous jouons d'une certaine façon un rôle international. Car le peuple italien est un peuple d'émigrants au sens économique et social du mot, et depuis le fascisme il l'est aussi au sens politique ». C'est un fait qu'après la marche sur Rome, des milliers de bons camarades se sont dispersés dans le monde entier et ont fait de leur mieux dans les différents partis. Ce camarade a fait une remarque naïve que je trouve très intéressante : « Il en va de nous à peu près comme des Juifs, et si nous avons été battus en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Juifs, eux non plus, ne sont pas puissants en Palestine, mais ailleurs... »

Ce ne sont donc pas des idées exclusivement personnelles que je défends ici, mais celles de tout un groupe.

Examinons ce fameux système de la gauche italienne. On prétend que la discussion qui a eu lieu à notre conférence a montré que sur plusieurs questions fondamentales, celle de la nature du parti, du rôle du parti, des rapports entre l'activité du parti et la situation générale, du rapport du parti avec les masses, il existerait des divergences de principe entre nous et l'Internationale, entre nous et le marxisme-léninisme. Je ne peux évidemment revenir maintenant sur les grands problèmes théoriques. Tout le matériel de la conférence italienne est là, et on peut y voir que si nous reconnaissons franchement (et je l'ai expliqué dans mon premier discours) que nous nous écartons systématiquement de la ligne de l'Internationale dans les questions tactiques concernant le développement de la stratégie révolutionnaire quand on passe de la révolution russe à la révolution mondiale, nous soutenons d'un autre côté que, sur toutes les questions générales et de programme, celle de la nature du parti et de son rôle historique ainsi que celle des rapports du parti avec les masses, notre position théorique est absolument correcte d'un point de vue marxiste. Je dirai plus : pour nous, ce sont précisément ceux qui nous critiquent qui sont en train de se fourvoyer. Quand, par exemple, le camarade Ercoli, représentant de la majorité officielle du parti italien, intervient dans la question des cellules d'usines en affirmant que ce sont elles qui incarnent la liaison entre le parti et les masses et qu'elles représentent le terrain d'activité essentiel de notre parti, qu'elles réclament même toutes nos capacités de travail, j'estime qu'il s'agit là d'une très grave déviation. Au cours de la discussion du parti italien, nous nous sommes efforcés de définir bon nombre de déviations du groupe auquel appartient le camarade Ercoli, en procédant à une analyse complète et approfondie. Si tout le travail du parti se résume à établir la jonction avec les masses, et si dès que cette jonction est réalisée, tout le reste va de soi, nous sommes en plein menchévisme. La liaison avec les

masses est nécessaire, mais un aspect du problème est précisément que les masses trouvent dans notre parti un centre, autour duquel elles puissent se grouper et qui soit capable de les orienter et de les conduire suivant les buts finaux révolutionnaires. Nous avons l'expérience de partis qui avaient bien les masses derrière eux, mais qui, n'étant pas de véritables partis révolutionnaires, menèrent ces masses à la défaite.

On ne peut nier que dans certaines situations les masses sont poussées à s'orienter vers une politique non communiste. Dans un tel cas le postulat d'Ercoli est totalement opportuniste. Quand, au lieu de tendre à la conquête des masses, on fait de cette conquête l'exigence primordiale, c'est du pur menchévisme qu'on nous propose. Il ne suffit pas d'examiner si les cellules nous permettent d'avoir avec les masses une liaison importante — ce qui resterait encore à voir — mais si cette liaison a un caractère révolutionnaire. Car si n'importe quelle liaison organique avec les masses passe, en tant que telle, pour révolutionnaire, cela prouve que nous avons raison d'affirmer qu'en fondant l'organisation sur les cellules d'entreprise, on aboutit à l'ouvriérisme et au labourisme.

Etablir une correspondance automatique entre la base sociale au sens étroit de ce terme et la nature politique d'un parti reviendrait à soutenir que n'importe quel parti qui organise la classe ouvrière est nécessairement, par là-même, un parti révolutionnaire. Mais c'est là du menchévisme. Aussi j'affirme, sans entrer plus avant dans cette question, que ce n'est pas nous qui avons abandonné la voie tracée par la théorie de Marx et de Lénine.

Le camarade Boukharine a critiqué mon discours d'une manière très amicale et cordiale. Il est inutile de dire ici quel bon polémiste est le camarade Boukharine, mais il a procédé cette fois comme à son habitude... Il présente mes positions à sa façon, et à la lumière de la légende depuis longtemps accréditée sur les théories de Bordiga.

Je ne prétends pas être beau, mais l'image que donne de moi Boukharine est affreuse. Il m'impute certaines formulations, puis il s'attaque à ces formulations et les réduit en poussière. Il nous a dit dans son discours que le régime intérieur de l'Internationale Communiste doit être changé. En même temps, sa pratique personnelle de la polémique nous incite à nous montrer très pessimistes quant à ce projet d'amendement du régime intérieur. Le camarade Boukharine fait en effet ici l'agitateur. Ainsi, on ne fait pas seulement de l'agitation parmi les ouvriers, dans le parti, mais même au sein du plénum de l'Exécutif élargi. Permettez-moi de remarquer qu'il est peut-être plus facile d'en faire parmi vous que chez les ouvriers.

Le camarade Boukharine simplifie les idées. C'est chose très méritoire que de savoir simplifier et condenser en peu de mots des positions ; mais la difficulté consiste à les simplifier sans tomber dans l'agitation ; en participant au contraire au travail vraiment sérieux, au travail commun auquel nous voulons contribuer dans la mesure de nos forces.

Simplifier sans démagogie agitationniste, en cela réside le gros problème révolutionnaire. Ces maîtres en simplification sont très rares. Et le camarade

Boukharine possède sans nul doute des qualités exceptionnelles, qu'il devrait employer dans ce sens au sein de l'Internationale. Mais je crois que depuis les discours de divers grands chefs de la révolution russe, nous n'avons pas entendu assez souvent des exposés qui s'élèvent à la hauteur de cette exigence : simplifier sans démagogie.

Je veux à présent dire quelques mots de certaines objections du camarade Boukharine. Il a développé l'argument suivant : les contradictions de Bordiga naissent de l'idée que la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation ; ce qui ne l'a pas empêché ensuite de traiter le problème de la bolchévisation d'un point de vue purement et exclusivement organisatif, en proposant pour résoudre le problème dans son ensemble une modification uniquement organisationnelle : le renversement de la fameuse pyramide. Rien de tout cela n'est vrai. D'abord, j'ai examiné la bolchévisation à différents points de vue : je l'ai critiquée sur les plans théorique, historique et tactique. Il est donc clair que je ne considère pas uniquement l'œuvre de bolchévisation comme un problème d'organisation, mais comme un problème politique mettant en jeu l'activité et la tactique de l'Internationale. De plus vous devez reconnaître que toute notre opposition concernait des problèmes tactiques, et que c'est surtout pour ces problèmes que nous avançons depuis longtemps des solutions différentes de celles qui ont été adoptées dans les congrès internationaux. Evidemment, la solution du problème ne se réduit pas à une simple modification organisationnelle. C'est pourquoi nous attendons qu'on prouve par l'action et par la tactique que nous avons réellement une direction saine et révolutionnaire.

Autre argument du camarade Boukharine : Bordiga s'oppose au transfert mécanique de l'expérience russe dans d'autres pays ; mais, oubliant le caractère spécifique de la situation dans les pays d'Europe occidentale, il commet l'erreur d'opérer lui-même ce transfert mécanique. C'est dénaturer ma position. En effet, j'ai dit : d'une façon générale toute l'expérience russe nous est utile. Nous ne devons jamais l'oublier, mais elle ne nous suffit pas. Je ne refuse donc pas d'utiliser l'expérience russe, mais je soutiens que l'expérience du parti russe ne peut contenir la solution complète des problèmes de la tactique révolutionnaire. Quel serait le caractère particulier de la stratégie révolutionnaire en Occident que j'aurais omis ? Le camarade Boukharine a dit que je n'ai pas mentionné dans mon exposé l'existence des grands partis et syndicats sociaux-démocrates. Mais c'est précisément la différence que j'ai développée. Pour montrer en quoi les rapports avec l'appareil d'Etat sont différents dans la révolution russe et à l'Ouest, j'ai dit que dans les pays occidentaux existe depuis longtemps un appareil d'Etat bourgeois-démocratique très stable, qui joue un rôle inconnu dans l'histoire du mouvement russe. Ce rôle peut éventuellement mener à la mobilisation du prolétariat par la bourgeoisie dans un sens opportuniste, et cela précisément au moyen des syndicats et du parti social-démocrate.

Mon analyse repose justement sur cet état de chose caractéristique de la situation en Occident. Les possibilités de mobilisation idéologique de la classe ouvrière sont beaucoup plus vastes dans des pays ayant des traditions

libérales qu'elles ne l'étaient en Russie, et c'est pourquoi les organisations social-démocrates connaissent à l'Ouest un important développement. Le camarade Boukharine ne peut donc pas dire que je me contredis, que je me rends coupable de transpositions mécaniques. Certes, je ne suis pas d'accord avec lui quand il dit que l'expérience russe nous impose précisément d'appliquer à l'Ouest sur une vaste échelle la tactique du front unique. Je crois que les camarades russes commettent là une erreur. Certaines manœuvres qui pouvaient réussir avec les partis menchévik ou socialiste-révolutionnaire, moins solidement liés à l'appareil d'Etat, certaines solutions tactiques ne peuvent être transférées sans danger aux pays occidentaux. Si nous essayons de le faire, nous nous heurterons à une mobilisation éventuelle du prolétariat par la bourgeoisie, et nous éprouverons de graves déceptions.

Je ne veux pas poursuivre maintenant cette analyse, que j'ai d'ailleurs déjà faite dans ma première intervention. Je souligne simplement que les contradictions dont parlait le camarade Boukharine n'existent pas.

Pour pouvoir résoudre les problèmes tactiques, nous avons besoin d'autre chose que de la seule bolchévisation, que du postulat suivant lequel il n'y a qu'à se reporter à l'histoire du parti bolchévik pour trouver les solutions. Nous avons besoin d'une plus ample expérience, et cette expérience, l'Internationale doit la puiser dans le mouvement international.

Encore une objection. D'après le camarade Boukharine, j'aurais dit, en parlant de la différence de la question des cellules en Russie et en Occident, que le problème de l'Etat, c'est-à-dire le problème politique central, qui s'est trouvé posé en Russie par l'histoire, ne le serait pas en Occident. Le camarade Boukharine prétend pour cette raison que j'ai une perspective pessimiste, social-démocrate. Mais ce que j'ai dit, c'est que, si nous limitons leur activité au cadre de la cellule d'entreprise, les travailleurs communistes risquent d'oublier le problème central de la conquête du pouvoir. Je pense que ce problème sera posé par l'histoire en Occident aussi, mais que notre rôle à nous, parti communiste, consiste précisément à donner au prolétariat les moyens de le régler d'une façon unitaire. Le parti doit éviter de se livrer à des manœuvres qui sauveraient la bourgeoisie. Il doit éviter de tomber dans le labourisme, qui a déjà souvent aidé la bourgeoisie à rester au pouvoir. Le problème s'est déjà posé, mais nous n'avons pas su exploiter l'occasion ; il ne suffit donc pas que l'histoire le pose. Donc cette objection aussi est injustifiée.

Je passe à la question italienne. Le camarade Ercoli a affirmé que ma critique de la tactique envers les antifascistes et de la proposition d'un anti-parlement est erronée, parce que je ne tiens pas compte de l'analyse de la situation, alors que la direction du parti italien s'appuie heureusement sur une analyse exacte de la nouvelle situation. Mais je soutiens que cette analyse est fautive. Nous avons entre les mains un document qui a provoqué beaucoup de discussions durant la préparation de la conférence. C'est le rapport du camarade Gramsci à la direction, rédigé en septembre 1924 (Matteotti a été assassiné en juin). Ce rapport contient une vision totalement

fausse ; à l'en croire, le fascisme était déjà battu par l'opposition bourgeoise, et la monarchie elle-même allait pratiquement le liquider par la voie parlementaire.

ERCOLI : Nous avons simplement prévu le compromis entre le fascisme et l'Aventin, qui a effectivement eu lieu.

BORDIGA : Vous avez prévu l'élimination de Mussolini. Le rapport de forces entre le fascisme et l'opposition a été apprécié d'une façon complètement fautive, et par conséquent toute l'analyse de la situation était erronée. Nous avons donc affaire à une erreur de perspective et à une fautive manœuvre du parti. On a utilisé la formule : la situation est à la démocratie. Cette prétendue analyse de la situation est vraiment surprenante : quand la situation est réactionnaire, le parti communiste ne peut rien faire ; et si la situation est démocratique, c'est aux partis petits-bourgeois d'agir. Cela revient à supprimer notre parti communiste.

Un autre argument d'Ercoli est : cette manœuvre était bonne, puisqu'elle a produit des résultats. D'abord, la critique que les camarades de la gauche ont faite de la tactique de l'anti-parlement a été dans une certaine mesure reconnue juste par les camarades du centre eux-mêmes. Il est dit par exemple que la décision de retourner au parlement aurait dû être prise beaucoup plus tôt et pas seulement après les vacances parlementaires. Nous disons plus : dès le premier moment, il ne fallait pas suivre l'opposition bourgeoise, il ne fallait pas participer à ses séances ni quitter la chambre avec elle.

Les camarades du centre disent : nous avons bien fait, puisque nous avons remporté des succès, que l'influence du parti a augmenté.

Mais la situation est celle-ci : un effondrement complet de l'opposition antifasciste bourgeoise et semi-bourgeoise. Dans une telle situation, le parti communiste aurait dû acquérir une influence décisive, surtout au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie ; il aurait dû se montrer capable, par sa ligne tactique, de tenir le rôle de troisième facteur, indépendant de la lutte des politiciens. Mais le cours des événements n'a pas été utilisé en ce sens. Le succès dont parle Ercoli a consisté dans un accroissement du nombre des adhérents. Mais le problème ne doit pas être confondu avec celui du nombre des adhérents. Actuellement, celui-ci décroît. Cependant notre direction prétend qu'il s'agit d'une diminution numérique accompagnée d'une augmentation de notre influence. Je parlais, moi, du rôle du parti en tant que facteur politique de la situation. Je voudrais bien être optimiste, mais tout prouve que nous n'avons rien gagné, ni exploité une situation très favorable.

J'en arrive à la dernière question dont je voulais parler, c'est-à-dire à la situation intérieure du parti. On nous a accusés d'être une organisation fractionnelle, et on a fondé sur cette accusation toute la préparation de la conférence. J'affirme que la fraction de gauche a fait dès le début de la conférence italienne une déclaration contestant la validité de la conférence

et demandant une décision de l'Internationale. Je ne veux pas évoquer ici certaines polémiques, mais je demande que les organes de l'Internationale vérifient certaines questions, telles par exemple les accusations incroyables portées par le camarade Ercoli à cette tribune contre les camarades de la gauche. Nous n'avons jamais incité des permanents du parti à quitter le parti et à travailler pour le Comité d'Entente. Nous ne l'avons jamais fait, car ç'aurait été une grosse faute. Le document sur lequel repose cette accusation n'a encore jamais été produit. Il y a juste une lettre du camarade censé avoir reçu cette suggestion, et on prétend qu'il y a aussi la lettre où elle lui est faite. Mais cette lettre, on ne l'a jamais vue. Maintenant on affirme qu'elle existe ; mais s'agissant d'une accusation aussi grave, nous avons le droit d'exiger qu'on l'appuie sur des preuves ; alors nous pourrions prouver que toute cette histoire est fausse. Laissons cela. On a parlé de l'activité de la gauche. On a dit par exemple que nous avons été battus dans les fédérations les plus fortes, et que le parti s'est affaibli dans celles où nous avons de l'influence. Mais c'est le contraire qui est vrai. Les fédérations dont parle Ercoli, Milan, Turin et Naples sont précisément celles où la fraction de gauche est la plus forte.

En ce qui concerne la façon dont la conférence a été préparée, il faut dire qu'on a inventé un système de consultation du parti tel que moi, Bordiga, j'ai en tant que membre d'une section du parti, voté pour les thèses de la direction ! Comment on y est arrivé, nous le verrons une autre fois. Mais cela donne une idée de la valeur des votes exprimés à la conférence.

Cependant cela nous importe peu. Je veux seulement dire aux camarades que dans notre polémique à la conférence nous avons critiqué l'ordinovisme des positions idéologiques et politiques de la direction de notre parti. Pour finir, considérant le fait qu'on nous forçait à participer à la direction, nous avons fait une déclaration sans équivoque.

Je termine, camarades. En ce qui touche au régime interne et au renversement de la pyramide, je ne peux répondre ici à ce qu'a dit le camarade Boukharine sur cette question et celle des fractions. Mais je demande ceci : y aura-t-il à l'avenir un changement dans nos rapports intérieurs ? Cette séance plénière montre-t-elle que l'on prendra une nouvelle voie ? Au moment même où on affirme ici que le régime de la terreur intérieure doit cesser, les déclarations des délégués français et italiens suscitent en nous quelques doutes, bien que les thèses parlent de donner au parti une vie nouvelle. Nous attendons de vous voir à l'œuvre.

Je crois, pour ma part, que la chasse au prétendu fractionnisme va continuer et donnera les résultats qu'elle a donnés jusqu'ici. On peut le voir également dans la manière dont on s'efforce de régler la question allemande et diverses autres questions. Je dois dire que cette méthode de l'humiliation personnelle est une méthode déplorable, même quand elle est utilisée contre des éléments politiques qui méritent d'être durement combattus. Je ne crois pas que ce soit un système révolutionnaire. Je pense que la majorité qui prouve aujourd'hui son orthodoxie en s'amusant aux dépens des pécheurs persécutés est très probablement composée d'anciens opposants humiliés.

Nous savons que ces méthodes ont été appliquées, et peut-être le seront encore, à des camarades qui non seulement ont une tradition révolutionnaire, mais restent des éléments précieux pour nos luttes futures. Cette manie d'autodestruction doit cesser si nous voulons vraiment poser notre candidature à la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Le spectacle de cette séance plénière m'ouvre de sombres perspectives pour ce qui est des changements à venir dans l'Internationale. Je voterai donc contre le projet de résolution qui a été présenté.

Seizième séance (8 mars 1926)

La brève déclaration faite au nom de la Gauche à la seizième séance (8 mars 1926) suit immédiatement le discours final de Zinoviev sur la tactique de l'Internationale.

Zinoviev avait réaffirmé la justesse de la ligne du front unique dans la version déjà illustrée, la justesse de la bolchévisation, de la lutte contre les déviations parallèles de droite et de gauche. Il avait renouvelé aussi l'engagement d'instaurer une démocratie interne croissante au sein de l'Internationale. Quant aux « erreurs de Bordiga », présentées comme à l'accoutumée sous un jour arbitraire (mythe du « parti pur », prétendue « sous-estimation » du problème paysan, « anticontralisme » implicite dans la théorie du « renversement de la pyramide », origines extra-marxistes de l'« abstentionnisme », etc.), l'argument principal de Zinoviev avait été, d'une part, l'isolement dans lequel Bordiga avait fini par se retrouver par rapport à l'ensemble de l'assemblée mondiale et, d'autre part, le démenti apporté à ses positions erronées par le développement impétueux et le renforcement croissant des partis communistes dans tous les pays. Il ne faudra pas attendre six mois pour que l'Opposition russe s'insurge contre les graves déviations qui s'étaient produites au sein de ce qu'on présentait alors comme un bloc unique en progrès constant, les déviations même que son contradicteur de mars avait dénoncées. En décembre elle se retrouvera au VII^e Exécutif élargi aussi seule que la Gauche italienne. Les vengeances de l'histoire sont implacables...

Dans sa déclaration, Bordiga répète qu'ayant tiré des travaux de l'Exécutif élargi l'amère confirmation qu'aucun « cours nouveau » n'était en vue, il votera contre la résolution sur « les questions courantes du mouvement communiste international » (il sera le seul à le faire), tout en appelant ce « cours nouveau » de ses vœux.

Il est à peine utile d'ajouter que la demande de publication par l'Internationale de la partie générale des Thèses de Lyon avant le VI^e Congrès (qui ne se réunira que deux ans plus tard, après la victoire du stalinisme

et la liquidation de toute opposition interne et internationale) ne fut jamais satisfaite. Quant aux thèses sur la tactique de l'Internationale présentées par la Gauche au V^e Congrès mondial (1924) et publiées dans les éditions allemande et française du Bulletin publié à Moscou pendant le Congrès (1), elles ne diffèrent pas pour l'essentiel des thèses rédigées pour le IV^e Congrès (décembre 1922), que nous avons déjà publiées (2).

BORDIGA : Pour les raisons que j'ai exposées dans mes deux discours, je vote contre la résolution proposée.

Elle mentionne la nécessité d'un changement du régime intérieur de l'Internationale, mais vu que les travaux mêmes du plénum ne manifestent pas l'emploi d'une nouvelle méthode et n'inaugurent pas une nouvelle voie dans la vie du Komintern, je dois également maintenir mon opposition sur ce point. Cependant, j'exprime en même temps le vœu de voir les faits apporter la preuve d'une sérieuse amélioration.

Je ne présente ici ni des thèses, ni une résolution, mais me réfère aux thèses présentées au V^e Congrès, ainsi qu'à celles proposées par la gauche du Parti communiste d'Italie au dernier congrès du parti.

Je demande à l'Exécutif de publier la partie générale de ces thèses avant le VI^e Congrès.

Dix-neuvième séance (14 mars 1926)

La déclaration qui suit, faite au cours de la dix-neuvième séance (14 mars 1926), tend à préciser le véritable sens de ce que Bordiga avait soutenu lors d'une réunion de la « commission allemande » et que, dans son discours du même jour, Boukharine avait réexposé « à sa façon », c'est-à-dire dans le style démagogique et agitateur déjà dénoncé comme un symptôme caractéristique de la détérioration du régime intérieur de l'Internationale. Elle se passe donc de commentaires.

BORDIGA : Comme le camarade Boukharine a eu l'amabilité d'exposer une nouvelle fois ici la critique que j'ai développée en commission, je me vois forcé de préciser encore une fois les deux points que j'ai déjà expliqués à la commission. J'ai protesté contre la méthode de lutte utilisée dans la résolution, la méthode qui consiste à extraire de leur contexte certaines citations des camarades, pour prouver ainsi qu'ils sont déviationnistes. Je

(1) *Bulletin du V^e Congrès de l'I.C.*, n° 20, 8 juillet 1924.

(2) *Défense de la continuité...*, op. cit., pp. 59 s.

crois que cette façon de se battre ne contribue pas à clarifier les idées des masses.

En outre, je me suis élevé en commission contre la pratique excessive de la terreur idéologique, c'est-à-dire contre le fait qu'on se présente en toute occasion devant les simples membres du parti et qu'on leur déclare, avant de leur donner des éclaircissements politiques, que s'ils s'opposent au contenu politique des rapports du Comité central ou de l'Exécutif, ils sont des ennemis de l'Exécutif, des adversaires du communisme, etc. Il ne suffit pas d'affirmer qu'on fait une distinction entre les dirigeants de la gauche et les ouvriers de la gauche ; il faut en finir avec cette méthode de terreur idéologique et se décider à expliquer réellement aux ouvriers le contenu politique des questions. Je n'ai pas réclamé qu'on se livre à une étude approfondie des œuvres des camarades de la gauche, mais je voudrais mettre en garde l'Exécutif et les camarades présents contre le danger qu'il y a à négliger la liaison avec les masses. Il est vrai qu'on me reproche d'avoir moi-même négligé ou ignoré cette liaison avec les masses, mais je tiens néanmoins à rappeler aux camarades qu'ils doivent faire attention à ne pas la rompre eux-mêmes.

Vingtième séance (15 mars 1926)

Prenant pour la dernière fois la parole lors de la vingtième séance plénière (15 mars 1926) après un discours de Togliatti visant à démontrer que la « lutte contre le révisionnisme » était menée de façon équitable aussi bien à l'égard de la droite que de la gauche (ou de l'ultra-gauche), Bordiga réaffirme avec vigueur la nécessité d'endiguer le réel danger opportuniste dont les travaux de l'Exécutif élargi apportaient une confirmation dramatique dans tous leurs développements. Il répète que « cette réaction saine, utile et nécessaire ne peut ni ne doit prendre la forme d'une manœuvre ou d'une intrigue » comme ce serait inévitablement le cas si elle se solidarisait avec des hommes et des groupes (les différentes « oppositions » allemandes en premier lieu) qui, alors qu'« ils ne trouvent rien à redire à la ligne politique générale [de la direction de l'I.C.] passent parfois à l'opposition parce qu'en tant que groupes, dirigeants ou ex-dirigeants, ils ne sont pas contents des résolutions qui concernent leur parti et leur pays ». Il renouvelle aux avant-gardes ouvrières saines du monde entier l'invitation à prendre clairement position sur la tactique de leur propre parti et surtout sur les graves problèmes de la politique du parti russe, clé de voûte du problème de la révolution mondiale. Il annonce en conséquence qu'il votera aussi contre la résolution sur la question allemande (et française).

BORDIGA : La discussion sur le rapport de la commission allemande en est arrivée à un point tel que je me vois forcé de faire une seconde déclaration, et même une déclaration très nette, d'autant que le camarade Ercoli a dit que le ton de Bordiga devenait de moins en moins agressif.

Je déclare avant tout qu'à mon avis, un danger droitier existe effectivement. Le camarade Ercoli prétend qu'au cours des discussions politiques, on a effectué une analyse exacte, et établi que le risque droitier réside en France. Je me demande s'il est possible de considérer comme une application sérieuse de la méthode marxiste une analyse qui croit pouvoir nous indiquer jusqu'à l'adresse de ce danger droitier, et suivant laquelle il aurait élu domicile au numéro 96 du quai de Jemmapes ou au 123 de la rue Montmartre, c'est-à-dire à la « Révolution prolétarienne » ou au « Bulletin communiste ». Peut-être nous sera-t-il aussi précisé que le danger droitier reçoit le soir de 6 à 8 ? Cette analyse doit être entreprise de façon toute différente. Le danger droitier existe ; il n'apparaît pas seulement dans les résolutions écrites, mais avant tout dans les faits et dans le comportement politique du Komintern, ainsi que je l'ai expliqué dans mon intervention au débat de politique générale.

Ce danger droitier existe également dans les résolutions adoptées ici : tant sur les questions de politique générale, que sur les problèmes des divers partis, la question du parti allemand ou du parti français. Il se manifeste aussi dans le refus de soumettre les problèmes russes à ce forum de l'Exécutif élargi. J'ai déjà souligné dans mon discours qu'en leur état actuel, les sections de l'Internationale Communiste ne sont pas en mesure de s'occuper de la question russe, et j'ai dit que cela confirme ma critique. Il est absolument indispensable que l'Internationale s'occupe du problème crucial que constituent les rapports de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial avec la politique de l'Etat prolétarien et du parti communiste en Russie ; il est indispensable que l'Internationale acquière la capacité de résoudre ces problèmes.

Il est souhaitable qu'une résistance de gauche se manifeste contre ce danger droitier ; je ne dis pas une fraction, mais une résistance des gauches à l'échelle internationale. Toutefois, je dois déclarer franchement que cette réaction saine, utile et nécessaire, ne peut ni ne doit prendre la forme d'une manœuvre ou d'une intrigue. Je suis d'accord avec le camarade Ercoli quand il trouve absurde que des camarades qui ont pleinement approuvé le rapport et les thèses du débat politique, s'opposent maintenant à la dernière minute, non pas à la déviation droitrière internationale, mais à la résolution sur la question allemande. Ces camarades, qui ne trouvent rien à redire à la ligne politique générale, passent parfois à l'opposition parce qu'en tant que groupes, dirigeants ou ex-dirigeants, ils ne sont pas contents des résolutions qui concernent leur parti et leur pays. C'est pourquoi je ne peux me déclarer solidaire d'eux, de l'opposition dite ultra-gauche. Je ne dis pas cela pour m'attirer la sympathie de la majorité, que je rends précisément responsable des procédés des opposants d'aujourd'hui, d'autant plus qu'ils ont été

soutenus naguère par cette même majorité, qui les considérait comme les meilleurs des dirigeants.

J'arrive à la conclusion : en ce qui concerne plus spécialement la question allemande, je pense qu'il faut dire aux bons ouvriers révolutionnaires allemands de la gauche qu'ils doivent se garder de deux fausses orientations — celle du défaitisme et de la méfiance envers l'Internationale et la révolution russe, qui se cachent sous des approbations unanimes, aussi bien que celle de l'optimisme aveugle qui prétend éviter toute discussion et tout conflit, qui ne veut pas réellement tirer parti de l'expérience de l'avant-garde communiste du prolétariat et ne réclame pas sa collaboration, mais un respect dévot pour des positions dogmatiques. J'ai expliqué en quoi cette dernière attitude est aussi néfaste que la première pour les rapports entre le prolétariat mondial et la révolution russe. Le parti russe et la Russie soviétique possèdent la plus grande expérience révolutionnaire, eux seuls ont remporté la victoire, mais les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne ont aussi leur expérience. Ils doivent aussi s'appuyer sur les leçons tirées de leurs luttes et de leurs défaites. Leur tradition et leur instinct de classe méritent d'être consultés au sujet des menaces droitières qui, justement, les ont frappés durement au cours des dernières luttes. Cette avant-garde ouvrière doit prendre clairement position, tant sur la tactique du parti telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, avec ses manœuvres très douteuses envers la social-démocratie et la fameuse campagne en faveur de la volonté populaire, que sur la ligne générale du Komintern et sur les problèmes de la politique du parti russe, qui sont au centre de la politique révolutionnaire internationale. Puisque la révolution russe est la première grande étape de la révolution mondiale, elle est aussi notre révolution, ses problèmes sont nos problèmes, chaque membre de l'Internationale révolutionnaire a non seulement le droit mais le devoir de collaborer à leur solution.

Motion présentée à la vingtième séance

La motion suivante fut présentée à la vingtième séance après un discours au cours duquel Boukharine invitait Bordiga à faire des propositions concrètes en vue d'une discussion internationale sur la question russe. Renvoyée au Plénum, la motion resta lettre morte, alors que l'Exécutif élargi s'achevait au milieu de coups de clairon que l'on ne peut entendre aujourd'hui sans amertume, et sur le cri de Zinoviev : « Le Komintern viendra à bout de tous les obstacles ! ». En fait, il était à la veille d'être liquidé.

BORDIGA : Je voudrais formuler par écrit ma position en ce qui concerne la discussion sur les problèmes russes. J'ai le droit de constater que le Plénum n'a pas discuté les questions russes, qu'il n'a ni la possibilité ni la préparation requise pour le faire, et cela me donne le droit d'en

conclure que nous avons là un des résultats de la politique générale erronée de l'Internationale et des déviations de droite de cette politique. C'est la même constatation que j'ai faite dans mon premier discours durant la discussion générale.

Concrètement, je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec à l'ordre du jour précisément la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'Etat russe et du parti communiste d'Union Soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes doit être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale.

(On décide à l'unanimité de transmettre cette proposition au Présidium.)

En marge du X^e plan quinquennal

Le mythe de la « planification socialiste » en Russie

S'il est facile aujourd'hui de constater que trente ans de « prospérité » et d'accumulation effrénée n'ont mené le capitalisme occidental qu'à la reprise du cycle infernal des crises, en revanche les vicissitudes du capitalisme dans sa version orientale et russe sont encore masquées par le mythe de l'absence de crise à l'Est, de la « planification socialiste » et du développement garanti.

Le triste spectacle de la déroute agricole russe — une déroute qui n'est due ni au « communisme » comme veulent le faire croire les bourgeois occidentaux, ni aux « conditions climatiques » comme veulent le faire croire leurs homologues russes, mais bien à l'arriération capitaliste de l'agriculture kolkhosienne — montre bien que l'économie soviétique n'est pas épargnée par la crise ; c'est même au capitalisme américain, dont l'agriculture était insolente de prospérité au moment même où l'industrie était frappée de plein fouet, que la Russie devra de pouvoir manger à sa faim alors qu'elle serait soi-disant en pleine société socialiste, en train d'« édifier les bases matérielles du communisme » ! Mais un mythe reste vivace, celui de la « planification socialiste » dans l'industrie, des forts taux de croissance qu'elle permettrait de réaliser, et de l'équation de base de la propagande stalinienne et post-stalinienne : socialisme = planification et croissance forcenée. Aujourd'hui encore, la plupart de ceux qui arrivent à reconnaître le mensonge de la paix sociale et de la « prospérité » occidentale ne le font que pour retomber dans un autre piège bourgeois, en revendiquant non pas la fin de cette époque bestiale d'accumulation forcenée, mais sa « planification » en vue d'atteindre des rythmes d'accumulation... encore plus élevés !

C'est pourquoi, avant même de montrer la réalité de la soi-disant « planification » de l'industrie russe, il est indispensable de rappeler une vérité marxiste élémentaire enfouie sous les décombres de la contre-

révolution stalinienne : le socialisme ne se caractérise pas par des taux de croissance démesurés, il ne se mesure pas à l'étalon des résultats de l'économie capitaliste, il n'est pas un ultra-capitalisme !

Quel socialisme ?

Une économie véritablement socialiste se moquerait bien de la production pour la production, du « dépassement » des plans, de la compétition — fût-elle économique — avec le concurrent (*quel* concurrent ?). Au lieu de courir après ces objectifs d'une époque historiquement dépassée, le mode de production socialiste cherchera non seulement à produire pour les besoins de l'espèce, mais à permettre l'épanouissement de celle-ci, à la soulager dans son effort productif, à éliminer toutes les tares héritées du capitalisme, notamment la division du travail, qui ont emprisonné le travail humain dans le bagne productif du salariat au service de la société de classe. C'est dire que le socialisme ne se « construit » pas à coup de slogans stakhanovistes et d'accumulation forcenée ; il naît au contraire de la destruction définitive, opérée par la dictature du prolétariat, des rapports sociaux et des lois économiques capitalistes, et donc de leur base matérielle, les rapports de production capitalistes.

Le socialisme se caractérise donc par la disparition de la clé de voûte de l'édifice marchand et capitaliste — la catégorie par laquelle Marx commence l'exposition de la théorie du mode de production capitaliste — la *valeur*, synonyme d'appropriation *privée* du produit du procès de production :

« Dès que la société se met en possession des moyens de production et les emploie pour une production immédiatement socialisée, le travail de chacun, si différent que soit son caractère spécifique d'utilité, devient d'emblée et directement du travail social. La quantité de travail social que contient un produit n'a pas bespin, dès lors, d'être d'abord constatée par un détour ; l'expérience quotidienne indique directement quelle quantité est nécessaire en moyenne. La société peut calculer simplement combien il y a d'heures de travail dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés de tissu de qualité déterminée. Il ne peut donc pas lui venir à l'idée de continuer à exprimer les quanta de travail qui sont déposés dans les produits et qu'elle connaît d'une façon directe et absolue, dans un étalon seulement relatif, flottant, inadéquat, autrefois inévitable comme expédient, en un tiers produit, au lieu de le faire dans son étalon naturel, adéquat, absolu, le temps. Pas plus qu'il ne viendrait à l'idée de la chimie d'exprimer encore les poids atomiques d'une façon relative, par le détour de l'atome d'hydrogène, le jour où elle serait en mesure de les exprimer absolument, dans leur étalon adéquat, à savoir dans un poids réel, en billionnième ou en quadrillionnième de gramme. Donc, dans les conditions supposées plus haut, la société n'attribue pas non plus de valeurs aux produits. » (Engels, *Anti-Dühring*, Ed. Sociales, 1963, pp. 348-349.)

Le socialisme ignore donc les catégories marchandes qui règnent en maîtresses sur l'économie russe ; il ne connaît pas la *valeur* puisqu'il n'y a pas de produits *privés*, donc pas d'*échange* entre producteurs privés, et que les producteurs n'ont pas besoin de connaître les valeurs relatives de leurs produits ; il ne connaît donc pas le marché ni la *marchandise*, et encore moins cette marchandise particulière qu'est la *monnaie* ; il ne connaît ni *achat* ni *vente* ; il ne connaît donc pas l'*achat/vente* de la marchandise *force de travail*, ou *salarial*, qui pour le marxisme est supprimé dès la *première phase* de la société communiste, ou socialisme, celle, selon l'expression de Marx, « qui vient d'émerger de la société capitaliste », et dans laquelle le producteur individuel « reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre. » (Critique du Programme de Gotha.)

Le fait que l'économie russe connaisse toutes les catégories marchandes et capitalistes, le fait que les ouvriers russes soient soumis à l'esclavage du *salarial*, suffit à la définir comme *capitaliste*. Nous avons amplement montré dans nos travaux de parti (1) qu'elle n'avait jamais cessé de l'être, et que Lénine lui-même le reconnaissait ouvertement (ce qui n'empêchait pas la révolution d'Octobre et le pouvoir qui en était issu d'être authentiquement communistes). Pour masquer sa nature réelle, la contre-révolution stalinienne a créé la théorie insensée selon laquelle le socialisme serait compatible avec les catégories marchandes, qu'il se caractériserait par les mêmes catégories que le capitalisme, mais... avec un contenu différent ! Comme si les catégories ne se caractérisaient pas précisément *par leur contenu*, comme si ce contenu n'était pas si irrésistiblement celui des catégories capitalistes que les mêmes concepts se sont *imposés* pour le désigner ! Ce type d'argument avait d'ailleurs déjà été utilisé par l'ineffable Dühring, auquel Engels avait vertement rétorqué que

« vouloir abolir la forme de production capitaliste en instaurant la « vraie valeur », c'est vouloir abolir le catholicisme en instaurant le « vrai » pape, ou instaurer une société dans laquelle les producteurs dominant enfin un jour leur produit, par la mise en œuvre conséquente d'une catégorie économique qui est l'expression la plus ample de l'asservissement du producteur à son propre produit. » (Anti-Dühring, p. 350.)

Le stalinisme a fait bien pire : il a instauré la valeur « socialiste », qui signifie non seulement l'asservissement du producteur, mais la destruction du marxisme.

(1) Voir notamment *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* qui vient d'être réédité aux Editions Il Programma Comunista, *Russia e rivoluzione nella teoria marxista*, et, en français, *Bilan d'une révolution* ainsi que *Dialogue avec Staline* et *Dialogue avec les morts* (qui sont épuisés et feront l'objet d'une réédition).

Le plan socialiste

Il découle de ce qui précède que le plan de la société socialiste ne se préoccupera pas de *valeur*, encore moins de monnaie ou de rentabilité des fonds investis comme le plan russe ! Il ne se préoccupera que des *valeurs d'usage*, de l'*utilité* des produits, et des temps nécessaires à leur fabrication :

« Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse 'valeur'. » (Anti-Dühring, p. 349.)

Par conséquent, le socialisme est incompatible non seulement avec la monnaie, mais aussi avec cette abrutissante invention capitaliste qu'est le *taux de croissance* global de la production, qui englobe dans une même mesure, en Russie comme en Occident, les objets nécessaires à la vie et les armes de mort, les biens de consommation utiles et les objets de luxe les plus socialement dérisoires. Même s'il n'est pas directement exprimé en monnaie, le *taux de croissance* *présuppose* en effet la valeur et la monnaie, puisque le seul moyen de comparer deux productions globales comportant mille objets divers allant de la biscotte à la machine-outil est de comparer leurs *valeurs* et que celles-ci ne peuvent s'exprimer qu'en monnaie. Sans la valeur, seul étalon universel de mesure de valeurs d'usage différentes, sans la monnaie, seul étalon universel de mesure de la valeur, pas de mesure, pas de comparaison possible, et donc pas de *taux de croissance* de la production ! La seule chose que la société socialiste pourra mesurer globalement, c'est la *quantité d'heures de travail* fournies par l'espèce pour produire ses conditions d'existence : mais cette quantité-là, c'est son *taux de décroissance*, c'est le *soulagement* de l'effort productif de l'espèce, que l'on pourra éventuellement s'amuser à mesurer d'une année sur l'autre, ou bien le socialisme n'a aucun sens ! Mais comparer d'une année sur l'autre des productions globales d'objets de toutes natures, quel sens, quel intérêt cela peut-il avoir pour une société socialiste ? Sa production n'est guidée, comme l'explique Engels, que par l'*utilité* des divers objets et la quantité de travail nécessaire à leur production : le seul *taux de croissance* qui *pourrait* matériellement faire l'objet d'une mesure s'appliquerait séparément à la production physique de *chaque valeur d'usage* ; mais là encore, quel sens aurait-il ? Si les besoins de l'humanité en bicyclettes sont estimés à 50 millions d'unités l'année *n* et 54 millions l'année *n+1*, le plan doit organiser cette production : mais quel sens cela aurait-il de se glorifier d'un *taux de croissance* de 8 % par an en matière de production de bicyclettes ? quel sens de tenter de le dépasser si cela ne correspond pas aux besoins de l'espèce ? quel sens de vouloir produire *toujours plus* de bicyclettes puisqu'il

n'y aura pas de *profit* à faire, pas de *marchés* à rafler aux autres *concurrents* qui n'existeront plus, pas de *plus-value* à se disputer avec les autres capitalistes ? Si on estime que les besoins de l'humanité en voitures individuelles doivent *décroître*, le plan doit organiser la réduction de la production : mais quel sens cela aurait-il de se lamenter d'un *taux de croissance négatif*, quel sens de s'y opposer en provoquant artificiellement de nouveaux besoins pour éviter des *pertes financières* et des *faillites*, qui n'existeront plus, à des *entreprises autonomes* qui auront disparu ?

Le taux de croissance n'est qu'une des idoles de la religion de la *production pour la production* qui caractérise le capitalisme et lui seul, au même titre que l'idole *marchandise*, l'idole *monnaie*, et tous leurs dérivés. Le plan de la société socialiste ne connaît ni marchandise, ni monnaie, ni taux de croissance.

Et le plan russe ? Le tableau 1 ci-dessous, publié dans la *Pravda*, résume les « *principaux indicateurs* » du X^e plan quinquennal (1975-1980) annoncés par Kossyguine au XXV^e Congrès du P.C.U.S. A quels dieux se réfèrent ces « *principaux indicateurs* » ? Au dieu-valeur, au dieu-rouble et au dieu augmentation de la valeur, ces idoles que vénèrent *tous* les Etats capitalistes du monde entier. Le « *plan* » russe se détermine en marchandise, monnaie et taux de croissance. Nous n'avons pas besoin d'aller plus loin pour conclure : il est capitaliste de a à z, il n'y a pas une once de socialisme là-dedans.

TABLEAU 1 - PRINCIPAUX INDICATEURS DU X^e PLAN QUINQUENNAL

	1975 <i>en milliards de roubles</i>	1980 (proj.) <i>en milliards de roubles</i>	Croissance 1976-1980	
			<i>en milliards de roubles</i>	<i>en % sur 1975</i>
REVENU NATIONAL <i>(aux prix de 1973)</i> <i>dont :</i>	362	449-462	87-100	24-28
— <i>fonds de consommation ..</i>	266	337-344	71- 78	27-29
— <i>fonds d'accumulation</i>	96	112-118	16- 22	17-23
PRODUCTION INDUSTRIELLE <i>(prix au 1^{er} juillet 1967)</i> <i>dont :</i>	523	710-729	187-206	35-39
— <i>groupe A (biens de prod.)</i>	380	524-540	144-160	38-42
— <i>groupe B (biens de cons.)</i>	143	186-189	43- 46	30-32
PRODUCTION AGRICOLE .. <i>(chiffres annuels moyens sur cinq ans, aux prix de 65)</i>	91	104-106	13- 15	14-17

Source : Discours de Kossyguine au XXV^e Congrès du P.C.U.S., 1^{er} mars 1976, *Pravda* du 2 mars 1976.

Quelle planification ?

Après ce rappel indispensable, venons-en au mythe de la planification. L'anarchie et la faillite de l'agriculture russe étant connues, il est inutile de s'attarder à démontrer qu'il n'y a pas la moindre planification de la production agricole, entièrement livrée aux lois du marché dans lesquelles l'Etat s'efforce d'intervenir tant bien que mal (il le fait dans tous les pays capitalistes occidentaux en fixant le prix des principaux produits, en subventionnant, en stockant les produits, en dirigeant le crédit, etc.). Nous nous cantonnerons donc au domaine de la production industrielle. Le X^e plan quinquennal (1975-1980) récemment adopté au XXV^e congrès du P.C.U.S. prévoit pour 1980 une production industrielle d'une valeur de 720 milliards de roubles, en augmentation de 37 % par rapport à 1975. Tout comme par exemple le plan français, le plan russe prévoit également pour les principales productions des objectifs physiques, dont nous avons résumé l'essentiel dans le tableau 2.

C'est sur l'existence de ces « objectifs », complaisamment commentés par les discours et la presse officielle, que repose une bonne partie du mythe de la planification russe. Mais en réalité ces objectifs ne planifient rien du tout, car ils ne sont en règle générale que la *projection* des tendances enregistrées *dans le passé*. Le soi-disant planificateur n'a aucune prise sur la dynamique productive ; au lieu d'être le maître de la machine économique, il ne fait que la suivre tant bien que mal, en essayant de prévoir où elle va aller ; il ne fixe pas la production mais... *l'indice*, en fonction de la tendance antérieure. C'est ce que démontre l'évolution des

TABLEAU 2 - PRINCIPAUX OBJECTIFS DU X^e PLAN

Production	produit en 1975	Objectif 1980	Accroissement en %
Acier (<i>millions de t</i>)	141	165	+ 17
Charbon (<i>id.</i>)	701	800	+ 14
Pétrole (<i>id.</i>)	491	630	+ 28
Gaz (<i>milliards de m³</i>)	289	418	+ 44
Electricité (<i>milliards de kWh</i>)	1.038	1.360	+ 31
Engrais (<i>millions de t</i>)	90	143	+ 59
Tracteurs (<i>milliers</i>)	550	590	+ 7
Automobiles (<i>milliers</i>)	1.964	2.150	+ 9
Ciment (<i>millions de t</i>)	122	145	+ 19

Sources : chiffres de 1975 : *Ekonomitcheskaya Gazeta* n° 6, février 1976 ; objectifs de 1980 : *Pravda*, 2 mars 1976, *EG* n° 11, mars 1976.

TABLEAU 3 - EVOLUTION DES VIII^e, IX^e ET X^e PLANS
(accroissements en pourcentage)

	Prévu 1966-70	Réalisé 1966-70	Prévu 1971-75	Réalisé 1971-75	Prévu 1976-80
Acier	+ 39	+ 27	+ 26	+ 21	+ 17
Charbon	+ 16	+ 8	+ 11	+ 12	+ 14
Pétrole	+ 45	+ 45	+ 39	+ 40	+ 28
Gaz	+ 73	+ 54	+ 55	+ 41	+ 44
Electricité	+ 66	+ 46	+ 42	+ 40	+ 31
Engrais	+ 108	+ 77	+ 63	+ 63	+ 59
Tracteurs	+ 73	+ 29	+ 25	+ 20	+ 7
Automobiles	+ 132	+ 48	+ 125	+ 114	+ 9
Ciment	+ 41	+ 31	+ 31	+ 28	+ 19

Sources : sources du tableau 2 ainsi que : *Pravda* des 10 avril 1966 et 7 avril 1971 (pour les prévisions) et *Narodnoe Khoziajstvo SSSR* (pour la réalisation).

VIII^e, IX^e et X^e plans quinquennaux en ce qui concerne les principaux objectifs physiques. Cette évolution est résumée dans le tableau 3, dont les colonnes indiquent successivement pour chaque produit le taux de croissance prévu par le VIII^e plan (1965-1970), le taux effectivement réalisé, le taux de croissance prévu par le IX^e plan (1970-1975), le taux effectivement réalisé, et enfin le taux de croissance prévu pour le X^e plan (1975-1980).

Examinons ce tableau ligne par ligne : pour la plupart des productions, nous avons une série de chiffres décroissante : par exemple pour l'acier, le VIII^e plan « fixe » un objectif de croissance (+ 39 % en 5 ans) ; cet objectif n'est pas atteint (+ 27 % seulement réalisé) ; le plan suivant fixe prudemment un nouvel objectif *inférieur* à la *réalisation* du précédent (+ 26 %) ; ce nouvel objectif n'est lui-même pas atteint (+ 21 % seulement réalisé) ; le plan suivant fixe de nouveau un nouvel objectif inférieur à la réalisation du précédent. C'est le cas pour l'acier, l'électricité, les tracteurs ; pour le pétrole, les engrais et le ciment, il arrive que l'objectif du plan soit atteint, mais la tendance reste la même : dans 6 cas sur 9, le plan ne « planifie » rien du tout, il ne fait qu'*enregistrer* et projeter la tendance au ralentissement de la croissance industrielle. Dans 3 cas sur 9 (charbon, gaz, automobile), avec une décroissance globale tout aussi nette, la série est plus capricieuse et semble se ressentir d'une volonté effective de l'Etat. Mais de quels produits s'agit-il ? Du charbon, où l'on essaie de pousser la production parce que les cours mondiaux ont fortement augmenté et que son exportation peut rapporter des devises sans exiger d'effort technologique nouveau (contrairement au pétrole) ; du gaz, où d'importants contrats de livraison ont été signés avec les Etats-Unis et l'Allemagne ; de l'automobile, dont les usines ont été importées, installées et livrées clés

TABLEAU 4 - PRODUCTION REALISEE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DU PLAN (en pourcentages)

	V 1951-55	VI 1956-60	VII 1959-65	VIII 1966-70	IX 1971-75
Acier	+ 3	- 4	+ 3	- 8	- 3
Charbon	+ 5	- 14	- 5	- 7	~
Pétrole	~	+ 3	+ 3	~	~
Gaz	- 7	+ 18	- 14	- 15	- 9
Electricité	+ 4	- 9	~	- 12	~
Engrais	- 7	- 29	- 11	- 14	~
Tracteurs	+ 25	- 26		- 25	- 4
Automobiles	+ 2	- 19	- 13	- 36	- 4
Ciment	~	- 18	- 7	- 7	- 2

Sources : calculs effectués d'après les données publiées dans : *Pravda*, 20 août 1952, 15 janvier 1956, 8 février 1959, et sources des tableaux précédents. Le signe ~ signifie que le plan est réalisé à plus ou moins 1 % près.

en main par les capitalismes occidentaux. En somme, lorsque l'économie russe est « planifiée », c'est... par le marché mondial !

En outre, si le plan russe ne fait dans la plupart des cas qu'enregistrer et projeter la tendance de la production livrée à sa dynamique propre, la *prévision* de cette tendance ne vaut elle-même guère mieux que dans les pays capitalistes occidentaux. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner les résultats des 5 derniers plans, résumés dans le tableau 4. Sur les cinq séries d'objectifs successivement fixés pour les 9 productions essentielles, le plan est réalisé (à 1 % près) 8 fois ; il est dépassé 9 fois — mais *dépassement du plan* veut dire accumulation forcenée, stakhanovisme, exploitation intensive de la classe ouvrière, *tout le contraire du socialisme !* Enfin la production réalisée est en retard sur le plan... 27 fois, avec des retards allant jusqu'à 36 % (514.000 véhicules automobiles de retard sur le plan !). Et encore ces chiffres ne représentent-ils que les productions essentielles : on imagine ce qu'il peut en être dans ces conditions des autres produits, pour lesquels la combinaison des goulets d'étranglement ne peut qu'amplifier la désorganisation et le retard ! Voilà qui démontre qu'en fait de « planification », l'économie russe se débat en pleine *anarchie marchande*.

L'examen attentif des chiffres officiels révèle en outre que pour masquer cette anarchie, les statisticiens n'hésitent pas à manipuler les indices tout comme leurs confrères occidentaux. Le cas récent le plus flagrant est celui du VIII^e plan quinquennal (1965-1970). Le moins qu'on puisse dire est que

TABLEAU 5 - RESULTATS DU VIII^e PLAN

	Objectif pour 1970	Réalisé en 1970	Retard physique	Retard en %
Acier (<i>millions de t</i>)	126,5	116	— 10,5	— 8
Charbon (<i>id.</i>)	670	624	— 46	— 7
Pétrole (<i>id.</i>)	350	349	— 1	—
Gaz (<i>milliards de m³</i>)	233	198	— 35	— 15
Electricité (<i>milliards de kWh</i>)	840	741	— 99	— 12
Engrais (<i>millions de t</i>)	64	55	— 9	— 14
Tracteurs (<i>milliers</i>)	612	458	— 154	— 25
Automobiles (<i>id.</i>)	1.430	916	— 514	— 36
Ciment (<i>millions de t</i>)	102	95	— 7	— 7

Sources : voir tableau 3.

les résultats de ce plan, dont les principaux sont résumés dans le tableau 5, ont été lamentables : retard sur les objectifs de 10,5 millions de tonnes d'acier, 46 millions de tonnes de charbon, 35 milliards de mètres cubes de gaz, 99 milliards de kWh d'électricité, 9 millions de tonnes d'engrais, 154.000 tracteurs, 514.000 véhicules automobiles, 7 millions de tonnes de ciment. Eh bien par des miracles qui n'appartiennent qu'au socialisme « made in Moscow », en même temps que tous les objectifs essentiels subissaient ces retards considérables, les dirigeants russes annonçaient que pour la même période la croissance de la production industrielle avait *dépassé le plan*, puisqu'elle avait atteint 50 % en 5 ans au lieu des 48,5 prévus (2). Ce tour de passe-passe laisse pantois, mais il n'est qu'une continuation de ceux de la période stalinienne. Le fait même qu'avec des retards nettement moins sensibles (grâce à des objectifs plus modestes), le IX^e plan (1970-1975) ait, lui, connu un léger retard sur l'objectif de la croissance de la production industrielle (43 % au lieu des 44 % prévus) (3) constitue un aveu implicite du trucage. Il est plus facile de planifier... des indices que de planifier l'anarchie capitaliste !

Si nous passons des plans quinquennaux, c'est-à-dire des plans à moyen terme, aux objectifs à 10 ou 20 ans, la dérision de la prévision et de la

(2) Discours de Kossyguine au XXIV^e congrès du P.C.U.S., *Pravda*, 7 avril 1971. En outre, le chiffre de 50 % est effectivement celui qui ressort des chiffres de l'annuaire officiel russe (*Narodnoe Khoziajstvo SSSR*).

(3) Discours de Brejnev au XXV^e Congrès du P.C.U.S., *Pravda*, 25 février 1976.

TABLEAU 6 - PREVISIONS DE KHROUCHTCHEV ET REALISATIONS

	Prévision pour 1970	Réalisé en 1970	Retard (en %)	Prévision pour 1980	Object. plan 1980	X ^e Variation (en %)
Acier	145	116	—20	250	165	—34
Charbon	693	624	—10	1.190	800	—33
Pétrole	390	349	—10	700	630	—10
Gaz	317	198	—37	700	418	—40
Electricité	950	741	—22	2.850	1.360	—52
Engrais	77	55	—28	130	143	+10
Plastiques	5.300	1.673	—68	20.000	5.680	—71
Ciment	122	95	—22	234	145	—38

Sources : Discours de Khrouchtchev au XXII^e Congrès du P.C.U.S., 18 octobre 1961, *Pravda* du 19 octobre 1961 (pour les prévisions pour 1970 et 1980) et sources des tableaux précédents. Ces prévisions n'incluaient pas les tracteurs et les automobiles. Plastiques en milliers de tonnes.

planification russes apparaissent encore plus criantes. Le tableau 6 résume le sort des fameuses prévisions faites par Khrouchtchev en 1961 pour les années 1970 et 1980. Dès 1965, il est apparu que les objectifs fixés pour 1970 ne seraient pas atteints, et le VIII^e plan quinquennal a « rectifié le tir » en baisse sensible (comparer avec le tableau 5)... ce qui ne l'a pas empêché d'avoir des résultats lamentables ; au total, par rapport aux objectifs de Khrouchtchev, le retard s'échelonnait entre 10 et 68 %, et plus de la moitié des objectifs qui devaient être réalisés en 1970... ne l'étaient même pas 5 ans plus tard, en 1975. Avec les objectifs pour 1980, le retard est encore accru : à une exception près, les objectifs du X^e plan quinquennal ont été abaissés par rapport à ceux de Khrouchtchev de 10 à... 71 % (ainsi la production d'électricité en 1980 n'atteindra même pas la moitié de ce que prévoyait Khrouchtchev !) O miracles de la planification marchande russe !

Morcellement de la production et anarchie capitaliste

Comment s'expliquent ces échecs cuisants des soi-disant « planificateurs » ? La réponse pour des marxistes ne saurait faire de doute : par l'anarchie capitaliste et marchande propre à une économie faite d'entreprises fonctionnant, quelle que soit la forme juridique de leur propriété, selon toutes les règles du capital, dans le cadre du marché. Mais Engels lui-même n'a-t-il pas affirmé que même dans une économie capitaliste et marchande l'absence de plan peut dans une certaine mesure faire place

TABEAU 7 - STRUCTURE PAR TAILLE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES RUSSES EN 1973

Nombre d'ouvriers	Nombre d'entreprises	% des entreprises	% production totale réalisée
Moins de 100	16.500	35 %	4,2 %
100 à 500	20.000	42,3 %	19,9 %
500 à 1.000	5.300	11,3 %	14,4 %
1.000 à 3.000	3.960	8,4 %	25,9 %
3.000 à 10.000	1.180	2,5 %	24 %
Plus de 10.000	140	0,3 %	11,6 %

Source : données tirées de *Narodnoe Khoziajstvo SSSR*, 1973. La statistique ne porte que sur 47.200 entreprises environ, la production d'électricité étant exclue de la source officielle russe.

à une production planifiée ? (4) Pourquoi alors n'est-ce pas le cas en Russie ? Précisément parce qu'il manque en Russie les conditions énoncées par Engels pour qu'une certaine planification puisse commencer à faire son apparition, c'est-à-dire la concentration et le monopole.

Dans une économie où la production est répartie entre plusieurs dizaines de milliers d'entreprises *autonomes* fonctionnant chacune comme un centre d'accumulation du capital avec ses comptes propres et son autonomie financière, peu importe que le « propriétaire » juridique soit l'Etat, le peuple ou Dieu le père : la production ne peut être régulée que par le marché, non par un plan central. Au 1^{er} janvier 1974, l'industrie russe comptait 48.578 entreprises autonomes d'Etat (5). Encore faut-il préciser que ce chiffre ne comprend ni la construction, ni les entreprises artisanales officiellement recensées, ni surtout les petites entreprises *de fait*, qui naissent inéluctablement sur la base du marché et du travail salarié, et dont l'existence est indirectement reconnue par la presse soviétique : petits ateliers de mécanique, entreprises de réparations en tous genres, d'installation d'appareils, etc. La répartition des entreprises industrielles d'Etat par taille (en fonction du nombre d'ouvriers) est donnée par le tableau 7. Malgré l'insuffisance de la statistique, on retrouve bien dans la structure de l'industrie russe un trait caractéristique de toutes les structures industrielles capitalistes, à savoir l'existence d'une myriade d'entreprises petites et moyennes

(4) Voir *Anti-Dühring* III^e partie, ch. 2 (Ed. Sociales 1963, p. 317). La question est loin d'être académique, puisque la dictature du prolétariat sera elle-même confrontée à la tâche de planifier l'économie dans un cadre au départ marchand pour passer à la destruction de l'économie marchande.

(5) *Narodnoe Khoziajstvo SSSR*, 1973. Si l'on ajoute à ce chiffre 300.000 entreprises et fabriques *auxiliaires* qui en dépendent (*SSSR v tsifrah*, 1974) on arrive à un chiffre d'environ 350.000 unités de production ou établissements.

(qui naissent sur la base du marché et se développent peu à peu), surplombées par un nombre nettement plus faible de grosses entreprises et une poignée d'entreprises géantes. Mais la part de la production industrielle totale assurée par les entreprises les plus grosses est encore beaucoup plus faible en Russie (où les entreprises ne sont « géantes » que par leurs effectifs) qu'en Occident, la production est beaucoup plus répartie et « étalée » sur les entreprises moins grosses ; en d'autres termes, *l'industrie russe est beaucoup moins concentrée* que celles des pays capitalistes occidentaux — ce qui est un comble pour une économie soi-disant « socialiste avancée » ! Deux chiffres suffiront pour illustrer la faiblesse de cette concentration : d'après le tableau 7, en 1973 61,5 % de la production industrielle russe étaient assurés par les 5.300 plus grosses entreprises (somme des trois dernières lignes du tableau) ; aux Etats-Unis la même année, pour assurer une part légèrement supérieure de la production industrielle (65 %), il suffisait de 500 entreprises. Un autre tableau de l'annuaire statistique russe nous apprend (toujours pour 1973) que 31,1 % de la production industrielle étaient assurés par 1,4 % des entreprises, soit 660 entreprises ; aux Etats-Unis le même pourcentage de la production (31 %) était assuré par... 50 entreprises ! (6) La faiblesse relative de la concentration industrielle russe saute aux yeux. Sur le plan économique, la structure de l'industrie américaine se prête beaucoup plus à la planification que celle de l'industrie russe !

La « restructuration » de l'industrie russe

Ce morcellement préoccupe les « managers » russes, non parce qu'il empêche une quelconque planification, mais parce qu'il entrave la constitution d'une industrie capitaliste réellement avancée, avec des entreprises véritablement compétitives qui puissent un jour rivaliser avec celles des autres pays capitalistes. L'un des porte-paroles de ces managers, l'académicien Aganbegian, expliquait récemment que

« Donner plus d'autonomie aux entreprises n'a de sens que s'il existe des entreprises dignes de ce nom. Les entreprises soviétiques sont petites

(6) Données américaines : *Fortune*, mai 1974. Notons que ces comparaisons ne portent que sur des pourcentages des productions industrielles respectives et font donc abstraction des niveaux de celles-ci. Si l'on estime grossièrement la valeur de la production industrielle américaine en 1973 au double de celle de l'industrie russe, on arrive à la conclusion que les 50 premières entreprises U.S. produisent autant que les 5.300 premières russes ! Cette comparaison — qui ne porte que sur des ordres de grandeur — en dit long sur le fossé quantitatif et qualitatif qui sépare les deux économies, ainsi que sur les tourments que coûtera à la Russie sa pleine intégration au marché mondial ! Ajoutons pour fixer les idées du lecteur qu'en France en 1970, 63 % de la production industrielle étaient réalisés par 1.300 entreprises environ (*Economie et statistique* n° 53, février 1974), et qu'en Allemagne en 1972 63 % de la production industrielle étaient réalisés par 1.677 entreprises (*Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1975).

et fragiles [...] ce sont plutôt des établissements, qui emploient en moyenne 600 travailleurs. Il faudrait les concentrer : passer des 49.000 qui existent à 5.000 environ » (7).

Dans ce but, l'Etat a entrepris de « restructurer » l'industrie russe en généralisant, avec la réforme de 1973, la création des « unions industrielles » qui étaient expérimentées depuis plusieurs années. L'objectif officiel de cette réforme est de

« concentrer davantage les principales productions d'une branche donnée [...] afin d'assurer une *hausse sensible de la productivité du travail*, l'amélioration de la qualité, l'abaissement du prix de revient et la progression des autres indices économiques » (8).

La concentration horizontale ou l'intégration verticale sont ainsi réalisées par des opérations qui, fiction juridique mise à part, sont des fusions et absorptions d'entreprises équivalentes à celles qui sont monnaie courante dans les pays occidentaux, avec les mêmes objectifs, notamment l'accroissement du profit (« élever la rentabilité de la production ») et la possibilité d'assurer à terme la compétitivité sur le marché mondial (« assurer le démarrage de productions nouvelles, susceptibles de rivaliser par leurs indices techniques et économiques avec les meilleurs spécimens soviétiques ou étrangers, voire de les dépasser ») (9), et, il n'est pas difficile de le prévoir, les mêmes effets pour la classe ouvrière, notamment en matière de licenciements. En 1974, il y avait plus de 1.500 unions industrielles regroupant plus de 6.000 entreprises et unités de production antérieurement autonomes (10) et d'après le discours de Kossyguine au XXV^e Congrès leur nombre était de 2.300 début 1976.

En même temps, cette réforme cherche à débarrasser les entreprises des dernières séquelles des tentatives de planification centrale, qui se manifestent par une tutelle bureaucratique pesante et coûteuse, qui, sans rien « planifier », a pour seul résultat... d'entraver leur gestion :

« Les ministères et administrations [...] devront réduire dans l'industrie la multiplicité des rouages de la gestion sectorielle [...] afin que la plupart des questions d'ordre économique soient réglées directement dans l'entreprise, le combinat ou l'union » (11).

Concentration des entreprises et allègement des entraves bureaucra-

(7) *L'Expansion*, octobre 1975.

(8) Résolution du C.C. du P.C.U.S. et du Conseil des Ministres, *Pravda*, 3 avril 1973 (souligné par nous).

(9) *Ibid.*

(10) SSSR v *tsifrah*, 1974.

(11) Résolution du C.C. du P.C.U.S. ..., *ibid.*

TABLEAU 8 . TAUX DE CROISSANCE DE L'INDUSTRIE RUSSE

Période	Plan	Taux de croissance annuel moyen
1922-1928	avant les plans	23 %
1929-1932	I ^{er} plan	19,3 %
1933-1937	II ^e plan	17,1 %
1938-1940	III ^e plan (3 ans)	13,2 %
1941-1945	guerre	—
1946-1950	IV ^e plan	13,5 %
1951-1955	V ^e plan	13 %
1956-1960	VI ^e plan	10,4 %
1961-1965	VII ^e plan (plan septennal 1959-65)	8,6 %
1966-1970	VIII ^e plan	8,4 %
1971-1975	IX ^e plan	7,4 %
1976-1980	X ^e plan (prévision)	6,5 %

Sources : calculs effectués d'après les données de *Narodnoe Khoziajstvo SSSR*, années diverses, et sources du tableau 2.

Rappelons que les statisticiens russes eux-mêmes ont été obligés de rectifier en baisse les données portant sur la période d'avant 1940, qui avaient été falsifiées pour les besoins de la propagande stalinienne. Ainsi, dans son rapport au XVII^e congrès du P.C. russe le 26 janvier 1934, Staline indiquait triomphalement que l'indice de la production industrielle était passé de 100 en 1913 à 391,9 en 1933 (J. Staline, *Les questions du léninisme*, Paris 1947, p. 136) ; au congrès suivant, le 10 mars 1939, les chiffres donnés par le « père des peuples » indiquaient (toujours avec 1913 = 100) l'indice 380,5 pour l'année 1933 (soit une légère correction en baisse) et 908,8 pour l'année 1938. Mais les chiffres publiés par les annuaires officiels russes (*Narodnoe Khoziajstvo SSSR*) révèlent que les indices présentés par Staline comme étant ceux de l'ensemble de la production industrielle ne représentaient en fait que la *grande* industrie, qui accumule plus vite : pour l'ensemble de l'industrie, les indices (1913 = 100) étaient respectivement : 281 en 1933 et 657 en 1938. Les chiffres de Staline étaient donc gonflés de plus d'un tiers !

Cette nouvelle série devait à son tour être rectifiée en baisse à partir de 1961, car elle avait jusque-là « oublié » d'inclure la production des territoires occupés par l'armée russe en 1939 et définitivement acquis en 1945 (qui correspondent en gros aux actuelles républiques d'Estonie, Lettonie, Lituanie et Moldavie) : l'indice base 100 en 1913 baissait pour l'année 1940 de 852 (ancienne série) à 769 (nouvelle série). C'est cette nouvelle série qui est actuellement en vigueur dans l'annuaire officiel ; elle indiquait pour 1974 l'indice 12.200, qui devrait passer en 1975, sur la base des chiffres publiés dans la presse russe (*Ekonomiticheskaya Gazeta* n° 6, février 1976), à 13.100. Mais l'annuaire observe maintenant une remarquable pudeur sur les indices de la production industrielle d'avant-guerre : pas un indice n'est donné pour toute la période qui va de 1913 à 1940 !

tiques à une gestion capitaliste « normale » (12) sont bien deux conditions nécessaires, bien qu'elles ne soient pas à elles seules suffisantes, à la modernisation d'un capitalisme encore en retard sur ses homologues occidentaux. En fait, la restructuration industrielle entreprise exprime une nécessité fondamentale du capitalisme russe : l'obtention d'une *plus grande productivité* et donc d'une *meilleure exploitation* de la classe ouvrière à la fois pour combattre la tendance au ralentissement de la croissance économique et pour constituer des entreprises qui puissent un jour être internationalement compétitives. Nous avons déjà illustré ce ralentissement de la croissance sur certaines productions-clé (voir tableau 3). Les chiffres du tableau 8 permettent de la voir dans toute sa dimension historique : en un quart de siècle, le taux de croissance a diminué de moitié, et sa baisse se poursuit régulièrement.

Ce ralentissement a entièrement confirmé la prévision qui avait été faite dans nos travaux de parti il y a vingt ans (13) lorsque, pour dévoiler le mensonge de la thèse stalinienne qui voyait dans les forts taux de croissance de l'époque la preuve du prétendu « socialisme » russe, nous avons démontré que cette croissance rapide caractérisait *tous* les capitalismes dans leur période de jeunesse, et que son ralentissement était une loi historique inéluctable du vieillissement du capitalisme. Le capitalisme russe n'a pas échappé à la règle. Partant d'un niveau de développement très bas, encore aggravé par les destructions de la guerre civile, il était normal que l'industrie connaisse des rythmes de croissance élevés, encore accélérés (comme dans la plupart des capitalismes naissants — voir l'exemple du Japon) par la forte impulsion donnée par l'Etat et son rôle de centralisateur de capital ; la période d'accumulation stalinienne a été celle de la formation d'un véritable marché intérieur, du passage d'une formation sociale encore en prédominance précapitaliste, où la classe ouvrière ne formait qu'une toute petite partie de la population (10 %, contre 76 % pour la paysannerie en 1913) à un capitalisme à part entière, de l'accumulation extensive pour la formation d'une industrie répondant à tous les besoins du marché intérieur. Le nombre total d'ouvriers d'industrie est passé de 3.900.000 en 1913 à 12.200.000 en 1950, et à plus de 27.000.000 en 1975, c'est-à-dire qu'il a été multiplié par 7 par rapport à la période d'avant la révolution. Le nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière employant plus de 100 ouvriers est passé de 2.805 en 1911 (employant 1.645.000 ouvriers) à 11.591 en 1933 (employant

(12) Lorsque nous citons ces « entraves bureaucratiques », nous n'en faisons pas une théorie à la manière trotskyste, nous constatons un fait. Ces entraves au « libre » fonctionnement des entreprises existent, à des degrés divers, dans tous les pays capitalistes : il suffit d'écouter un chef d'entreprise français se plaindre de toutes les contraintes et tracasseries auxquelles il est assujéti en matière d'impôts, de Sécurité sociale, de contrôles de toutes natures, d'approvisionnements, de prix des produits qu'il fabrique, etc., de la part de l'administration d'un Etat qui est pourtant celui de sa classe. La discipline n'est imposée — dans une certaine mesure, s'entend — au capitaliste individuel que pour mieux servir les intérêts du capitaliste collectif : la bureaucratie n'a aucune *dynamique propre* (mais au contraire une formidable inertie)

(13) Voir notamment notre *Dialogue avec les morts*.

4.500.000 ouvriers) et plus de 26.000 en 1968 (employant près de 19.000.000 d'ouvriers) (14), c'est-à-dire qu'il a pratiquement *décuplé* par rapport à la période d'avant la révolution, ainsi que le nombre d'ouvriers employés par ces entreprises. Ces chiffres traduisent le véritable *bourgeoisement* d'un capitalisme jeune, florissant, créant sans cesse de nouvelles entreprises, accumulant extensivement sur la base de la plus-value absolue au fur et à mesure qu'il enfournait dans le baignoire industrielle les réserves de bras issues de la campagne russe. Cette accumulation extensive continue dans la période d'après-guerre (15). De 1950 à 1970, le nombre d'ouvriers d'industrie fait *plus que doubler* (à titre de comparaison, aux Etats-Unis pour la même période le nombre d'ouvriers n'a augmenté que d'un peu plus d'un quart). Mais le rythme d'accumulation décélère peu à peu, en même temps que la croissance du nombre d'ouvriers ralentit sensiblement. La population agricole russe a fortement diminué depuis la révolution, mais elle représente encore en 1975 environ 25 % de la population active : proportion encore très importante (pour fixer les idées, c'est celle de la France vers le milieu des années 1950, ou des Etats-Unis vers 1925), qui montre à quel point l'ensemble de l'économie russe, et donc l'industrie, traîne comme un véritable boulet l'arriération de l'agriculture. Cette forte population agricole restant fixée à la campagne par le retard agricole et la structure arriérée du kolkhose, le flot de bras qui approvisionnait l'industrie tend à se tarir : comme le montrent les chiffres du tableau 9, les effectifs ouvriers de l'industrie, qui croissaient à un rythme de 4 à 5 % par an pendant les années 1950, augmenteront de moins de 1 % par an pendant le X^e plan.

Faute de pouvoir encore s'attaquer à cette structure agraire arriérée, le capitalisme russe doit chercher, selon les termes des économistes bourgeois, les « réserves de productivité latentes » qui existent dans son industrie : autrement dit, passer d'une accumulation extensive sur la base de la plus-value absolue à une accumulation intensive, rechercher avant tout les gains de productivité sur la base des unités productives déjà existantes, remplacer l'ouvrier par la machine et plus généralement « restructurer » les procès

(14) Chiffres tirés de : *SSSR i zarubeznye strany posle pobedy velikoï oktiabrskoi revolioutsii*, Moscou 1970. Nous citons ces chiffres parce qu'ils sont statistiquement cohérents dans le temps. Les données des annuaires officiels russes (*Narodnoe Khoziajstvo SSSR*) ne permettent pas d'avoir une idée cohérente de l'évolution du nombre total d'entreprises industrielles. Signalons toutefois que l'annuaire de 1955 donnait pour l'année 1954 le chiffre astronomique, aberrant pour une économie décrétée « socialiste », de 212.000 entreprises industrielles *d'Etat*, auxquelles s'ajoutaient 114.000 ateliers et autres entreprises industrielles des coopératives artisanales, 28.000 entreprises industrielles des coopératives de consommation, et environ 400.000 entreprises et ateliers kolkhosiens (orges, moulins, etc.).

(15) A titre d'illustration, cette déclaration de Khrouchtchev au XXI^e congrès : « On devra construire ou achever pendant le septennat plus de 140 grosses entreprises chimiques et en réaménager plus de 130 » (*Pravda*, 8 février 1959). Forfanterie mise à part, que montre cette déclaration ? 1) que ces entreprises ne sont pas si « grosses » que Khrouchtchev le dit, car cela n'a aucun sens de prétendre installer 140 « grosses » unités chimiques (au sens où on l'entend en Occident) en 7 ans ; 2) que l'objectif poursuivi est bien celui de la *création* d'une véritable industrie chimique.

**TABEAU 9 . EFFECTIFS OUVRIERS ET PRODUCTIVITE
DANS L'INDUSTRIE**

	V 1951-55	VI 1956-60	VII 1961-65	VIII 1966-70	IX 1971-75	X (est.) 1976-80
Effectif ouvrier début de période (millions)	12,2	15,2	18,9	22,5	25,6	27,3
Variation sur la période (en %)	+ 24,3	+ 24,2	+ 19,5	+ 13,5	+ 6,5	+ 3,9
Productivité du travail (en %)	+ 48	+ 37	+ 26	+ 32	+ 34	+ 32
Production industrielle (en %)	+ 85	+ 64	+ 51	+ 50	+ 43	+ 37

Sources : *Narodnoe Khoziajstvo SSSR* et sources du tableau 2.

de production en accroissant la productivité et l'intensité du travail, en un mot chercher à produire de la plus-value *relative*. D'où les mesures de concentration et de restructuration industrielle que nous avons citées, les « expériences » de réorganisation avec licenciements du type de celles de Chtchekino, et les appels incessants des dirigeants russes et des syndicats à la productivité, à la discipline du travail, etc.

Alors qu'une société socialiste utiliserait les progrès de la productivité pour *alléger* l'effort productif de l'espèce, en Russie au contraire l'*intensification* du travail doit contribuer à accroître la productivité pour la plus grande prospérité des entreprises et le plus grand bien de l'« économie nationale ». L'appel à une meilleure exploitation est un véritable leitmotiv qui revient avec chaque plan :

« Le plan prévoit une accélération des rythmes de croissance de la productivité du travail grâce à une large introduction des réalisations de la science et de la technique dans la production, à une plus grande spécialisation de la production et de l'*organisation scientifique du travail*, à l'élévation de la qualification et au *renforcement des stimulants économiques* [...] La mécanisation des travaux auxiliaires, l'*observation de cadences régulières dans la production, l'amélioration de la discipline du travail, la suppression des temps morts pour les ouvriers* constituent des sources importantes de réserves latentes pour l'économie nationale. » (Kossyguine au XXIII^e congrès.)

« Elever l'efficacité de la production, réduire son prix de revient et *accroître la productivité du travail*, telle est la voie que nous devons suivre pour *accroître les bénéfices* [...] Dans les entreprises passées au nouveau système, il est devenu de règle de payer, en puisant au fonds d'encouragement matériel, une prime de fin d'année compte tenu de l'ancienneté, de la

discipline et de la qualité du travail. L'expérience a montré que cette forme d'encouragement contribue à *l'accroissement de la productivité du travail, à la réduction de la fluctuation de la main-d'œuvre et au renforcement de la discipline du travail.* » (Kossyguine au XXIV^e congrès.)

« Bien entendu, il faut accorder une attention particulière à la croissance de la productivité du travail [...] Dans les entreprises existantes, la production doit s'accroître, en règle générale, *sans augmentation de la main-d'œuvre et même en la réduisant.* Mais il n'est pas moins important d'améliorer résolument l'organisation du travail, d'éliminer les pertes de temps de travail et d'accroître la discipline de la production. » (Kossyguine au XXV^e congrès.)

« A la lumière de ce qui vient d'être dit, sont particulièrement intolérables des défauts comme les *pertes de temps de travail et les temps morts, l'irrégularité du rythme de travail, le manque de discipline dans le travail et la technologie, les fortes fluctuations de personnel dans les entreprises.* » (Brejnev au XXV^e congrès) (16).

Comme nous l'avons indiqué, la restructuration industrielle vise en même temps à améliorer les conditions d'accès de la Russie au marché mondial. Mais cela suppose qu'elle comble au moins en partie son retard technologique sur les capitalismes développés occidentaux : d'où les importations massives de biens d'équipement (souvent sous forme d'usines « clés en mains ») qui, s'ajoutant aux importations de céréales, pèsent lourdement sur la balance commerciale russe (pour les onze premiers mois de 1975, sur la base des données officielles, le déficit était de 1,8 milliard de roubles) (17) et nécessitent de lourds emprunts de capitaux à l'Occident. C'est à ce prix, et surtout au prix de sacrifices supplémentaires de la classe ouvrière russe, que l'industrie pourra constituer des entreprises concurrentielles et accroître ses exportations :

« Une de nos tâches importantes est de rendre plus efficaces nos relations économiques extérieures. Pour la réaliser, nous avons l'intention d'*accroître régulièrement le potentiel d'exportation du pays*, aussi bien en ce qui concerne les marchandises traditionnelles que les nouveaux articles [...] Les ministères et les départements doivent [...] *prendre systématiquement*

(16) Respectivement : *Pravda* des 10 avril 1966, 7 avril 1971, 2 mars 1976, 25 février 1976 (souligné par nous). Les exhortations de ce genre se comptent en fait par centaines. Un dernier extrait du discours de Kossyguine au XXV^e congrès donnera une idée du niveau de l'« humanisme socialiste » vanté par son auteur : « Le rôle des facteurs sociaux dans le développement de la production et l'élévation de son efficacité augmentera fortement au cours du nouveau quinquennat. Le niveau de qualification des cadres, une atmosphère de travail créateur et un bon climat socio-psychologique dans le collectif, le souci des conditions de vie des travailleurs, la création d'équipements culturels et sportifs dans les entreprises sont autant d'éléments qui rendent la vie de l'homme plus intéressante, plus riche de contenu, *et qui influent favorablement sur les résultats de la production* » (*Pravda*, 2 mars 1976, souligné par nous). Dans le faux « socialisme » russe comme en Occident, le capital a pour les travailleurs la même sollicitude que pour ces vaches laitières auxquelles on diffuse de la musique douce afin qu'elles produisent plus !

(17) *Financial Times*, 10 mars 1976.

des mesures pour qu'augmente la production, que s'améliore la qualité et la *compétitivité* des articles exportés. Le commerce extérieur devenant une branche importante de l'économie nationale, la question se pose aussi d'organiser, dans certains cas, *des entreprises spécialisées dans l'exportation*, afin de satisfaire les besoins spécifiques des marchés extérieurs. » (Kossyguine au XXV^e congrès) (18).

Les implications de ce programme pour la classe ouvrière ne sont que trop claires : la fameuse *compétitivité* des marchandises ne signifie pas autre chose que la guerre économique entre capitalismes rivaux : derrière les marchandises, ce sont en fait les prolétaires de tous les pays qui sont mis en concurrence dans l'effort et l'exploitation par leurs capitaux respectifs qui ne cherchent pas à « satisfaire les besoins spécifiques » d'un marché mondial sursaturé de marchandises, mais à y empocher le plus de plus-value possible en augmentant leur part de marché au détriment des concurrents. Plus cette guerre économique devient acharnée (et la participation de la Russie ne pourra que l'aggraver), plus les lois de plomb du capital s'abattent sur la classe ouvrière : elles signifient, à l'Est comme à l'Ouest, « restructurations » et licenciements, chasse aux « temps morts » et aux travailleurs « sous-employés », encouragement de la concurrence entre les ouvriers par les primes et la différenciation des salaires, augmentation de l'intensité du travail et de l'abrutissement des prolétaires, en un mot *exploitation accrue de la classe ouvrière*.

Les conséquences de ce programme si typiquement capitaliste ne s'arrêtent pas là. L'intégration croissante de la Russie au marché mondial signifie bien dans l'immédiat des débouchés financiers et commerciaux supplémentaires pour les capitalismes occidentaux les plus puissants ; mais en aidant l'industrie russe à se moderniser, ceux-ci ne font qu'aider un futur concurrent à se forger des armes. A terme, la participation à part entière de la Russie au marché mondial signifie l'arrivée de nouveaux flux de marchandises sur des marchés déjà régulièrement engorgés, et ne peut donc que contribuer à aggraver les crises capitalistes mondiales ; réciproquement, plus les principales branches industrielles russes communiqueront avec le marché mondial, plus l'industrie dans son ensemble sera dépendante des échanges extérieurs, plus les crises capitalistes mondiales entraîneront l'économie russe dans leur tourbillon.

C'est pourquoi notre conclusion sera la même qu'il y a vingt ans (19) :

« Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation, la crise mercantile universelle mordra au cœur la jeune industrie russe. Voilà à quoi aura servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste ! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la Révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux-guerres, et avant le troisième conflit. »

(18) *Pravda*, 2 mars 1976.

(19) *Dialogue avec les morts*, p. 146.

STRUTTURA ECONOMICA E SOCIALE DELLA RUSSIA D'OGGI

Notre texte de Parti, **Struttura economica e sociale della Russia d'oggi** (Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui), qui avait paru entre 1955 et 1957 dans notre journal en langue italienne « Il Programma Comunista », vient d'être publié en Italie pour la première fois en volume à part et en édition intégrale. Ce volume comprend aussi (nous donnons les titres en français) **Les grandes questions historiques de la révolution en Russie et La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine.**

« Non seulement la Russie n'est pas aujourd'hui une **société socialiste**, mais ce n'est même pas une **république socialiste** » : telle est la conclusion **critique** de cette étude longue et complexe. En d'autres termes : la structure économique et sociale russe n'est pas socialiste et le pouvoir politique qui y préside non plus. Mais l'autre face de cette conclusion, la face **positive**, est la suivante : « Restent socialistes, à la lumière de l'histoire révolutionnaire, la Révolution d'Octobre, et la cohérente, monolithique, clairvoyante construction de Lénine du chemin de la Russie ».

Cette construction, qui est étroitement soudée à la théorie des révolutions doubles chez Marx et Engels, et que Lénine a constamment rappelée jusqu'à sa mort, fixait au jeune prolétariat russe, dès les premières années du siècle, la tâche suivante : « pousser à fond » la révolution antiféodale et anti-tsariste, à la tête des masses paysannes, avec l'arme du pouvoir d'Etat conquis et exercé de façon dictatoriale ; « gérer » dans ce cadre la transformation de l'économie de cet immense pays aux formes dans une très large mesure précapitalistes en un capitalisme pleinement développé, en un capitalisme d'Etat dans l'industrie et l'agriculture ; soutenir et préparer sans relâche la révolution **politiquement et socialement prolétarienne** dans les pays capitalistes avancés, qui seule pouvait rendre possible le **saut au socialisme**.

La victoire du stalinisme sera la victoire des forces économiques et sociales que la dictature **politiquement prolétarienne et socialiste** d'Octobre 1917 aurait dû contrôler, sur le parti qui avait exercé de façon inflexible cette dictature pendant et immédiatement après la guerre civile et qui, dans son cours victorieux, n'avait jamais cessé d'affirmer que sa propre existence dépendait de la révolution mondiale et était subordonnée à elle jusqu'à la victoire définitive.

Les étapes de la Révolution d'Octobre, de la guerre civile et de la dictature prolétarienne et bolchévique, ainsi que celle du stalinisme, — qui confirment a contrario le principe fondamental du marxisme, le caractère international, le contenu non national et donc non populaire, non démocratique, de la lutte d'émancipation de la classe ouvrière — sont ici suivies dans leur cours dramatique, et constamment reliées aux questions vitales de doctrine, de tactique et d'organisation du mouvement communiste, le long d'un fil qui unit sans solution de continuité Marx à Lénine et à la gauche ; c'est ce fil, que la contre-révolution appelée stalinienne a brisé, qu'il faut aujourd'hui, à travers les difficultés, renouer, défendre et transmettre aux jeunes générations pour que le chemin de la révolution prolétarienne reprenne sur la voie unique, la voie **maîtresse** qui est la sienne, contre toutes les déformations des inventeurs de voies « nouvelles » et, naturellement, « nationales ».

Le volume, 752 pages : 45 F — Commandes aux Editions Programme Communiste.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 250 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 4.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

Journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS